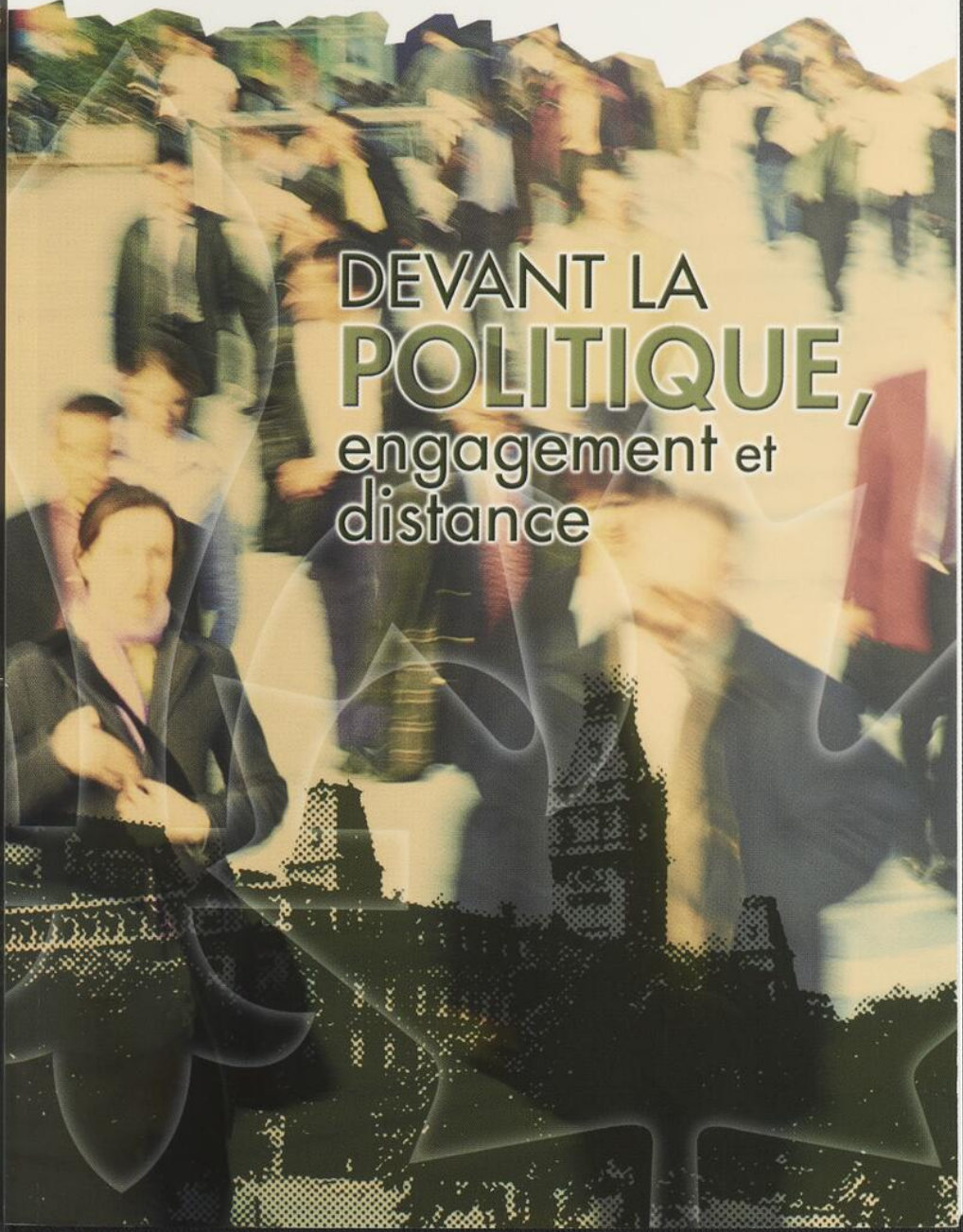
PER
P-285
BNQ

possibles

VOLUME 29, NUMÉRO 1, HIVER 2005



DEVANT LA POLITIQUE, engagement et distance

possibles
VOLUME 29, NUMÉRO 1, HIVER 2005

Devant la politique, engagement et distance

possibles

5070, RUE DE LANAUDIÈRE, MONTRÉAL (QUÉBEC) H2J 3R1
TÉLÉPHONE : (514) 529-1316
SITE WEB : www.possibles.cam.org

COMITÉ DE RÉDACTION
Gabriel Gagnon, Pierre Hamel, Patrice LeBlanc, Jean-François Lepage, †Gaston Miron, Jacques Pelletier, Nathalie Prud'Homme, †Marcel Rioux, Raymonde Savard, Stéphane Thellen, Amine Tehami, André Thibault

COLLABORATEURS(TRICES)
Yvan Comeau, Francine Couture, Marcel Fournier, †Roland Giguère, Jacques T. Godbout, Suzanne Jacob, Marie Nicole L'Heureux, †Suzanne Martin, Marcel Sévigny

RÉVISION DES TEXTES ET SECRÉTARIAT
Micheline Dussault

RESPONSABLE DU NUMÉRO
André Thibault

La revue Possibles est membre de la SODEP
et ses articles sont répertoriés dans Repère.
Les textes présentés à la revue ne sont pas retournés.

Possibles est subventionnée par le Conseil des arts et des lettres du Québec et le Conseil des arts de Montréal.

Ce numéro : 8 $.
La revue ne perçoit pas la TPS ni la TVQ.

Conseil des arts et des lettres Québec

CONSEIL DES ARTS DE MONTRÉAL

PRODUCTION : Mardigrafe inc.
CONCEPTION : Diane Héroux
IMPRESSION : AGMV Marquis inc. DISTRIBUTION : Diffusion Dimedia inc.
DÉPÔT LÉGAL Bibliothèque nationale du Québec : D775 027
DÉPÔT LÉGAL Bibliothèque nationale du Canada : ISSN : 0703-7139
© 2004 Revue Possibles, Montréal

ÉDITORIAL

Quel parti prendre ? 5
André Thibault

ESSAIS ET ANALYSES

L'impénétrable avenir du gouvernement Martin et du Parti libéral du Canada 17
Gilles Toupin

Réhabiliter la politique : une option libertaire 28
Anna Kruzynski et Marcel Sévigny

Enjeux de sens et questions de santé 46
Raymond Lemieux

Un gouvernement : pour quoi faire ? 61
Alain-G. Gagnon et Olivier De Champlain

Les jeunes, la culture politique et l'éducation 77
Nathalie Prud'Homme

Les principes contre la réalité (ou pourquoi les jeunes ne vont pas voter) 88
Jean-François Lepage

Votons-nous en citoyens... ou en consommateurs ? 98
Daniel Breton

D'abord solidaires, un réseau d'éducation populaire et de repolitisation 106
Jacques Fournier

Taupe ou caribou : la gauche et le Parti québécois 122
Gabriel Gagnon

2005 : naissance d'une véritable alternative politique, à gauche ? 129
Jacques Pelletier

POÉSIE ET FICTION

L'autre lumière 151
Michel Pleau

Vêpres 155
Pierre Charland

Réminiscences 159
Frédéric Desjardins

Peu importe le temps 160
Vanessa Duval-Gagné

Insomnie 161
Julie Turconi

Quel parti prendre ?

Les perplexités d'une société politique en mutation

Sur le terrain des rapports entre la société et ses mécanismes publics de décision, quelque chose est en train de s'estomper et quelque chose d'autre semble en émergence. L'analyse rigoureuse produite dans ce numéro par le journaliste Gilles Toupin à propos du Parlement canadien récemment élu met en évidence une équation épineuse, que l'auteur ne considère pas purement conjoncturelle. Bien informée par les sondages sur ce qui l'attendait, la société canadienne a quand même choisi d'assumer ses différences régionales et idéologiques plutôt que de gommer tout ça au nom de la « nécessité » d'un gouvernement « fort » — au point d'infliger un recul historique au duopole exercé jusqu'à présent par les partis traditionnellement dominants. La satisfaction éprouvée par de nombreux citoyens devant l'élection d'un gouvernement minoritaire et devant la probabilité que cela se présente de plus en plus souvent ne résout pas pour autant le défi de la très difficile compatibilité entre les programmes des uns et des autres, comme Toupin en fait l'éloquente démonstration. En effet, si une certaine conception du pouvoir s'achemine vers la désuétude, les habitudes partisanes acquises ne battront pas en retraite sans continuer d'embêter les acteurs occupés à gérer le présent.

Sur l'autre plateau de la balance, l'article d'Anna Kruzynski et Marcel Sévigny nous expose avec enthousiasme la montée d'un modèle de « société participative » basée sur « l'auto-organisation des citoyennes et des citoyens », que ses porteurs développeront en « construisant patiemment des alternatives aux pouvoirs dominants ». Les auteurs démontrent bien son enracinement dans des conditions sociales et culturelles objectives, mais tout autant le caractère encore expérimental, peu visible et minoritaire de sa mise en œuvre actuelle. Et quelle est ou quelle sera(it) son articulation avec les institutions politiques existantes, qui conservent une emprise extrêmement forte sur l'ensemble de nos conditions de vie?

On serait dérouté à moins!

Une violence inhérente aux pouvoirs en place

Si tant de créativité s'investit dans des expériences locales très particularisées à distance du champ institutionnel de la politique, la perte de crédibilité de ce dernier chez les citoyens les plus préoccupés de questions sociales apparaît, elle, un phénomène commun à toutes les sociétés « démocratiques » actuelles, si on se fie aux invités de provenances diverses qui ont pris la parole aux dernières Journées d'études d'Alternatives[1]. Cela doit bien refléter un malaise plus profond que celui que provoquent la mauvaise gestion financière, les conflits touchant les niveaux de juridiction ou le partage des responsabilités entre le public et le privé. Et s'il y avait une déchirure entre les aspirations humaines et ce que les institutions politiques essaient de livrer?

On est tenté de le croire à la lecture de l'analyse phénoménologique profonde sur les enjeux de la santé que nous offrent

1. Prudemment, plusieurs considèrent le Brésil de Lula comme une exception au moins partielle à ce constat.

dans ce numéro Raymond Lemieux et son équipe. La prise en charge institutionnelle de ce secteur de vie est engagée dans une « fuite en avant technologique », débouchant sur « la dénégation des limites et la prise en otage du malade », objectif chimérique d'une « élimination du mal [...] alors que la vie humaine est par définition gestion des limites ». Les auteurs y voient à l'œuvre un « fantasme commun des aventuriers du Far West », véritable « violence, jusqu'à envisager la mort de l'humanité et son remplacement par une race de surhommes ». Si ce but est inatteignable et laisse la souffrance subjective murée dans son silence, comment alors imaginer que pour vraiment *gérer les listes d'attente* et *contrôler la spirale des coûts,* il suffirait que le système soit centralisé ou laissé aux provinces, délégué au privé ou financé plus généreusement par l'État — alors que « l'espérance de vie des neuroleptiques, par exemple, est d'une douzaine d'années en moyenne » et que « chaque nouvelle génération de médicaments fournis aux psychiatres coûte plusieurs fois plus cher que la précédente »? Comment voter passionnément pour des gens qui, chacun, promettent le beurre et l'argent du beurre et tiennent compte de tout sauf de la condition humaine? Et la faute en est-elle bien aux politiciens pris un à un?

Cependant, ces derniers peuvent aggraver encore le déficit de crédibilité sociale de la classe politique s'ils accentuent volontairement la tendance à soumettre les interventions publiques à une logique purement technique et gestionnaire. C'est bien ce à quoi s'est employé depuis son élection le gouvernement Charest, nous démontrent Alain-G. Gagnon et Olivier De Champlain. La tradition délibérative élargie liée au « modèle québécois » offrait une tribune possible aux valeurs et au bien commun dont elle peut être porteuse. Le régime Charest — ou faudrait-il dire Jérôme-Forget? — choisit plutôt de s'en remettre aux experts de la comptabilité et des techniques

de gestion, bifurquant ainsi vers un modèle de « démocratie élitiste », en « se coupant des différents acteurs du corps social et préférant clamer l'urgence d'agir ». Cette « logique administrative », appuyée sur « l'efficacité, l'efficience, l'économie et la compétition », a fort peu à voir avec la citoyenneté et il n'y a rien de surprenant à ce que la société s'y reconnaisse si mal.

Les mutations de l'engagement

Aussi observe-t-on dans l'ensemble de la société, y compris dans les franges les plus citoyennes, un désengagement partisan sans rupture radicale, mais un désengagement tout de même, culminant dans la baisse continue du taux de participation électorale[2].

Interpellés à propos de leur taux élevé d'abstention, les plus jeunes répliquent en exprimant une absence radicale d'espoir envers les structures partisanes et l'appareil gouvernemental ; en lieu et place, les militants parmi eux s'engagent à fond dans l'action locale et les pressions extraparlementaires qui visent directement les transnationales et les institutions gestionnaires de l'ultralibéralisme à l'échelle mondiale, comme si les facteurs décisifs étaient ailleurs que dans les mains des gouvernements élus. Le texte de Nathalie Prud'Homme, nourri de sa pratique pédagogique au collégial, analyse à fond leur engagement social intense chargé de méfiance à l'égard de la politique partisane.

Pour Jean-François Lepage, la « non-participation électorale » traduit une absence de confiance non seulement dans la classe politique, mais à l'égard de la présomption même qu'un vote soit porteur d'une influence réelle. Pour lui, cette foi est de

2. Quelques lettres aux journaux ont fait observer que dans de nombreux pays, des gens risquent leur vie pour réclamer ce même droit de vote dont l'usage décline là où il est acquis.

l'ordre des principes et non de l'observation empirique ; peu sensible à la transcendance attribuée à la politique, la génération des jeunes adultes observerait plus froidement comment dans les faits l'expression par les urnes du choix d'un citoyen éclairé serait dénuée de tout poids réel sur le résultat d'un scrutin… et alors la moindre difficulté d'horaire constituerait une justification suffisante pour s'exempter de ce rituel. Préconisant quelque mutation radicale de la politique, l'auteur fait confiance au potentiel de l'instauration d'un scrutin proportionnel pour que le geste électoral retrouve de la légitimité, ce qui rejoint les arguments de Paul Cliche dans son livre consacré à ce sujet[3].

À partir de diagnostics critiques aussi sévères envers les partis et l'appareil politique que ceux des deux textes précédents, Daniel Breton, porte-parole du Parti vert du Québec, aboutit au contraire à valoriser le vote complémentairement à la consommation responsable comme modes d'intervention démocratique. Cela suppose, dans sa perspective, un important travail de responsabilisation des citoyens… et l'émergence de partis offrant une réelle alternative aux électeurs progressistes, malgré que son expérience d'une coalition électorale à l'intérieur de la gauche lui ait laissé une certaine amertume.

Sans qu'il s'agisse de visions catégoriques mutuellement exclusives, on doit constater que les conceptions de la démocratie et du pouvoir, à l'intérieur de la nébuleuse progressiste au Québec comme ailleurs, divergent quant à leurs analyses et donc quant à leurs priorités. Trois tendances se démarquent, et les trois se trouvaient à l'origine dans le réseau D'abord solidaires, au point de devoir déboucher sur une *séparation de corps* permettant à chacune de ces démarches de se déployer de façon

3. *Le scrutin proportionnel*, Montréal, Éditions du Renouveau québécois, 1999.

autonome, comme nous le décrit l'article de Jacques Fournier dans ce numéro. Pour le courant Option citoyenne, la démocratie représentative reste prédominante si on veut exercer le *vrai pouvoir,* participer aux *vraies* décisions, et il est prioritaire de réinvestir la politique partisane ; le parti politique où le faire (dans un nouveau parti ou un PQ renouvelé) se bute à des pierres d'achoppement dont la question nationale, comme on y reviendra plus bas.

Pour d'autres que l'on sent gagnés à une vision de démocratie participative, le rôle des mouvements et réseaux de citoyens constitue une part de l'exercice réel du pouvoir et de la décision publique et non une simple pression. Mais se pose alors une obligation de « repolitisation », par un travail constant d'information, de sensibilisation, de débats, de prise de parole. Membre actif de la branche qui continue de s'appeler D'abord solidaires, Fournier nous décrit bien l'historique, l'esprit et le fonctionnement de ce « réseau », tout en le situant dans un vaste foisonnement où il inclut le Réseau de vigilance et l'Institut du Nouveau Monde. Les Amis du *Monde diplomatique,* ATTAC-Québec, les rencontres d'Alternatives et du RAJ ne sont que quelques-uns des autres lieux où se déploie cette vaste et puissante dynamique.

La progéniture du groupe initial de D'abord solidaires fait place aussi à la résurgence d'une tendance enracinée dans la conception anarcho-syndicaliste ou autogestionnaire de la démocratie. Il s'agit de la prise en charge par les citoyens eux-mêmes, à l'échelle locale, de responsabilités décisionnelles assumées ces dernières décennies par l'État. L'article d'Anna Kruzynski et Marcel Sévigny, auquel nous nous sommes référé plus haut, nous familiarise de l'intérieur avec cette option, fort populaire chez les jeunes adultes.

Le casse-tête des électeurs progressistes

Quand j'ai dit récemment à mes étudiants que dans les années 1970-1980, les militants sociaux avaient presque tous leur carte du PQ... ça les a fait bien rire. J'ai l'impression qu'ils m'ont cru sur parole ou ont été trop polis pour répondre avec lassitude : « Bien oui, grand-papa...! » N'empêche que ce parti, porteur d'une longue histoire de connivences avec les milieux progressistes, demeure le choix d'un certain nombre de leaders sociaux qui ne désespèrent pas de raviver sa tradition social-démocrate. Aujourd'hui encore, soit pour avoir des chances réalistes d'accéder au pouvoir, soit parce qu'ils considèrent la souveraineté du Québec comme une composante essentielle de tout projet progressiste ou même la condition préalable au développement d'une société plus juste au Québec, les uns relancent le projet, mais beaucoup plus clairement que par le passé, de former un courant socialisant à l'intérieur du PQ. Gabriel Gagnon, dans son article, n'arrive pas à partager leur espérance et nous décrit le Parti comme étant déchiré par ses querelles de leadership de même qu'entre l'outrance et le réalisme quant aux scénarios d'accession à la souveraineté, et compromis par un virage néolibéral majeur auquel a fortement contribué Bernard Landry. Le vent de fraîcheur apporté par les orientations d'Option citoyenne apparaît à l'auteur comme de nature à satisfaire davantage les aspirations de justice sociale, à condition que les négociations soient fructueuses entre ce nouveau groupe, l'UFP et le Parti vert. S'y retrouvent des citoyens politisés, désormais incapables de faire confiance aux orientations économiques du PQ ou adoptant une position relativiste face à la souveraineté, qui mettent leurs espoirs en un « vrai » parti de gauche[4].

4. Voir le livre de Françoise David, *Bien commun recherché*, Montréal, Écosociété, 2004.

Un semblable dilemme a réparti l'adhésion des Québécois progressistes entre le Bloc[5] et le NPD. Aucun appel à l'unité de la gauche n'y pourra rien. On est acculé à développer la capacité de former des coalitions respectueuses des divergences de priorités. Plusieurs citoyens l'assument mais la tendance aux excommunications réciproques vitupératrices n'a pas diparu.

À partir d'une synthèse historique des espoirs, stratégies et impasses de la gauche québécoise depuis la Révolution tranquille, Jacques Pelletier appelle les porteurs actuels d'un nouvel espoir politique progressiste à « intervenir de manière conséquente si l'on désire vraiment contribuer à la naissance d'une authentique alternative ». Respectueux de l'apport spécifique de la « gauche sociale », l'auteur insiste sur l'importance d'une action concertée à l'intérieur de la fonction gouvernementale. Cela suppose « que les convergences programmatiques, fort nombreuses, sauront cette fois l'emporter sur les divergences, réelles mais secondaires. Il faut souhaiter également que les objectifs poursuivis obtiennent priorité, passent avant les différences de sensibilité et de style, les idiosyncrasies et les ambitions personnelles des uns et des autres ».

Les institutions politiques sont-elles récupérables ?

Ces initiatives qui veulent relever autrement le défi de l'électoralisme réussiront-elles à contrer le processus de déliquescence à l'œuvre à l'intérieur même des institutions ?

Il faut bien constater que le simple effort de suivre de près la performance de nos élus nourrit le désenchantement politique. Plusieurs se sont reconnus dans ce passage d'une lettre de Marc

5. Des figures-clés du Bloc n'ont pas hésité à proclamer durant la campagne que l'élection au Canada d'un gouvernement conservateur serait « bonne pour le Québec », nonobstant tous les dégâts sociaux et environnementaux dont était porteur le projet Harper.

Brière sur la période des questions à l'Assemblée nationale, parue dans le *Devoir* le 23 décembre 2003 : « J'assiste à une foire d'empoigne et à de répétitifs combats de coqs où députés et ministres ne cherchent qu'à faire valoir leur éloquence et la vivacité de leur esprit partisan, le tout accompagné à tout instant d'applaudissements nourris et de bruits de fond que le président Bissonnet — malgré sa grande efficacité — parvient difficilement à maîtriser ». Tout au long de ce pitoyable spectacle, personnalisation des animosités et polarisations partisanes rigides détournent et sabotent un principe essentiel du parlementarisme de tradition britannique, soit l'indispensable apport de l'opposition en tant que chien de garde et facteur d'équilibre du processus décisionnel. Cette attitude a confiné au mépris lorsque les chefs des Partis libéral et conservateur ont affirmé aux Québécois qu'être représenté par un parti d'opposition équivalait à n'avoir aucune autre influence que celle de la critique stérile.

Une spirale descendante est déclenchée, qui finit par créer sa propre logique. Le professeur français Jean Baudouin s'inquiète de la prolifération des « lectures pathologiques relatives à notre société »[6]. Les partis eux-mêmes, engagés « dans une voie utilitariste en opposition à la voie doctrinale [...] ne seraient plus des lieux de débat mais de véritables entreprises chargées de promouvoir des spécialistes de la conquête du pouvoir ». En face, les médias « succombent facilement au principe de spectacularisation », pendant que « de nombreux acteurs ont intérêt à présenter la situation sous l'angle de la crise » (l'ensemble des militants sociaux et intellectuels critiques sommes interpellés ici). Les conséquences dépassent-elles les intentions lorsque « la critique du monde politique conduit à un dégoût de l'activité

6. « La crise du politique et de la citoyenneté », http://www.ac-nantes.fr/peda/disc/ses/crendu/crisepol.htm

politique » ? Baudouin conclut que « dénigrer systématiquement la représentation parlementaire est dangereux ». Et de fait, comment peut-on à la fois promouvoir la démocratie et invalider sans appel la crédibilité de toute personne mise en place par le processus électoral ?

Mais ce portrait est partiel… Sinon pourquoi nos concitoyens ont-ils en si grand nombre suivi dans les deux langues le débat des chefs au fédéral ? Pourquoi ont-ils ensuite consacré autant de leurs conversations à s'exposer les uns aux autres les analyses qui les amenaient à voter pour tel candidat (ou à s'abstenir) *dans leur comté* tout en concédant qu'ils pourraient en décider autrement dans le comté voisin ou si les sondages modifiaient les pronostics ? Pourquoi étaient-ils presque tous rivés à leur téléviseur, le soir du 28 juin, pour ne rien manquer de la diffusion des résultats électoraux ?

ANDRÉ THIBAULT
POUR LE COMITÉ DE RÉDACTION

ESSAIS ET ANALYSES

L'impénétrable avenir du gouvernement Martin et du Parti libéral du Canada

PAR GILLES TOUPIN

Les 38e élections fédérales du 28 juin 2004 ont rompu avec certaines constantes historiques de la politique canadienne, mettant tout d'abord fin à une certaine hégémonie du Parti libéral du Canada et également à la domination historique des deux grandes formations politiques qui ont gouverné depuis la Confédération. En effet, pour la première fois depuis 1867, le nombre des votes pour les libéraux et les conservateurs sont passés sous la barre des 75 % au profit des tiers partis. Avec seulement 66,32 % des voix, nous avons assisté à la fin de huit décennies de domination libérale ponctuée de règnes conservateurs et à l'émergence du poids des tiers partis qui se partagent maintenant 33,69 % des voix exprimées par les électeurs canadiens.

L'hégémonie libérale a été une constante de la politique canadienne depuis l'avènement de la Confédération. Les gouvernements conservateurs qui ont réussi à s'insérer de temps à

autre dans cette continuité du parti « naturel de la gouvernance » l'ont fait en respectant le moule libéral. Joe Clark, par exemple, l'a fait par pure conviction alors que Brian Mulroney ne l'a fait, pour reprendre l'expression du chroniqueur Andrew Coyne, « que pour diriger lui-même la machine libérale »[1]. Bref, les libéraux de Paul Martin ont certes remporté la victoire le 28 juin dernier, mais c'est une victoire qui porte en elle le début de mutations importantes. De plus, le nouveau statut de gouvernement minoritaire du PLC aura eu aussi des allures de défaite pour un parti politique qui, six mois plus tôt aux dires mêmes du premier ministre Paul Martin, devait rafler plus de 200 des 308 sièges des Communes.

Dans ce contexte, l'avenir du gouvernement de Paul Martin est des plus incertains en raison de ce nouveau paysage politique où les forces régionales ont pris encore de la vigueur, mais aussi en raison de l'absence de projet original et d'une vision claire pour le pays. À ce jour, le jeune gouvernement Martin a donné l'impression qu'il naviguait dans les eaux de l'improvisation et de l'opportunisme politique. L'avenir du gouvernement libéral est un avenir semé d'embûches qui elles-mêmes sont et seront la conséquence des transformations profondes qui ont marqué le paysage politique avec le départ de Jean Chrétien, le fameux rapport de la vérificatrice générale, Sheila Fraser, sur le scandale des commandites (rendu public en février dernier et qui a sonné le début de l'effondrement du gouvernement libéral) et le résultat électoral de juin, qui a exposé au grand jour les lézardes du vieil édifice rouge, notamment la guerre intestine qui a opposé et qui oppose encore le clan Chrétien au clan Martin.

1. Andrew Coyne, *National Post*, 26 juin 2004.

Paul Martin est donc contraint, avec ses 135 sièges, de gouverner à la pièce, projet de loi par projet de loi, tentant de s'allier avec les uns et les autres selon les intérêts et les circonstances du moment, naviguant tant bien que mal dans les programmes politiques de ses adversaires, qu'ils soient conservateurs, néo-démocrates ou bloquistes, tentant d'y discerner ce qui pourrait bien lui faire gagner des points aux yeux des électeurs, tentant de placer son parti sous un éclairage favorable au cas où son gouvernement serait acculé à la défaite aux Communes. Lorsqu'il voudra conforter ses politiques économiques de droite, il aura recours à l'appui des conservateurs de Stephen Harper — ne serait-ce, par exemple, que pour maintenir sa politique de réduction massive de la dette nationale. Lorsqu'il voudra faire avancer quelque peu certaines mesures sociales, il tentera de se gagner les néo-démocrates et les bloquistes, qu'il s'agisse d'environnement ou de mariages gais. Autant dire que sans imagination, sans une vision éclairée de ce qu'il veut faire du Canada, Paul Martin a choisi de gouverner de façon ponctuelle, misant davantage sur la stratégie politique que sur la construction véritable d'une nation prospère dont le gouvernement serait dévoué au bien-être de tous ses citoyens.

Mais avant d'examiner la bouillabaisse que constituent les programmes des cinq partis politiques qui ont compté lors des dernières élections — et avec lesquels devra manœuvrer le premier ministre pour assurer la survie de son gouvernement — il n'est pas inutile d'examiner ce qu'ont perdu les libéraux de Paul Martin lors de la dernière campagne électorale.

Ils ont d'abord perdu le Québec. Avec l'éclatement du scandale des commandites et l'écœurement populaire qui s'en est suivi, non seulement les libéraux fédéraux ont-ils perdu le vote nationaliste récupéré par Jean Chrétien en 2000 mais ils ont aussi

perdu le vote fédéraliste. Qui aurait pu imaginer avant ces élections qu'une circonscription dont les électeurs votent pour les partis fédéralistes depuis plus d'un siècle, celle de Vaudreuil-Soulanges, passe aux mains du Bloc québécois, que la ministre Liza Frulla soit acculée au recomptage et qu'un Pierre Pettigrew dans Papineau–Saint-Denis ait frôlé la défaite? Qui aurait pu penser que le Bloc québécois, en raflant 54 circonscriptions, aurait retrouvé sa vigueur de 1993 alors que Lucien Bouchard, à la tête d'une formation toute neuve, obtenait ce même score? Cette plongée abyssale du PLC au Québec n'est pas sans signification, surtout lorsque l'on prend en compte le fait que les Québécois sont encore majoritairement fédéralistes et qu'ils ont été depuis quatre-vingts ans la pierre angulaire de l'hégémonie libérale au Canada.

Quant à l'Ontario, les libéraux ne l'ont pas encore perdu — puisque c'est cette province qui leur a permis de gagner *in extremis* les élections. Mais ils y ont perdu des plumes. Les balayages rouges des années Chrétien sont désormais choses du passé dans une province qui retrouve ses racines conservatrices, qui s'est apparentée politiquement ces dernières années sous la houlette de Mike Harris au Parti réformiste fédéral et aux conservateurs albertains de Ralph Klein. L'Ontario rural a été pour ainsi dire momentanément et accidentellement gagné au giron libéral au cours des années Chrétien. Par ailleurs, le vote des immigrants partout dans la province n'est plus l'apanage du PLC. C'a été une nouveauté du vote du 28 juin. Les nouvelles générations d'arrivants sont désormais guidées par les valeurs de la libre entreprise et par un conservatisme qu'ils ont ramené bien souvent de leurs pays d'origine. Beaucoup de cette nouvelle génération d'immigrants tiennent à ces valeurs conservatrices, notamment lorsqu'il s'agit de questions sociales telle la définition du mariage. La percée du Parti conservateur du Canada (PCC) de Stephen Harper dans cette province, même si elle n'a pas été

aussi grande qu'escompté, est un signe des mutations qui s'opèrent doucement dans ce qui fut le fief libéral par excellence sous Jean Chrétien.

Les libéraux ont aussi perdu l'Ouest. Ce n'est peut-être pas un constat nouveau, mais les élections fédérales ont confirmé ce qu'annonçaient déjà les années 90. Paul Martin aura eu beau promettre la fin de « l'aliénation de l'Ouest », comprenant que le centre de gravité économique et politique du pays glissait peu à peu de ce côté, rien n'y a fait.

Autre constatation d'importance, les conservateurs de Stephen Harper ne sont pas les conservateurs de John Diefenbaker, de Joe Clark ou de Brian Mulroney. On l'a bien vu, Harper n'a pas l'approche idéologique de ses prédécesseurs. Il affirme que l'erreur de ces derniers fut de s'être appuyés sur les nationalistes québécois pour accéder au pouvoir. Il croit pour sa part que toute grande coalition nationale doit, comme l'ont fait les libéraux au XX^{e} siècle, se gagner les fédéralistes du Québec. Le chef conservateur sait que les libéraux n'ont plus la mainmise sur le vote nationaliste au Québec et il compte sur ce renversement de l'histoire pour tirer ses marrons du feu. Comment s'y prendra-t-il pour faire passer son message dans une province qui ne prise guère ses idées sociales et économiques ? À ce jour, le mystère demeure. C'est le talon d'Achille de la croisade de Stephen Harper. On sait seulement qu'il a profité de l'été pour s'entourer de conseillers du Québec et créer une sorte de bureau du Québec au sein même de son administration. On surnomme déjà ce bureau le « Saint-Pierre-et-Miquelon » du PCC.

C'est dans ce contexte général que le premier ministre Paul Martin devra gouverner et tenter de donner du souffle à un gouvernement qui, encore une fois, nage dans l'ambiguïté et

l'indécision. Comment en effet le gouvernement Martin espère-t-il trouver ses marques lorsque ses trois grandes priorités — la santé, les infrastructures et un programme national de garderies — s'attaquent de plein fouet aux champs de compétence des provinces ? Comment croire à cette nouvelle façon de faire avec les provinces annoncée par Paul Martin, soit remplacer le climat de confrontation passé par un climat de coopération, lorsque celui-ci entend régenter le système de santé de l'intérieur, affirmant qu'il mesurera le succès de son gouvernement d'après sa capacité à régler le problème des listes d'attente qui gangrène le système de santé ? Et comment pourra-t-il solutionner ce problème et bien d'autres qui tétanisent ce système avec la promesse d'un maigre neuf milliards de dollars supplémentaires échelonnés sur cinq ans ? Connaissant le point de vue de provinces comme le Québec ou l'Alberta sur ces questions, n'est-ce pas là une recette assurée pour essuyer un échec spectaculaire ? N'est-ce pas là aussi une stratégie un peu grossière pour diviser les provinces dont certaines sont prêtes à laisser empiéter le gouvernement fédéral sur leurs prérogatives constitutionnelles pour quelques dollars de plus ?

À ce chapitre des relations fédérales-provinciales, M. Martin aura beaucoup de difficulté à gouverner aux Communes. Les conservateurs ont bien précisé dans leur programme électoral qu'il n'était pas question d'empiéter sur les champs de compétence des provinces sans l'approbation d'au moins sept provinces représentant la majorité de la population. Les néo-démocrates de Jack Layton ont promis pour leur part un « fédéralisme responsable » où les priorités nationales seraient arrêtées en accord avec les provinces. Qu'il s'agisse de santé, d'infrastructures ou de garderies, les solutions sont de la seule responsabilité des provinces, affirme le Bloc québécois qui insiste sur une nécessaire augmentation de 10 milliards de dollars par année des paiements de transfert aux provinces, sur une compensation fédérale

de dix milliards pour les « intrusions » du gouvernement central dans des domaines comme celui de la santé, sur la nécessité d'une aide du gouvernement fédéral pour payer la dette des provinces et enfin sur le remplacement éventuel des paiements de transfert par les revenus de la TPS. Le Parti vert, qui est désormais un acteur sur la scène politique fédérale avec 5 % des voix et un financement assuré par la loi électorale de un million de dollars par année, préconise pour sa part un plus grand pouvoir pour les provinces.

En santé, les conservateurs veulent également réduire les listes d'attente, renégocier l'accord de 2003 des premiers ministres sur la santé et encourager l'Alberta et le Québec, réfractaires, à faire partie du nouveau Conseil canadien de la santé. Ils préconisent également le transfert aux provinces de 10,2 milliards supplémentaires et la création d'un plan d'aide pour ceux qui doivent affronter les coûts, dits « catastrophiques », de certains médicaments. Les néo-démocrates pour leur part demandent que l'on ouvre les vannes des coffres de l'État en versant 27,8 milliards de plus sur cinq ans en santé tout en créant de nouvelles cliniques communautaires destinées à réduire les listes d'attente.

L'autre « grande » priorité du gouvernement libéral, affirmait Paul Martin en campagne électorale, est celle de mettre sur pied un programme de garderies universelles à l'échelle du pays, un système qui serait à l'image de ce qui existe au Québec. Cette promesse, les libéraux l'avaient faite en 1993 et en 1997 et ils ne l'ont jamais tenue. Ce programme évalué par les libéraux à quelque cinq milliards de dollars répartis sur les cinq prochaines années mérite que l'on s'y arrête un instant. Le Québec, la Finlande et la Grande-Bretagne ont démontré qu'il était possible de mettre sur pied avec succès un tel programme. La société, sans l'ombre d'un doute, bénéficie économiquement du fait que ses enfants sont élevés dans un environnement sain et stimulant.

Mais le programme libéral est si vague quant à son mode de financement que l'on doit se demander s'il ne s'agit pas là encore d'une promesse d'élection qui finira aux oubliettes. Sans compter que le programme libéral s'est bien gardé d'expliquer aux Canadiens ce que le gouvernement entendait faire au sujet de l'imposition de ses citoyens.

Non qu'il soit rare qu'un parti au pouvoir brise ses promesses électorales, mais il aurait été rassurant que les libéraux nous indiquent où ils veulent nous entraîner lorsqu'il s'agit de taxation et d'impôts. Les impôts augmenteront-ils? Baisseront-ils? Quelles sont les taxes qui seront affectées? Et de combien? Quand? Ce ne sont pourtant pas des questions anodines. Mais le programme de Paul Martin à ce sujet est d'une discrétion absolue.

Une chose est certaine, les libéraux se sont engagés fermement à réduire le ratio de la dette au PIB à 25 % d'ici 10 ans. Cela est certes un but louable, mais si l'on considère le montant des dépenses annoncées par les libéraux au cours de la campagne électorale, nous sommes en droit de leur demander de quelle façon, exactement, ils entendent atteindre cet objectif. Ce n'est pas en mettant de côté dans une réserve pour éventualité un ou deux milliards de dollars par année et en comptant sur une croissance raisonnable du PIB que l'on atteindra ce but.

Les conservateurs de Stephen Harper ont été plus loquaces sur cette question des impôts sans cependant faire preuve de plus de réalisme que leurs adversaires rouges. Ils ont promis de réduire les impôts sur le revenu de 31,2 milliards sur cinq ans et de réduire les impôts des entreprises de 6 milliards. Ils ont également promis d'augmenter le crédit pour la TPS pour les citoyens à faibles revenus. Quant aux néo-démocrates, ils vont encore plus loin en promettant une réduction d'impôts de

35,6 milliards sur cinq ans, une augmentation de la Prestation fiscale pour enfant et l'abolition, pour les familles, de la TPS sur les produits de première nécessité. Le NPD favorise par ailleurs une augmentation de 45 milliards de dollars des impôts des plus nantis. Il entend taxer davantage les gains en capitaux, augmenter le taux d'imposition pour ceux qui gagnent plus de 250 000 dollars et taxer les « profits excessifs » et les grandes successions. Plus pragmatique, le Bloc québécois préconise pour sa part des crédits d'impôt de 10,5 milliards de dollars sur trois ans pour les familles, le remboursement de la TPS payée par les provinces sur les services en santé, l'éducation et les livres tout en abolissant cette même TPS sur les produits de première nécessité pour les familles. Le Parti vert demande de son côté que l'on réduise le taux d'imposition des contribuables à faibles revenus ainsi que celui des entreprises qui ont des politiques sociales et environnementales progressistes. Il demande également que l'on augmente la taxe sur l'essence de 10 cents.

Il va sans dire qu'avec des points de vue si différents sur la fiscalité, l'exercice budgétaire que devra tenir le ministre des Finances Ralph Goodale avant la fin de l'année sera le premier véritable grand test pour le gouvernement minoritaire de Paul Martin. En bon gouvernement minoritaire, il devra consulter les partis politiques adverses et tenter de résoudre la quadrature du cercle.

Du côté des infrastructures et des villes, là aussi le gouvernement Martin aura du mal à se gagner l'appui de l'opposition. Le premier ministre a proposé en effet un nouveau pacte pour les municipalités, qui comprend un transfert des revenus fédéraux de la taxe sur l'essence qui atteindra, d'ici cinq ans, environ deux milliards de dollars ainsi qu'une aide au logement social de un milliard et demi. Le Bloc québécois, tout comme le gouvernement Charest d'ailleurs, s'oppose à toute tentative du

gouvernement fédéral de s'impliquer dans le financement direct des municipalités. Les conservateurs, eux, sont en faveur d'un transfert de trois cents par litre d'essence aux provinces. Quant au NPD, il souhaiterait introduire une nouvelle stratégie nationale du logement qui obligerait le gouvernement fédéral à dépenser 1 % de ses revenus pour le logement social, à partager la moitié de la taxe sur l'essence avec les municipalités et à accroître les subventions au transport en commun. Pour le Parti vert, la solution au sous-financement des infrastructures et des municipalités réside dans l'attribution d'une part fixe des revenus fédéraux aux municipalités.

En plus de ces points de discorde majeurs qui caractérisent le Parlement de cette 38e législature, il faut en mentionner beaucoup d'autres, ne serait-ce que le débat qui a cours actuellement sur la participation du Canada au bouclier américain de défense stratégique. Paul Martin semble plutôt favorable à la participation du pays à cette initiative même s'il tarde à le faire savoir clairement. Il aura certes l'appui, à ce chapitre, des conservateurs. La question du mariage des gais et des lesbiennes n'est pas non plus résolue et le gouvernement se retranche pour l'instant derrière le renvoi à la Cour suprême de son projet de loi, affirmant qu'il autorisera un vote libre sur la question. M. Martin s'est visiblement démarqué ici de la détermination de son prédécesseur, Jean Chrétien, à faire de ce problème une question de confiance envers le gouvernement. Stephen Harper demande de son côté le retrait de ce renvoi et exige un vote libre au Parlement.

Qu'il s'agisse du catastrophique registre des armes à feu qui a coûté près de deux milliards aux contribuables canadiens et qui n'a pas encore fait ses preuves, qu'il s'agisse de l'environnement où les conservateurs s'opposent farouchement aux accords de Kyoto alors que les libéraux, qui soutiennent ces accords, n'ont toujours

pas de plan pour les mettre en application, qu'il s'agisse encore de la fameuse réforme démocratique de Paul Martin qui se contente de consulter — souvent après coup — les députés dans le choix des juges à la Cour suprême, le gouvernement Martin aura fort à faire pour convaincre l'opposition du bien-fondé de ses initiatives.

Les commentateurs évaluent la durée d'un gouvernement minoritaire au Canada de dix-huit à vingt-quatre mois. Même si celui de Paul Martin n'a pas de grands atouts à l'heure actuelle pour survivre aux coups de boutoir de l'opposition, il n'est pas dans l'intérêt des conservateurs, des bloquistes ou des néo-démocrates de se placer volontairement devant le défi d'une autre élection générale. Stephen Harper a besoin de temps pour asseoir son emprise sur l'Ontario et faire des percées au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Gilles Duceppe, avec un résultat aussi spectaculaire que celui de sa formation le 28 juin dernier, sait parfaitement bien qu'il aura du mal à faire deux fois le même exploit. Il n'est donc pas pressé de faire tomber le gouvernement. Quant aux néo-démocrates et aux Verts, ils ont aussi besoin de temps pour se réorganiser et gérer à bon escient cette manne de dollars frais que la nouvelle loi électorale a injectée dans leurs machines. Il reste ainsi à Paul Martin une certaine marge de manœuvre. Saura-t-il s'en servir avec l'ingéniosité d'un Lester B. Pearson qui, à l'époque de son gouvernement minoritaire, avait saisi l'occasion pour faire voter une avalanche de mesures sociales et économiques progressistes? Saura-t-il ainsi reconquérir la légitimité perdue du Parti libéral du Canada? Saura-t-il sortir indemne de la commission Gomery sur le scandale des commandites? Et, surtout, survivra-t-il au nécessaire vote de confiance auquel seront conviés les membres du parti lors du prochain congrès national? Paul Martin n'a d'autre choix que de surprendre, d'étonner et de secouer l'épaisse couche de poussière qui recouvre le PLC. Sans cela, il aura pour destin celui d'une petite note de bas de page dans les livres d'histoire.

Réhabiliter la politique : une option libertaire

PAR ANNA KRUZYNSKI ET MARCEL SÉVIGNY[1]

Si je ne peux pas danser, je ne veux pas faire partie de votre révolution!

EMMA GOLDMAN

Au Québec, comme partout dans le monde occidental, les divers courants politiques libertaires (ou anarchistes, c'est selon) demeurent assez minoritaires dans l'ensemble de la gauche politique. En fait, sur certains territoires, le Québec notamment, ils passent presque inaperçus comme « forces politiques » en action. Leur mode d'action, leurs objectifs et leurs principes d'organisation y sont certes pour quelque chose. Organisés le plus souvent sous forme de petits collectifs autonomes, de réseaux et/ou de fédérations et décentralisés, ils se distinguent nettement à ce titre des partis politiques de

1. Les deux auteur(e)s sont impliqué(e)s dans le quartier Pointe-Saint-Charles à Montréal et travaillent à mettre sur pied un collectif en écologie sociale.

gauche. Ils ne présentent pas de candidat(e)s aux élections et concentrent leurs énergies sur des initiatives locales. Très critiques des médias de masse, ces groupes rejettent souvent la stratégie des campagnes médiatiques et préfèrent créer leurs propres moyens de communication. Ces éléments, combinés à la marginalité des idées et pratiques révolutionnaires, font que les expériences libertaires sont méconnues pas seulement du grand public, mais aussi de l'ensemble de la gauche québécoise. Cela étant dit, et le fait que nous n'avons pas pu effectuer de recherche de terrain, nous ne ferons pas ici le portrait des différents courants actifs de la gauche libertaire et alternative au Québec. Notre objectif, moins ambitieux, est de tirer de l'ombre certaines idées libertaires pour alimenter le débat sur l'avenir de la gauche politique ici.

Nous sommes militant et militante, issus l'un du mouvement communautaire et de la politique municipale, l'autre de la frange féministe et radicale du mouvement antimondialisation. Nos parcours différents nous amènent aux mêmes questionnements. Que faire pour contrer, à long terme, le contrôle grandissant des entreprises multinationales sur le patrimoine collectif? Comment aller au-delà de la réaction perpétuelle pour construire un monde sans racisme, sans sexisme, sans pauvreté, sans homophobie ? Nous exposons ici nos idées de projet de société et notre stratégie de lutte. À l'aide d'une critique de la démocratie représentative, de la politique électorale et de l'État, nous proposons, comme alternative, une politique « libertaire ». Ensuite, nous présentons quelques exemples d'expériences faites ici et ailleurs. De ces « réactions ou prises en charge vers l'autonomie », nous faisons ressortir les valeurs et principes qui nous guident. Nous terminons en proposant un début de réflexion sur l'application de ces idées dans le Québec d'aujourd'hui.

Un engagement patient

Nous ne pouvons ignorer la nécessité d'investir le champ politique dans une *perspective de moyen et de long terme.* Car il ne peut pas y avoir de projet politique sérieux de transformation sociale sans son enracinement graduel et profond dans la société. Cette « prise de terre » ne peut être qu'un *processus permanent d'éducation.* Dans cette perspective nous devons agir de façon urgente mais en y mettant le temps nécessaire, c'est-à-dire en construisant patiemment des solutions de rechange aux pouvoirs dominants. Notre option veut rompre avec la logique actuelle des partis politiques de gauche (essentiellement socialistes ou social-démocrates) qui aspirent à gérer les institutions de l'État. Elle s'appuie sur le concept de l'écologie sociale[2] qui veut que l'instauration d'une société écologique ne peut se faire que par la réappropriation de la politique et de la citoyenneté par l'auto-organisation des citoyennes et des citoyens. Pour nous, cela requiert une reconstruction fondamentale de la société, ce qui nous amène à nous pencher sur le sens même du mot politique.

Élargir le sens du mot « politique »

La politique au sein de l'État-nation

> Le sens du mot « politique » depuis l'avènement de l'État-nation : un système de rapports de pouvoir géré de façon plus ou moins professionnelle par des gens qui s'y sont spécialisés, les soi-disant « hommes politiques ». Ils se chargent de prendre des décisions qui concernent directement ou indirectement la vie de chacun d'entre nous et ils administrent ces décisions au moyen des structures gouvernementales et bureaucratiques[3].

2. Concept développé depuis les années 1970 par l'écologiste et anarchiste américain Murray Bookchin pour qui la construction d'une société écologique passe par le municipalisme libertaire. Cette idée de créer au niveau local « des espaces publics légitimes du débat politique citoyen » autres que ceux des institutions de l'État (essentiellement les parlements) a connu une poussée certaine depuis l'émergence des antimondialistes en 1998, dénonçant la subordination des États nationaux à la globalisation capitaliste de l'économie et de l'organisation sociale.

Au Québec, comme ailleurs en Occident, « l'électorat » va aux urnes aux quatre ou cinq ans pour choisir des gens et un parti qui vont représenter les intérêts du « peuple » au sein d'un corps législatif et exécutif. Cette conception du parti (avec effectif élargi) a été introduite par la bourgeoisie anglaise de l'époque de la révolution industrielle afin de consolider son pouvoir et sa crédibilité dans une société en évolution. Elle fait partie intégrante de la construction du système de l'État-nation. Les socialistes ouvriers des XIX^e^ et XX^e^ siècles se sont approprié l'idée, ont subverti cette conception bourgeoise du parti et réussi à l'organiser à la manière d'un « mouvement politique » de masse (débats à la base, auto-organisation, luttes sociales, mandats électifs, etc.). Mais le rétrécissement puis l'abandon du « projet ouvrier révolutionnaire » (renversement et remplacement du système capitaliste par la classe ouvrière) par la gauche socialiste, avant le milieu du siècle dernier, ont relégué petit à petit et pour de bon le parti politique au rôle presque exclusif d'outil permettant la prise et la gestion du pouvoir d'État.

En entrant dans l'arène parlementaire les représentant(e)s élu(e)s de la gauche (même dans l'opposition) se heurtent sans cesse à la « terrible » réalité hiérarchique et technobureaucratique du système étatique. Arrivés au pouvoir, les leaders de gauche, professionnels de la politique, auront déjà été conquis et imprégnés par le réalisme gestionnaire[4] de l'État. Dans un tel contexte, comment un parti politique de gauche aujourd'hui peut-il être perçu, « intuitivement par de plus en

3. Extrait d'un texte de Murray Bookchin, « Les villes, les quartiers, les communes… des espaces libertaires », *Alternative libertaire*, 2001, p. 3-5.

4. Les grands mouvements sociaux québécois se sont déjà moulés à cette logique hiérarchique qui domine la société. Par exemple, on n'a qu'à constater comment se mènent, dans le plus grand secret pour les syndiqué(e)s de la base, les négociations entre les grandes centrales syndicales et le gouvernement. Les tractations de coulisse sont depuis longtemps la norme dans les relations de lobbying entre grands groupes d'intérêts, ce qui favorise tous les secrets possibles.

plus de citoyen(ne)s progressistes », autrement que comme un support fondamental, un rouage du système et des institutions de l'État-nation, présentés comme « les seuls espaces du pouvoir démocratique » de la société ? Comment sera-t-il possible de convaincre les gens que le scrutin proportionnel et autres modalités de participation des citoyen(ne)s auront des conséquences sur la démocratisation du système ? En réalité, il découle de cette logique du système une négation constante des formes de gestion du politique impliquant un pouvoir et une participation directe des citoyen(ne)s.

Ainsi, durant les campagnes électorales, on voit défiler à la télévision (ou, dans un pourcentage très minime de cas, dans une assemblée publique) les vedettes de la politique, souvent des politicien(ne)s de carrière, qui s'entre-manipulent pour gagner quelques points dans l'opinion publique. Une grande partie de l'électorat ne se reconnaît pas dans ces candidat(e)s. La portion de « l'électorat », pour qui ces « hommes et femmes politiques » éveillent une lueur d'espoir de changement, va voter pour le parti qui représente ses intérêts ; ceux et celles qui évaluent que l'élection d'un parti de droite constitue un risque élevé pour la société voteront stratégiquement afin de faire élire « le moins mauvais des mauvais » ; et d'autres toujours plus nombreux et nombreuses, « désabusé(e)s », annuleront leur vote ou n'iront tout simplement pas voter.

Pour ce qui est de la vie politique des partis, dans cette société de « fast-food » et de médias de masse, elle est essentiellement concentrée durant les périodes électorales. Le plus souvent, les « militant(e)s » ne sont utilisé(e)s que comme des supporters pour gagner l'élection. Les débats de fond sur les projets de société sont de moins en moins nombreux face à la complexité et à l'étendue des enjeux, et en fonction de la rapidité avec laquelle les décisions doivent être prises.

En somme, dans la conjoncture actuelle, dans cette vision de la politique, les citoyen(ne)s sont vu(e)s tantôt comme des contribuables, tantôt comme des consommateurs-trices, tantôt comme des électeurs-trices, tantôt divisé(e)s en groupes d'intérêts (les femmes, les jeunes, etc.). Rarement elles et ils sont considérés comme des personnes aptes à discuter, à décider et à gérer ensemble le fonctionnement de la société.

Malgré ce constat et ces faits, malgré un désabusement certain de nombreux militant(e)s et d'une partie importante de la population face à l'ensemble de ce système politique, le parti politique apparaît toujours être l'option « la plus tentante » comme véhicule d'organisation de la gauche. Pourtant, les culs-de-sac politiques semblent plutôt s'accumuler et apportent plus de désillusions qu'autre chose. Par exemple en France, les Verts, déçus et démobilisés après une participation au pouvoir de l'État, ont quitté la gauche plurielle pour se recentrer sur le « mouvement » après qu'une tendance se soit organisée en « mouvement d'écologie sociale »[5]. Un membre fondateur des Verts fait l'analyse suivante de cette expérience :

> Je pense que la principale cause de la dérive des Verts est à chercher dans le jeu électoral : lorsqu'on cherche à avoir des élus, il faut faire du score et pour cela, il faut dire ce que le public veut entendre… d'où une déformation continue du mouvement : comme on ne dit pas tout, on attire de nouveaux adhérents sur ce qui a été dit publiquement, ces nouveaux adhérents tirent le mouvement vers un discours encore moins radical qui fait qu'à chaque élection on s'appauvrit[6].

5. Le mouvement Écologie sociale a été fondé en mars 2000. Issu d'une scission des Verts, Écologie sociale remet en cause « la stérile participation Verte au gouvernement… et le jeu politicien ». Tiré de la revue *Arguments pour une écologie sociale,* n° 39, hiver 2000.

6. Michel Bernard, revue *Silence,* n° 252-253, janvier 2000, « Quelles organisations pour les écologistes? » p. 59.

On observe les mêmes déceptions en Allemagne, en Espagne et ailleurs, même si la proportionnelle[7] joue en faveur de la présence des ces partis « anti-parti »[8] dans les parlements. En somme, ces tentatives de subvertir la nature même de l'État afin de favoriser des préoccupations démocratiques, sociales et économiques beaucoup plus égalitaires constituent globalement un échec sur le fond, même si nous admettons qu'il y a eu certains effets positifs dans les pays riches[9]. À notre avis, l'État national, son système de représentation politique et le système d'économie de marché capitaliste, produits de l'histoire, doivent être dépassés. Alors, soyons imaginatives et imaginatifs! Osons quelque chose d'autre!

La politique « libertaire »

Nous sommes convaincus qu'il faut tenter de construire une société participative, antiraciste, antisexiste, multiculturelle et, pour ce faire, on doit trouver des moyens de supprimer les conditions qui reproduisent des relations et processus allant à l'encontre de cette nouvelle société et qui limitent les capacités humaines. Dans cette société les ressources économiques, politiques, sociales et culturelles seraient attribuées de façon équitable, et non pas selon la position supérieure occupée par certaines personnes à cause de leur sexe, classe ou ethnicité/race. Il s'agit d'imaginer une société écologique (dans laquelle tout est interdépendant) qui tire sa force de sa diversité (religieuse, sexuelle, raciale, ethnique, linguistique, etc.), et dont le patrimoine collectif (santé, éducation, médias,

7. La revendication d'un mode de scrutin proportionnel semble actuellement être un *enjeu fondamental* de la gauche au Québec, qui cherche à tout prix une représentation à l'Assemblée nationale.

8. Le terme anti-parti vient des tentatives pour « démocratiser radicalement » la structure du parti (ex. : rotation des postes de responsabilité, parité hommes / femmes, un seul mandat électif à titre de député, priorité à l'action de la rue plutôt qu'à l'action parlementaire, etc.) dans une perspective éventuelle de démocratisation des rouages de l'État. Ces tentatives des années 80 se sont avérées des échecs dans l'ensemble même si elles ont permis certaines réformes.

9. Il faudrait analyser correctement d'où vient une bonne partie de cette richesse (ex. : exploitation des pays du Sud par les pays du Nord).

économie, etc.) est sous contrôle collectif et décentralisé. Cette image et cette réalité vont émerger de notre action (et réflexion) « ici et maintenant », c'est-à-dire, à force de pratiquer des relations sans domination, dans notre quotidien, au sein de nos organisations, dans nos luttes et par des moyens particuliers.

Pour tendre vers ce projet de société, nous proposons de *réhabiliter* le sens du mot politique et de réinventer des façons de faire de la politique. Murray Bookchin nous rappelle que le mot « politique » n'a pas toujours voulu dire « politique électorale » :

> Le sens du mot « politique » avant l'émergence de l'État-nation[10] : La population gérait la chose publique dans des assemblées citoyennes directes, en *face-à-face,* et élisait des conseils qui exécutaient les décisions politiques formulées dans ces assemblées. Celles-ci contrôlaient de près le fonctionnement de ces conseils, en révoquant les délégués dont l'action était l'objet de la désapprobation publique. Ces assemblées citoyennes étaient enracinées dans une culture politique fertile faite de discussions publiques quotidiennes, sur les places, dans les parcs, aux carrefours des rues, dans les écoles, les auberges, les cercles, etc. On discutait de politique partout où l'on se retrouvait en se préparant pour les assemblées citoyennes, et un tel exercice journalier était profondément vital. À travers ce processus d'autoformation, le corps citoyen faisait non seulement mûrir un grand sens de sa cohésion et de sa finalité, mais il favorisait aussi le développement de fortes personnalités individuelles, indispensables pour promouvoir l'habitude et la capacité de s'autogérer. Cette culture politique s'enracinait dans des fêtes civiques, des commémorations, dans un ensemble partagé d'émotions, de joies et de douleurs

10. Il ne s'agit aucunement d'idéaliser le fonctionnement de la société d'avant l'État-nation. Extrait d'un texte de Murray Bookchin (« Les villes, les quartiers, les communes… des espaces libertaires », *Alternative libertaire,* 2001, p. 3-5).

> communes, qui donnaient à chaque localité (village, bourg, quartier ou ville) un sentiment de spécificité et de communauté et qui favorisait plus la singularité de l'individu que sa subordination à la dimension collective.

Avant de discuter de l'application de cette définition du politique au XXIe siècle au Québec, nous citons quelques exemples très contemporains d'expériences d'intervention politique citoyenne qui sont menées à travers le monde.

Des exemples concrets

Un des exemples contemporains les plus souvent cités est celui des Zapatistes. Ceux-ci ont mis en place une trentaine de communes autonomes fédérées par des conseils de « bonne gouvernance » qui fonctionnent en parallèle à l'État centralisateur mexicain depuis 2003. Depuis le soulèvement politique de 1994, une nouvelle légitimité politique est en voie de s'enraciner profondément chez les paysan(ne)s du Chiapas. Il s'agit assurément d'un processus de transformation radicale de la gestion de la société. Certain(e)s diront, avec raison, qu'à cause de la conjoncture particulière au Mexique — pauvreté absolue, histoire de colonisation des autochtones, etc. —, cet exemple n'est pas vraiment convaincant pour nous. Mais en fait, des expériences similaires ont lieu aussi dans des pays « plus riches ». Par exemple, à Spezzano Albanese, ville d'Italie de 10 000 habitants, une fédération de groupes autogérés de citoyen(ne)s, provenant du milieu du travail et de différents quartiers, agit sur la place publique depuis 1992. Malgré le fait que la « Fédération municipale de base » fonctionne en parallèle avec les instances formelles et ne présente pas de candidat(e)s aux élections, elle intervient sur la place publique dans le cadre des élections municipales. Elle vise le remplacement éventuel des pouvoirs étatiques par

un réseau de communes libres, fédérées dans une coopération solidaire et mutualiste[11].

Même si des événements ont pu accélérer leur apparition, ce type d'expériences ne se bâtit pas du jour au lendemain. C'est un processus lent. Elles sont toutes le fruit d'années d'organisation, de mise en pratique, et surtout d'éducation continue. Même si, au Québec, le contexte est très différent, on peut retrouver de ces expériences d'engagement social qui pourraient facilement préfigurer un modèle d'organisation politique et de fonctionnement sociétal fort différent. Nous avons aussi une base sur laquelle construire des solutions de rechange politiques, mais étonnamment nous semblons vouloir attendre que la nécessité (une situation de crise) nous force à dépasser la simple réaction sociale. En réalité, nous avons près de 40 ans d'expérience d'éducation populaire et d'organisation communautaire. Malgré le fait qu'une grande partie des groupes communautaires se sont professionnalisés et sont moins connectés à leur base militante, il reste encore des poches de militantisme contestataire et radical. D'ailleurs, récemment, avec la renaissance des modes organisationnels anarchistes au sein du mouvement antimondialisation, bon nombre de militant(e)s mettent en pratique certaines valeurs libertaires dans leur quotidien et leurs organisations. Avec la remise en question de l'efficacité des grandes manifestations et des actions « en réaction », plusieurs de ces personnes « descendent vers les quartiers » et s'allient avec d'autres militant(e)s radicaux pour agir sur des enjeux locaux (« penser globalement, agir localement »). Ces nouvelles alliances peuvent être le terreau où se développera une mouvance libertaire au Québec.

11. Voir Fédération municipale de base de Spezzano Albanese (2000). « Spezzano Albanese (Italie) : l'expérience communaliste de la Fédération municipale de base. *Increvables anarchistes.* »
http://increvablesanarchistes.org/articles/2000_apres/fedemunicidebas_italie.htm.

Prenons notre quartier, Pointe-Saint-Charles, comme exemple. Avec sa longue tradition de prise en charge citoyenne, ce quartier s'est donné, au fil des ans, plusieurs institutions alternatives, gérées par les citoyen(ne)s. Depuis 36 ans ce sont elles et eux qui cogèrent avec les travailleuses et travailleurs, le service public de santé, doté d'un budget de plus de 5,7 millions de dollars annuellement. Similairement, les citoyen(ne)s gèrent leur propre services juridiques. Près de 50 % du logement locatif appartient à la collectivité, et il est géré par ses membres (même si dans plusieurs cas, il peut être très mal géré[12]). La population s'est aussi donné deux institutions d'éducation des adultes et plusieurs écoles alternatives pour enfants en bas âge. Encore aujourd'hui des centaines de personnes sont au rendez-vous d'assemblées publiques organisées dans le cadre d'élections, de réaménagement du quartier, de lutte contre les politiques gouvernementales. Récemment, deux entreprises coopératives sont nées : un café-bar militant ayant une mission sociale, politique et culturelle, et une boutique-café biologique. Bien sûr, il y a eu des moments forts et des crises durant cette période, mais ces projets permanents permettent à des dizaines, sinon à des centaines de citoyen(ne)s d'être directement impliqué(e)s dans la gestion et la conception d'institutions alternatives. Les gens non seulement veulent, mais sont capables de prendre position et d'agir directement pour promouvoir le bien commun sans passer par des professionnels de la politique ou les structures étatiques.

Malgré ces constats, ces expériences, qui intègrent des éléments autogestionnaires, ne peuvent évidemment pas être qualifiées de révolutionnaires. En fait, on pourrait argumenter qu'en gérant leurs propres institutions, les gens du quartier ne font que

12. Faute de moyens et surtout d'une vision politique et sociale cohérente, la gestion collective connaît des ratés dans de nombreux projets collectifs du quartier.

gérer leur misère dans un État qui se dégage de ses responsabilités. Effectivement,

> [i]l est de peu d'intérêt de gérer une commune dont l'imbrication, la dépendance (notamment financière) au canton, au département, à la région, au pays, à l'Europe… est telle que la marge de manœuvre avoisine l'insignifiance. En clair : à quoi bon exercer « le pouvoir » si ce « pouvoir » est sans consistance […] Si l'autogestion politique […] constitue un élément fondamental dans l'autoformation des citoyens [sic] à l'autogestion, elle n'a de sens véritable que si elle va de pair avec une véritable autogestion économique et sociale […] Tant qu'il n'y aura pas d'autogestion économique et sociale, l'autogestion politique ne restera qu'une coquille vide[13].

Donc, pour qu'un projet politique soit réellement révolutionnaire, il faut un projet de société clair, et des pratiques qui touchent à la fois le politique, l'économique et le social.

Une proposition de projet de société

Notre projet vise, à long terme, à remplacer l'État-nation par des institutions politiques démocratiques (assemblées, conseils municipaux ou communaux, etc.) contrôlées par les citoyen(ne)s et regroupées sous des formes décentralisées de fédérations locales, régionales et globales (les nouveaux espaces publics). En fait, notre option libertaire est fondée sur la prémisse que la communauté locale est la cellule vivante qui forme l'unité de base de la vie politique, et que tout provient de cette cellule : la citoyenneté, l'interdépendance, l'autonomie et la liberté. Dans la

13. Jean-Marc Raynaud et Roger Noël-Babar, citant Paul Boino, « Note des éditeurs : Vive la Commune! » dans *Le quartier, la commune, la ville… des enjeux libertaires*, Paris et Bruxelles, *Le Monde libertaire* et *Alternative libertaire*, mars 2001. http :/perso.wanadoo.fr/libertaire/communal.htm.

hiérarchie des besoins, ce que fournissent la famille, le cercle d'ami(e)s, le milieu de travail, le quartier, la communauté, la petite ville, la région occupe le premier rang : amour, sécurité, coopération, sexualité, confort, organisation, estime de soi, et surtout enracinement. La proximité ramène tous les enjeux sociaux, économiques et politiques à une échelle humaine.

De plus, pour assurer la redistribution de la richesse, pour se donner des règles propres à faciliter les relations entre communautés dans une société plus égalitaire, mais aussi pour assurer une ouverture sur les autres et éviter les replis identitaires, les différentes cellules locales seraient réseautées aux niveaux local, régional et global. Le modèle d'organisation en réseau n'a qu'une faible analogie avec celui de fédération tel que le pratiquent aujourd'hui les syndicats, partis ou autres mouvements fédératifs traditionnels.

> Les membres d'une organisation en réseau partagent bien des contenus idéologiques communs, mais sans porter préjudice aux particularités et aux objectifs de chacunE, sans aucun lien hiérarchique. Face à un appel à l'action commune proposé par un élément du réseau, chaque groupe agira selon ce qu'il considère opportun, adhérant ou non à l'initiative. [...] En fait, il suffit qu'une initiative, surgie en l'un des points du réseau à un moment donné, soit *assez attractive* pour que la majeure partie du réseau l'assume et en relaye l'information. Alors commence un vaste flux d'aller-retour d'information, qui réalimente et amplifie l'initiative d'origine. À partir de ce moment-là, le point d'où est partie l'initiative se transforme en centre provisoire et temporaire du réseau[14].

14. Centre social Laboratorio, « Pour un réseau ». Texte paru dans la revue espagnole *Ekintza Zuzena,* n° 23, janvier 2004, tiré d'une information du Centre des médias alternatifs du Québec.

Ce sont des lieux pour échanger des informations, s'entraider, et pour partager des campagnes communes. N'est-ce pas cette forme de dynamique qui a permis que les appels, lancés par l'organisation Échec à la guerre et sans grands moyens, soient repris par une infinité de personnes et de groupes, plus ou moins organisés formellement, et rassemblent 200 000 personnes dans les rues de Montréal à l'hiver 2004 contre la guerre en Irak ?

Dans notre vision de la société, le capitalisme d'État serait remplacé par l'autogestion de la production et du travail reproductif (partage des tâches et des responsabilités liées à la famille, à l'éducation, à la santé, à la sécurité, etc.) et par la gestion et la répartition collectives des biens et services. La perspective libertaire de construire et de gérer des institutions citoyennes exige une transformation radicale du modèle de la société du travail, de la société de consommation et la remise en question de la croissance économique comme base de développement de la société. Cette augmentation substantielle du temps libre découlant de ces changements radicaux permettrait à chacun(e), qui le désire, de consacrer du temps aux affaires civiques. Dans nos milieux de vie urbaine on remplacerait la « mégalopolis » par des éco-cités gérées sur la base de modèles décentralisés et soucieuses de l'écologie. La haute technologie centralisée serait remplacée par des technologies alternatives à l'échelle humaine compatibles avec une forme de prise de décision décentralisée et démocratique, et qui ne détruisent pas l'environnement social et naturel.

Notre vision, fortement influencée par les courants de pensée féministes, prône le remplacement de la famille hétérosexiste patriarcale par une famille basée sur des valeurs de vie libertaires (non autoritaires, respectant les individus, pratiquant la non-violence, etc.). Nous reconnaissons qu'il faut détruire les processus de domination tels la violence conjugale, la xénophobie,

la discrimination, la quête du pouvoir, le « laissez-fairisme ». Nous sommes tous et toutes des constructions de notre société : nous reproduisons tous, à différents moments, et face à différentes personnes, des comportements sexistes, racistes, homophobes, de classes, etc. De plus, habitués à nous faire diriger, nous n'avons pas les réflexes qui font que la démocratie directe que nous mettons en pratique est réellement sans rapport de domination. Effectivement, tout processus de transformation profond requiert un travail continuel de remise en question et de reconstruction des relations et des processus aux niveaux personnel, interpersonnel, organisationnel et « représentationnel »[15].

L'option que nous prônons implique donc un processus continu et permanent de formation, ainsi que l'utilisation d'outils concrets pour nous aider à « démanteler la maison du maître » au sein de chacun(e) de nous. Il faut apprendre à confronter les idées et à les débattre. Sans ce dialogue, ingrédient nécessaire au développement de l'empathie et du respect, l'égalité sera fictive ou au mieux se réduira à une loi plus ou moins stérile dans une charte. Mais le dialogue n'est pas suffisant. Nous devons mettre en place des conditions qui facilitent la participation de *toutes* et *tous*. Au sein de nos organisations et de nos vies personnelles, les tâches traditionnellement dévolues aux femmes : soins du ménage, des proches, de la communauté, doivent être répartis équitablement. Les rôles habituellement remplis par ceux qui ont le plus de privilèges dans notre société (ex., les hommes blancs de classe moyenne ou supérieure) doivent être mieux distribués. Sans ces efforts concertés, nous reproduirons, sans aucun doute, les hiérarchies que nous voulons détruire.

15. F. Anthias, « Rethinking Social Divisions : Some Notes towards a Theoretical Framework », *Sociological Review*, n° 46, 1998, p. 505-535.

Des pistes d'action

Comment mettre cela en pratique ici au Québec? C'est déjà commencé pourrions-nous dire. Les décennies d'expériences d'autogestion du social, de l'économique et du politique sont des assises importantes pour stimuler l'émergence d'un mouvement citoyen libertaire issu de la société civile et en faisant partie. Mais en fait, un mouvement citoyen libertaire ne se décrète pas. Il prend forme par la réflexion et l'action de petits groupes de personnes dans leurs milieux respectifs. Donc, *chacun et chacune, dans son quartier, son village, son milieu de travail, son syndicat, son école, peut mettre sur pied des collectifs sur des bases libertaires* et s'engager dans des initiatives, des expériences et des luttes qui s'inscrivent dans un projet de société écologique et qui favorise l'élargissement du patrimoine collectif. Trois ou quatre personnes suffisent pour démarrer un collectif.

La révolution se fait dans l'« ici et maintenant ». Chaque collectif prend la responsabilité de se former, de recenser et d'analyser les expériences d'autogestion économique, sociale et politique de son coin du Québec, de réfléchir sur les façons d'appliquer l'option libertaire chez soi, et d'agir. Des options : être actives et actifs, comme citoyens et citoyennes engagé(e)s dans les institutions sociales déjà existantes tels que groupes communautaires, syndicats, associations étudiantes, etc., en agissant sur la base des valeurs d'organisation libertaires. Mais si on ne se sent pas à l'aise dans des milieux sociaux qui nous apparaissent trop souvent bureaucratiques, hiérarchiques ou apathiques, nous proposons de prendre l'initiative de *créer de nouveaux espaces* (ex. : un café militant, un média alternatif, un groupe d'achat, un système d'échange local, un jardin collectif, un groupe de discussion, un projet collectif axé sur la simplicité volontaire, un collectif de solidarité, etc.) *sur des bases plus*

clairement autogestionnaires et libertaires et qui favorisent une vie sociale alternative.

Mais nous devons garder à l'esprit la nécessité de faire le lien entre cette vie sociale alternative et les lieux politiques nécessaires dans lesquels se discute et se décide la poursuite du « bien commun » et plus largement du désir d'humanité. Pour nous cela correspond à la création d'espaces publics citoyens par la mise sur pied d'institutions et de divers mécanismes politiques de démocratie directe, soit des assemblées publiques permanentes de rue, de quartier ou de village, des référendums locaux, l'expérimentation d'un budget participatif municipal ou de celui de commissions populaires locales.

Stimuler le désir d'autonomie

En mettant sur pied un collectif d'écologie sociale dans notre quartier, nous comptons intervenir directement dans le champ politique local. Cette démarche radicale, écologiste et libertaire cherchera à stimuler le désir d'autonomie existant chez les citoyen(ne)s mais présent également dans les organisations communautaires.

Nous devons apprendre, ou réapprendre, à apprivoiser, à renforcer, à générer des espaces publics autonomes si nous voulons bâtir et nous approprier de nouvelles institutions publiques. Par exemple, à partir du projet de transformation d'une rue centrale du quartier en espace public écologique (« Vert Island Way »), on va affronter le pouvoir politique de l'arrondissement (les élu(e)s de l'arrondissement Sud-Ouest de Montréal) sur l'idée que nous nous faisons de la démocratie directe et participative. Ce faisant, nous voulons aider à penser les éléments d'auto-gouvernement nécessaires à l'élaboration d'un projet de société écologiste, égalitaire, libertaire et

féministe. Dans ce sens, nous dessinons et envisageons l'enracinement de réseaux de contre-pouvoirs, de soutien mutuel et de solidarité. Arracher tranquillement, morceau par morceau, territoire par territoire, village par village, quartier par quartier, ville par ville, des acquis concrets qui, bien que partiels, contribueront à un renouveau démocratique, à l'avènement d'un environnement écologique et à de dignes conditions de vie pour toutes et tous.

Enjeux de sens et questions de santé

PAR RAYMOND LEMIEUX[1]

Au Québec comme dans le reste du monde, le débat de société présente une difficulté récurrente : comment développer une pensée *politique* concernant la santé ? Les problèmes relatifs à la santé mettent les citoyens en demeure de définir les priorités de l'action dans le champ politique, celui-ci représentant le lieu de définition des objectifs communs et généraux de la société. Et cette définition ne concerne pas seulement la place consentie à la santé par rapport à d'autres enjeux sociaux (l'éducation, les inégalités, la violence, par exemple), mais aussi les choix d'orientation dans le champ de la santé lui-même : médecine de pointe versus médecine de prévention, vieillissement des populations, médicalisation des problèmes sociaux, coûts des médicaments, hygiène alimentaire, spectre des pandémies, gestion publique versus gestion privée, etc.

1. Au nom d'un groupe de réflexion pluridisciplinaire sur les enjeux de l'humanisation (« La Courtepointe »), composé de Denis Auger, Michel Beaudin, Guy Côté, Anne Fortin, Robert Hurley, Raymond Lemieux, Robert Mager, Arthur Marsolais et Jacques Racine.

Les institutions et les idéologies du champ de la santé sont donc appelées à jouer un rôle social qui dépasse de beaucoup leur fonction propre. Elles mettent en scène des enjeux sociaux globaux et à lourde charge émotionnelle, enjeux touchant chaque individu dans la fragilité foncière de sa vie. Pas étonnant, dès lors, que malgré leur créativité et les indéniables victoires sur la maladie obtenues au vingtième siècle, ces institutions soient constamment surveillées et leur fiabilité et crédibilité, régulièrement remises en cause.

Mais au-delà du sentiment d'insécurité, le souci du politique devrait nous rendre particulièrement attentifs à ce qui *manque* aux institutions. Sinon, elles risquent de tourner sur elles-mêmes, d'occulter les limites de leurs pratiques et d'oublier de se réformer. Elles s'autolégitiment alors dans des discours parfaitement idéologiques. Le rôle des idéologies n'est-il pas de « ressasse[r] des vérités devenues incroyables, mais toujours distribuées par les institutions qui en tirent profit »[2] ?

La plainte, aujourd'hui, porte sur la *déshumanisation* des soins dans les institutions mêmes qui ont été le siège d'indéniables progrès dans la lutte contre la maladie, là où les processus de soin ont connu de gigantesques développements. Qu'en est-il donc de la dimension humaine des pratiques de santé ?

Que peut-on dire de la santé ?

Le mot *santé* désigne, en fait, une réalité dont on sait bien peu de choses. L'institution médicale reçoit des *malades* dont elle fait des *patients* — ou mieux encore, dans l'évolution des maladies chroniques, des *bénéficiaires*. Le médecin dans son cabinet reçoit

2. Michel de Certeau, *La culture au pluriel*, Paris, Union générale d'éditions, coll. 10/18, 830, 1974, p. 82-83.

des personnes qui présentent des symptômes, c'est-à-dire essentiellement ce qui *fait mal* dans leur corps ou leur esprit et cause des dysfonctionnements de leur organisme. Il ne peut donc intervenir que dans la mesure où ce mal prend une figure *objective,* circonscrite, évaluable et traitable. Les systèmes de santé pratiquent ainsi une nécessaire *réduction objectiviste* de la maladie. Cette réduction est *nécessaire* parce qu'elle représente la seule voie qui rende le mal techniquement traitable. Cette nécessité est *réductrice* parce qu'elle provoque une perte évidente, celle du *sujet* humain. Or le sujet est, comme l'étymologie du mot le suggère, celui qui *se tient dessous (sub-jacere).* Il ne peut être contenu par aucune objectivité. Le *je* par lequel je m'inscris dans les relations humaines et par lequel quelque chose de mon désir vient au monde (*j'*aime, *je* parle, *je* décide, *je* marche) est irréductible et son contenu change, d'ailleurs, à chacune de ses occurrences. Quel est-il dans sa quête de santé? Avant d'être actualisé dans ce que la maladie physique ou les déviances comportementales l'obligent à perdre, n'est-il pas un *je* de l'esprit, de la pulsion, du langage et de la culture?

Les enjeux politiques de la santé ne sont donc pas seulement des défis adressés à la performance technique ou organisationnelle. Sinon les solutions techniques et organisationnelles inventées quotidiennement feraient disparaître les problèmes. Ce n'est manifestement pas le cas, parce que sous les enjeux de la santé, il est question de la nature humaine. La santé humaine est-elle la même que la santé animale? La santé humaine peut-elle se réduire à la préoccupation de ce qui s'objective comme maladie? N'est-elle pas plus foncièrement une question de sens? Et plus profondément encore, peut-être, une question de *spiritualité*?

L'articulation entre spiritualité et santé a sans doute été plus évidente à d'autres époques. Pour nos ancêtres nomades, par

exemple, le secours offert est le gage des secours à recevoir, quand ils seront eux-mêmes dans le besoin. C'est là moins une question de générosité que d'économie : elle concerne la qualité potentielle de sa vie dans son environnement. Sédentarisés, ces ancêtres ont construit des hospices, aussi appelés hôtels-Dieu dans la tradition chrétienne, pour signifier précisément que l'*autre* à qui est donnée l'hospitalité est le signifiant de l'Autre qu'ils posaient au bout de leur quête. L'instance de l'altérité, c'est-à-dire de ce qui arrive à l'humain en dehors de son contrôle, le souci de l'Autre, fonde ainsi historiquement les institutions de santé en Occident. S'il reste toujours inhumain de ne pas porter secours à son semblable, de le laisser souffrant, seul, abandonné, méprisé, n'est-ce pas parce que l'attention portée à l'*autre* est l'actualisation de la quête de l'Autre ? C'est pourquoi le mépris de l'altérité est le premier des crimes contre l'humanité.

Les anciens Canadiens se souhaitaient au Jour de l'an, *de la santé.* Réalistes, cependant, il ajoutaient immanquablement : *le paradis à la fin de vos jours.* La santé, en effet, est toujours menacée de sa fin, inéluctable. De l'*hôtel-Dieu* à la *clinique,* l'organisation de la santé, en Occident, est passée de la *caritas* à la *technique.* Il n'y a là aucune perversion. La *caritas,* l'hospitalité donnée à l'*autre,* si elle est sérieuse, ne peut que développer sa compétence technique pour assurer son efficacité. De la *caritas* au *care* et à la *cure,* la filiation ne peut qu'être légitime. Le souci technique qui structure maintenant les milieux de santé est une condition élémentaire de la charité, ce qu'avaient déjà compris les moines médiévaux qui ont inventé l'hôpital. Regroupant les malades selon leurs afflictions pour mieux les observer, classifiant les plantes médicinales, ils ont créé les *savoir-faire* curatifs élémentaires sur lesquels la médecine moderne a pu s'appuyer pour prendre son essor. Se donnant en même temps l'exigence de *rendre compte* de ses procédures, celle-ci a alors pu faire de la pen-

sée *clinique* une pensée autonome par rapport à l'oraison, à la magie et au droit.

Une *caritas* qui ne se préoccuperait pas d'efficacité n'aurait droit à aucune crédibilité. Elle signifierait que les « besoins » auxquels elle prétend répondre ne sont pas assez importants pour faire l'objet d'un effort réel. En charité, l'efficacité n'est pas une fantaisie ; elle est le signe et la garantie de l'authenticité de l'attention aux autres. Pourtant, il n'en reste pas moins que la recherche d'efficacité peut pervertir cette attention. À force d'être obsédé par l'efficacité, on peut fort bien perdre de vue la finalité de son action : le sujet humain et son manque, c'est-à-dire le sens de sa souffrance. Adieu, alors, la créativité.

Tributaires des technologies les plus avancées de nos civilisations, les institutions de santé sont nécessairement sensibles aux apories des processus techniques. Or, laissée à elle-même, la logique technicienne devient aveugle à ses finalités. Ce qui se passe alors en santé n'est pas différent de la situation de l'ensemble des sociétés techniciennes : on y est virtuose du *comment* mais dépourvu face au *pourquoi.* Chacun, patron ou employé, clinicien ou patient, peut alors se plaindre du « système ». Cela dit, notre souci politique doit s'attarder aux modes concrets de la mise en danger de l'humain qui est la conséquence de cette impasse.

Les trois voies de la déshumanisation

La fuite en avant technologique

Cette première voie de déshumanisation consiste à promouvoir davantage de technologie pour répondre aux problèmes posés par le développement technologique lui-même, accréditant sans relâche de nouvelles *victoires* qui donnent place à autant de nouveaux problèmes à régler. Car les nouvelles victoires exigent toujours plus de ressources, tant humaines que financières et

techniques. Elles engagent à une course indéfinie, comme s'il n'y avait de limites que virtuelles. Les maladies trouveront bien leur remède. Il suffit pour cela d'*investir* davantage dans la recherche et le développement.

Malgré ses inévitables contradictions, cette voie, royale pour ses promoteurs qui y trouvent leur profit, est supportée par de puissants dispositifs idéologiques. Elle repose en effet sur le système des *croyances* propres à la modernité et, au cœur de ces dernières, le mythe du *progrès*. Comme le temps, le progrès est tributaire d'une *attente* et donc d'un investissement du sujet. Il témoigne de façon éminente, en cela, de la dimension subjective de l'humain. Comme le suggérait ainsi Bachelard[3], il existe dans la mesure où on y croit. Il suppose un risque pris avec le sens, risque qui consiste à interpréter les routes parcourues en portant son regard sur l'avenir. *Visiter les cimetières du passé les yeux tournés vers l'avenir.* Le progrès est indéniablement un moteur du désir et de la vie sociale. Mais la fuite en avant technique est d'une autre facture. Elle suppose effectivement de croire au progrès, certes, mais elle s'explicite moins dans un investissement du sujet que comme une détermination systémique.

Les milieux cliniques où on est le plus radicalement en butte aux conséquences de cette fuite en avant sont certes ceux où on doit gérer les limites de la vie humaine, soit la naissance et la mort. On peut désormais assurer la survie biologique d'embryons de moins d'une livre (on ne compte d'ailleurs plus en semaines et en jours, mais en grammes). Les centres de néonatalogie les mieux équipés sont passés en quelques années de 650 à 400 grammes. Or, bien sûr, de telles mises au monde s'accompagnent

3. Gaston Bachelard, *L'activité rationaliste de la physique contemporaine* [1951], repris en extraits dans *Épistémologie*, textes choisis par Dominique Lecourt, Paris, Presses universitaires de France, 1971, p. 197.

de pronostics de qualité de vie souvent très sombres. La question du *pourquoi* revient donc coloniser la maîtrise du *comment.* Mais la technique ne sait répondre au pourquoi. À l'autre extrémité de la vie humaine, des questions analogues sont posées par le développement des capacités de prolongement de la vie. En milieu gériatrique, la fin de vie devient de plus en plus la conséquence d'une décision, prise par le médecin ou l'équipe soignante à laquelle on a adjoint les proches du malade. Comment alors s'assurer que les raisons de cette décision sont bien « médicales » ? Comment évaluer les autres intérêts qui peuvent y intervenir ?

On comprend fort bien que le clinicien veuille tout faire pour sauver la vie. Et il faut lui donner raison : c'est la base éthique élémentaire de son métier. Il se heurte pourtant à une réalité : celle des limites inhérentes à la vie elle-même. Or, la *dénégation* des limites — qui consiste à faire comme si elles n'existaient pas et à nier le fait même qu'on les nie — a des conséquences particulièrement perverses. Elle occulte toute réalité qui n'est pas inhérente à l'*objet* immédiat du traitement, en particulier quand cette réalité appartient à l'espace culturel, moral ou symbolique qui détermine le sens du traitement.

On retrouve alors tous les problèmes insolubles d'une rationalité technique laissée à elle-même. Non seulement l'aveuglement sur ses fins, mais l'engorgement du système : les ressources étant limitées, l'investissement dans la haute technologie ne peut se faire qu'au détriment de la prévention qui pourrait diminuer la nécessité d'y avoir recours. Dépossédé de sa culture, de son environnement symbolique et moral, de la possibilité d'investir de sens son état de santé, le sujet est d'autant plus menacé par les insuffisances institutionnelles dont il fera nécessairement l'expérience. La maladie prend de nouveaux visages, comme elle le fait en santé mentale par exemple, et commande sans cesse de

nouvelles générations de médicaments, plus invasif et plus coûteux. À la limite, ce qu'on appelle *progrès* n'a plus de sens.

La prédation marchande

Laissée à elle-même, la rationalité instrumentale répond à une logique calquée sur celle du capital : elle provoque la *concentration* des ressources, du travail, de la finance et du marché autour de l'outil complexe. Cette logique a abondamment été démontrée par les théoriciens de l'économie libérale, depuis Adam Smith. Elle repose sur ses mécanismes propres au cœur desquels se trouvent le profit qui motive les agents, le savoir-faire qui garantit leur rendement et l'impératif de performance qui, discriminant entre la réussite et l'échec, assure la régulation du système. *Business is war.* Si elle n'est pas objet du souci politique, cette logique est sans éthique et sans pitié. Elle nivelle alors tous les terrains qu'elle occupe et se donne elle-même comme « projet » unique de société[4].

L'inscription du champ de la santé dans l'économie de marché le met en situation ambiguë qui, dans les institutions, confine parfois aux liaisons dangereuses. Il est d'évidence dans l'intérêt des marchés — ou plutôt de ceux qui y sont en position de force — que se développent les technologies de pointe. Or, les complexes industriels multinationaux qui président à ce développement, quoi que disent leurs défenseurs, n'ont pas pour mission de soigner mais de rapporter des profits à leurs actionnaires (dont les fonds de retraite des employés d'hôpitaux eux-mêmes). Ils ont *objectivement* besoin de la maladie pour assurer leur prospérité. L'espérance de vie des neuroleptiques, par exemple, est d'une douzaine d'années en moyenne. Or, chaque

4. Voir Michel Beaudin : « Un projet de société occupe déjà le terrain : la société comme marché », dans Camil Ménard et Florent Villeneuve (dir.), *Projet de société et lectures chrétiennes*, Montréal, Fides, coll. « Héritage et projet », 57, 1997, p. 57-104.

nouvelle génération de médicaments fournis aux psychiatres coûte plusieurs fois plus cher que la précédente. Bien sûr, l'État débourse. De plus, les nouvelles générations de patients auxquels sont destinés ces médicaments sont de plus en plus jeunes et de plus en plus nombreux sont ceux qui les utilisent, car les conditions de vie ultramodernes cultivent la dépression et encouragent la détresse émotionnelle. La psychiatrie sait bien comment créer de nouvelles identifications nosographiques (*borderlines, bipolaires,* etc.) pour toutes ces personnes qui, refoulant sans cesse leur souffrance, sans lieu où dire leur détresse, se retrouvent à l'urgence de l'hôpital, dans l'espoir d'y trouver un peu d'écoute[5].

La dénégation des limites et la prise en otage du malade rendent improbable la possibilité de *prendre soin* de la fragilité humaine en plus de mettre les institutions en position de *produire* la souffrance. La plupart du temps, celle-ci ne vient pas du fait qu'il y ait limite et manque, mais du fait que cette limite et ce manque ne soient pas acceptés. Or la souffrance, suggère encore Freud, vient de ce que « nous ne savons renoncer à rien ». L'expérience du réel demande de dire *non* aux illusions et nous disons *non* à ce refus. Loin de produire un dépassement, une positivité, une telle négation de la négation ferme l'accès au désir[6]. *Pris dans l'enfer des choses,* le sujet se désespère alors de ses déchirements, pour s'enfermer de plus en plus hermétiquement dans sa bulle. La frustration devient sans borne.

5. Robert Whitaker, *Mad in America : Bad Science, Bad Medicine, and the Enduring Mistreatment of the Mentally Ill,* Harper Collins, 252 p.

6. Voir les pages que consacre André Comte-Sponville à cette question du deuil dans *Impromptus,* Paris, Presses universitaires de France, coll. « Perspectives critiques », 1996, p. 116-125.

La réduction objectiviste

Fuite en avant techniciste et dénégation des limites, l'idéologie contemporaine de la santé bloque la créativité en obturant l'imagination pour la mettre au service de l'unidimensionnalité. La réduction objectiviste de la santé est évidemment à l'œuvre dans la fuite en avant technologique et l'impératif de performance, mais sa dimension essentielle est plus profonde : elle consiste à proposer la santé comme un état stable, objet pouvant être acquis, conservé et, bien sûr, amélioré (susceptible de *plus-value*), pourvu qu'on y mette les ressources nécessaires. La proposition en est toujours paradoxale : la santé ainsi conçue se présente comme une sorte d'*état de perfection,* relais séculier de l'*état de grâce,* alors qu'on sait bien l'impossibilité d'une telle situation (en tout cas, ici et maintenant). Elle se présente aussi comme un état d'apaisement, élimination du mal et de la crise, pour un bien-être sans faille ni conteste, alors que la vie humaine est par définition gestion des limites. Le corps, et *a fortiori* le sujet humain, est vivant dans la mesure où il entretient de constantes transactions avec son environnement. Il respire, transpire, mange et boit. Il entend la voix des autres, les bruits du monde et les agressions lui sont douloureuses. Tous ses apports extérieurs, nécessaires, peuvent lui être bénéfiques ou maléfiques. Il doit donc être constamment sur ses gardes, en mesure de distinguer l'agression de la bienveillance, l'intrusion de la caresse.

L'être humain vit essentiellement sur les limites. Autrement dit sa santé, si ce concept peut trouver un sens, se définit par sa fragilité. Pour vivre, il faut en effet savoir traverser des limites. Sinon, sans apport nourricier extérieur, c'est évidemment l'inanition. On appelle *désir* la propension vers l'autre qui naît de cette relativité. L'exploitation du désir peut cependant conduire à la mort. On le sait mieux en Occident depuis qu'on commence à se rendre compte de la nocivité du tabac, de l'alcool, de

la mauvaise alimentation. Mais ces phénomènes ne sont-ils pas très précisément les résultats logiques d'une exploitation sans conscience du désir ?

À l'instar de n'importe quelle illusion, la réduction objectiviste repose sur une confusion. Ici, il s'agit de l'idéal et de la réalité. Son objectivité prétendue est en fait un idéalisme. Et ce que cet idéalisme ne dit pas, c'est que l'humain dont il cultive le fantasme, cet humain sans passion, sans pulsion, sans désir, abruti dans son bien-être béatifique, est en fait un humain mort.

Fantasme commun des aventuriers du Far West : *un bon Indien est un Indien mort.* Il conduit à éliminer l'autre plutôt que de tenter de vivre avec lui. La fuite en avant et la convoitise marchande ne sont en ce sens que des moyens dérisoires pour cacher le fait que l'*autre,* l'inconnu, fait peur et qu'on préfère le conquérir plutôt que prendre le risque de vivre avec lui. Le refus des limites est de fait un refus de la vie. Aussi est-il récurrent dans tous les systèmes qui font passer l'efficacité technique avant la question du sens.

Accueillir l'*autre,* la fragilité de l'humain, c'est renoncer à la toute-puissance pour épouser le réalisme de la vie. Quand nous disons *non* au refus de l'illusion, nous sacrifions la vie au fantasme de toute-puissance, sous prétexte qu'il procure plus de confort que le risque de vivre. La maladie est une expérience de deuil. En privant l'être humain de la jouissance habituelle de son existence, en le soumettant à l'expérience de ses limites et en le forçant à lâcher prise, contre son gré, elle provoque la remise en question des illusions. Elle renvoie l'être humain à sa vulnérabilité foncière, cette faiblesse qui le met en demeure de choisir entre produire du sens — ce que

Michel de Certeau a appelé la *faiblesse de croire* —, et ce qui est succédané de vie. Or, le deuil est une condition élémentaire de la création. Il consiste précisément à établir un nouveau type de relation au monde, moins libidineuse, dans laquelle le désir s'épure[7]. L'expérience des limites oblige à choisir entre le désir et le fantasme, le désir qui décide de continuer, malgré et dans la fragilité, ou le fantasme qui abîme l'être dans l'imaginaire.

Guérir la santé[8] ?

La créativité, en santé comme en esthétique ou en éthique, consiste donc à inventer des formes pour signifier l'au-delà des limites vécues (ce qui est tout le contraire de les nier) et instaurer des plages de convivialité là même où se manifeste le travail de la mort. Elle implique un réalisme sans concession. C'est bien ce que signifie d'ailleurs le mot *transcendance* : *traverser les limites.* Cela suppose une double reconnaissance, celle du terrain qu'on occupe, dans la concrétude et la relativité des positions qu'on peut y tenir, et celle d'un *autre lieu* où porter le regard. *Porter son regard sur l'Autre,* selon l'expression affectionnée des mystiques[9], est tout le contraire de l'illusion : c'est reconnaître le caractère inéluctable de l'altérité, à l'encontre de tout fantasme fusionnel et, par conséquent, réductionniste. Cela suppose encore l'ascèse d'un nécessaire renoncement. Mais cela ouvre aussi la possibilité d'un *regard éloigné,* c'est-à-dire d'un regard qui, en passant par l'altérité, permet de relire l'expérience acquise[10]. Cette exigence de réalisme peut aussi

7. *La mort… et puis après ?,* Paris, Fayard, 1967, 173 p.
8. Nous empruntons l'expression au titre du collectif publié par Thierry C. Pauchant, *Guérir la santé. Un dialogue de groupe sur le sens du travail, les valeurs et l'éthique dans le réseau de la santé,* Montréal, Fides, Presses HEC, 2002, 396 p.
9. Nous l'empruntons ici plus particulièrement à Maurice Zundel, *Avec Dieu dans le quotidien. Retraite à des religieuses,* Saint-Maurice, Éditions Saint-Augustin, 1991, p. 139.
10. Claude Lévi-Strauss, *Le regard éloigné,* Paris, Plon, 1983, 398 p.

s'appeler conscience de la relativité. La fuite en avant et la dénégation des limites représentent, de ce fait, non pas une laïcité qui consisterait à reconnaître à l'humain et à ses cultures leur autonomie par rapport à l'Autre, mais des symptômes d'une croyance sans critique, idolâtre à l'égard de la rationalité technicienne. Quand elles y succombent, les institutions de santé tombent simplement dans le piège de l'enchantement séculier du monde. Victimes, parmi d'autres, de cet enchantement, elles s'autodétruisent dans la confusion de leurs Babel éphémères.

Pour bien comprendre la logique ici en cause, réduisons-la à quelques traits simples, découlant les uns des autres : 1. la dénégation des limites empêche le désir ; 2. cette forclusion réduit l'horizon de la vie à la performance immédiate ; 3. la culture en devient un champ de lutte d'intérêts où chacun ne peut faire sa place qu'en vidant celle de l'autre ; 4. le tout dégénère en violence, jusqu'à envisager la mort de l'humanité et son remplacement par une race de surhommes, en fait des robots sans passion, puisque sans limites. De *Brave New World* aux *Particules élémentaires*[11], la littérature du vingtième siècle s'est abondamment amusée, parfois cyniquement, à mettre en scène les apories de cet aveuglement humain qui s'avère, finalement, refus de l'intelligence. Les ingrédients, mis en évidence par Huxley, en sont toujours les mêmes : conception étriquée du bonheur, convoitise, imbécillité, crédulité naïve (pourvu que l'objet en soit technique), amoralité, totalitarisme souterrain, anthropocentrisme narcissique. Les modes contemporaines les reprennent, de l'intégrisme génétique au transhumanisme. La souffrance récurrente engendrée par toutes ces formes du

11. Aldous Huxley, *Brave New World*, New York, Modern Library, 1946, 310 p. ; Michel Houellebecq, *Les particules élémentaires*, Paris, Flammarion, 1998, 317 p.

fantasme de toute-puissance ne conduit pas seulement à la violence, mais littéralement à la haine de l'humain.

Peut-on guérir la santé de tous ces maux ? Pas plus, sans doute, qu'on ne peut guérir l'humain, ses institutions dites d'éducation, ses marchés, la logique de son économie. Ce constat n'en est pourtant pas un aveu de démission. Il s'agirait plutôt de faire appel à ce qui est un tabou de la religion techniciste : la spiritualité.

Certes, on comprend que cette dernière ait été prise en charge, dans l'histoire, par des traditions qui, imaginant en transmettre mieux l'expérience (dans leur propre fantasme d'efficacité), l'ont trop souvent figée, sinon pervertie. Le recours à la dimension de l'*esprit* qu'évoque le mot spiritualité suppose pourtant le passage par l'Autre, l'instance de l'altérité, fût-elle sans visage, sans image, comme c'est le cas chez bien des athées (et bien des mystiques). Le thème même de l'*abandon,* au cœur de toute spiritualité, suppose d'accepter ce qui peut et doit être fait. Le théologien Balthasar appelle cela une « confiance qui est action, mais non "œuvre", sur laquelle on pourrait s'appuyer »[12]. Il faudrait aussi parler d'une expérience du *pas à pas.* La stratégie de la marche, en effet, est toute contraire à celle de la toute-puissance. Celui qui marche n'avance que lentement. Il n'avale pas la distance ni le temps, mais il les domestique peu à peu. C'est un être debout. Il connaît la précarité de l'équilibre que chacun de ses pas menace, mais préfère cette précarité à la reptation. Cela lui permet de mieux jouir de la vue, de saisir les multiples nuances de l'altérité du monde qui le nourrit. Aussi la marche, dans nos civilisations de la vitesse, est-elle associée au

12. Hans Urs von Balthasar, *Thérèse de Lisieux. Histoire d'une mission,* Paris/Montréal, Apostolat des Éditions/Éditions Paulines, 1973, p. 384.

plaisir, même dans la souffrance. Et la révolution sociale, selon l'anarchiste russe Kropotkine, « est une route à parcourir [...]. Elle ne pourra s'arrêter que lorsqu'elle aura accompli sa course et aura atteint le but à conquérir : l'individu libre dans l'humanité libre »[13].

Bref, la marche est aussi un appel à la responsabilité. N'est-ce pas l'enjeu même de la santé?

13. Cité par Frank Michel, « De la randonnée à la révolution », *Le Monde diplomatique*, août 2004, p. 25.

Un gouvernement : pour quoi faire ?

PAR ALAIN-G. GAGNON ET OLIVIER DE CHAMPLAIN

C'est avec un « mandat de changement très important de la population »[1] en poche que le gouvernement libéral de Jean Charest entamait son règne il y a un peu plus d'un an. C'est donc fort de ce mandat que le gouvernement annonçait son désir de « réinventer le Québec »[2] afin que ce dernier puisse « briller parmi les meilleurs ».

Que l'on nomme la transformation des façons de faire de l'État entreprise par le gouvernement libéral « réingénierie » ou « modernisation » a bien peu d'importance, outre peut-être un désir non affirmé de distanciation d'avec le vocabulaire managérial propre à l'entreprise privée. Cependant, on est en droit de s'interroger sur la légitimité du processus enclenché, de même

1. Kathleen Lévesque, « Syndicats : Charest lance les hostilités », *Le Devoir*, 15 septembre 2003, p. A1.
2. Allocution de Jean Charest, chef du Parti libéral du Québec, lors de la clôture du congrès jeunes de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec, 11 août 2002, Trois-Rivières (UQTR), disponible au : http://www.vigile.net/ds-souv/docs3/02-8-11-charest-plq-etat.html

que sur l'exercice de légitimation qui s'en est suivi. C'est donc à la légitimité « démocratique » de la démarche de modernisation du gouvernement Charest que ce texte entend s'attarder.

En bref, il s'agit de se questionner sur la vision de la démocratie que sous-tend l'interprétation du résultat électoral faite par le Premier Ministre comme étant le signe évident d'un désir de transformation en profondeur de l'État québécois de la part de l'électorat. Il s'agit aussi de se pencher sur le contenu idéologique de la démarche de modernisation de même que sur le caractère présenté comme inéluctable de cette dernière. Finalement on doit s'interroger sur les valeurs mises en avant dans cette quête de l'efficacité et sur la vision essentialiste du mode de gouvernance québécois qui anime les ténors du gouvernement libéral actuel. Ces derniers semblent incapables d'apprécier la capacité d'évolution du modèle ainsi que les travaux de Pierre-André Julien, de Jean-François Lisée et d'Olivier De Champlain et Jean-Pierre Dupuis l'ont confirmé.[3] En d'autres mots, le différend opposant défenseurs et détracteurs du modèle se résume à un débat sur le bien-fondé de l'intervention étatique et sur ses conséquences sur l'économie québécoise. À ce chapitre, le modèle s'impose comme la cible idéale pour les ténors libéraux pour qui le modèle serait devenu le grand responsable des maux affligeant l'économie québécoise et, par extension, l'état des finances publiques.[4]

3. À ce chapitre, voir : Pierre-André Julien, « Modèle québécois et sociétés d'État », *Le Devoir*, 16 octobre 2001, p. A9 ; Jean-François Lisée, « Un mauvais procès fait au modèle québécois », *Le Devoir*, 11 février 2003, p. A7 ; Olivier De Champlain et Jean-Pierre Dupuis, « En route vers une troisième voie. Le modèle québécois de développement économique », *Possibles*, vol. 27, n° 4, 2003, p. 85-99.

4. Voir Jean Charest, « De Québec inc. à Québec.com » dans Yves Bélanger, Robert Comeau, Céline Métivier (dir.), *La Révolution tranquille 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB éditeur, 2000, p. 187-194 ; Marc-André Blanchard, André Fortier, « Le Parti libéral du Québec en congrès : Pourquoi renouveler le modèle québécois? » *La Presse*, 14 octobre 2000, p. A13.

Une modernisation sous l'égide de quelle démocratie ?

Peu de choses semblent avoir évolué avec la même régularité depuis avril 2003 que la chute de la cote de popularité du gouvernement libéral et de son chef, Jean Charest. Si, en novembre 2003, 49 % des répondants à un sondage CROP-La Presse se disaient « plutôt ou très insatisfaits » du gouvernement Charest, cette proportion atteignait les 60 % à la mi-décembre. Même chute vertigineuse de la popularité du Premier Ministre : alors que ce dernier jouissait en septembre 2003 de l'appui de 51 % des Québécois, seulement 36 % affirmaient la même chose deux mois plus tard.[5] Au plus bas de sa popularité, en mai dernier, seulement 25 % des Québécois se disaient satisfaits de l'actuel gouvernement.[6]

Pour expliquer l'impopularité de ce gouvernement et la grogne générale de la population, journalistes, sondeurs et autres observateurs de la scène politique ont, tour à tour, invoqué le bâillon imposé pour l'adoption de plusieurs projets de loi controversés[7], le projet du Suroît, la mauvaise gestion de crise à Kanesatake, les espoirs déçus de la classe moyenne face au budget Séguin, le mécontentement des parents face à la hausse des frais des services de garde et, finalement, le manque de transparence, l'improvisation flagrante et la faiblesse du plan de communication accompagnant le projet de modernisation de l'État.

---

5. Denis Lessard, « Sondage CROP-La Presse sur la popularité. du gouvernement », *La Presse*, 20 décembre 2003, p. A1.

6. Denis Lessard, « Le gouvernement Charest continue de culbuter, selon CROP », *La Presse*, 27 mai 2004, p. A1.

7. Parmi ces dernières lois, notons : la loi 31, qui révise le Code du travail pour faciliter la sous-traitance, la loi 25 sur les fusions d'établissements dans le réseau de la santé et la disparition des régies régionales ; la loi 30, qui fusionne des syndicats dans le réseau de la santé ; la loi 32, qui a fait passer les tarifs des services de garde de 5 $ à 7 $ par jour ; les lois 7 et 8, qui empêchent la syndicalisation des personnes qui s'occupent de l'hébergement en milieu familial ; la loi 34, qui accorde aux seuls élus municipaux le contrôle du développement régional ; la loi 9, qui permet le démembrement des villes constituées en 2001. Voir Norman Delisle, « Dix-huit petites heures pour adopter huit lois », *Le Devoir*, 18 décembre 2003, p. A4.

Et c'est justement sur ce dernier point que le bât blesse : d'une part, l'ampleur du projet de modernisation de même que son impact anticipé sur le rapport entre le citoyen et l'État du Québec sont énormes et, d'autre part, le gouvernement, après avoir été porté au pouvoir, a mis près de six mois avant d'expliquer à la population la « philosophie qui présidera à la "réingénierie" de l'État ».[8]

Pour justifier son plan de modernisation, le Premier Ministre a répété, à l'instar d'un vieux maître d'école, que c'est l'électorat québécois qui, le 14 avril, lui avait confié ce « mandat de changement », d'où la légitimité démocratique de l'exercice : « On a reçu un mandat de changement très important de la population. Ça ne peut pas être plus démocratique que ça : on a annoncé notre programme il y a un an. Tout le monde a eu le temps d'éplucher ça ».[9]

Par son attitude suffisante et le manque patent de dialogue avec les différents groupes du corps social au sujet de la modernisation (organisations de citoyens, regroupements d'étudiants, de travailleurs, groupes sociaux, etc.), le gouvernement Charest amorce un appauvrissement démocratique du mode de gouvernance. En se basant sur la typologie non exhaustive des types de régimes démocratiques de Anders Hanberger, par exemple, on en arrive à la conclusion que, depuis l'accession au pouvoir du Parti libéral du Québec, un glissement vers un modèle plus élitiste de gouvernance est en voie d'apparaître. Ce glissement détonne d'autant plus que les gouvernements précédents, tant péquistes que libéraux, ont historiquement favorisé des régimes plus participatifs, voire délibératifs, comme nous le verrons.

8. André Pratte, « "Réingénierie" 101 », *La Presse*, 28 octobre 2003, p. A18.

9. Kathleen Lévesque, « Syndicats : Charest lance les hostilités », *op. cit.*, p. A1.

Pour interpréter l'évolution des régimes démocratiques, Anders Hanberger[10] avance trois « idéaux types » que l'on distingue selon leur orientation élitiste, participative ou délibérative. Voici leurs principaux traits.

La démocratie élitiste est le plus souvent associée aux visions libérales et « lockienne ». Cette conception soutient que les citoyens peuvent, dans une certaine mesure, influer sur les préférences gouvernementales en privilégiant des élites en compétition plutôt que d'autres. En somme, les électeurs sont encouragés à voter tous les trois, quatre ou cinq ans « as a minimum to get the impression of holding some sort of control ». Pour Benoît Lévesque, qui, dans un texte paru en 2004, reconnaît lui aussi trois régimes démocratiques, pareille définition renvoie à ce qu'il nomme la démocratie représentative. Un tel régime se veut insuffisant dans la mesure où le bien commun est conçu comme étant l'agrégation des intérêts des individus. De plus, « ... la démocratie représentative [...] produit l'exclusion des représentés ou mieux crée rapidement "un fossé entre les citoyens et ses porte-parole" ».[11] Chez Hanberger, ainsi qu'il le dit : « This notion of democracy is implicit in the expert-oriented technocratic policy discourse and practice. »[12]

La démocratie participative soutient que la participation citoyenne représente non seulement un pouvoir important pour les citoyens, mais favorise l'exercice démocratique lui-même. Dès lors, la non-participation ainsi que l'apathie représentent les menaces les plus sérieuses à la démocratie. Dans ce type de régime,

10. Anders Hanberger, « Democratic implications of public organizations », *Public Organization Review : A Global Journal*, vol. 3, 2003, p. 35-40.

11. Benoît Lévesque, « Les enjeux de la démocratie et du développement dans les sociétés du Nord : l'expérience du Québec », CRISES et CRDC, mai 2004, Montréal, p. 2-3.

12. Hanberger, *idem*, p. 37.

la participation « … is presumed to help create identity, to encourage a desire to participate further in common affairs, to develop responsibility… ».[13]

La démocratie délibérative ou *discursive* accorde aussi une place importante à la participation. Ce qui distingue ce type de régime d'un régime participatif relève de l'encadrement et de l'institutionnalisation des processus discursifs. Selon cette vision, l'idée même de démocratie « …can only be realized through discussions among free and equal citizens. This type of democracy […] is not an aggregation of opinion of the will of the majority. It is a democracy founded on a common commitment to a mode of reasoning on matters of public policy » ; en d'autres mots, ce régime est fondé sur une vision partagée du monde.[14]

Cette brève revue, lorsque jumelée à l'inévitable démarche de modernisation du gouvernement Charest, révèle une rupture avec le mode de gouvernance en place au Québec depuis le début de la Révolution tranquille. Les principaux arguments invoqués par les libéraux pour justifier leur projet (ex. : l'impasse budgétaire, la lourdeur du fardeau fiscal et le déséquilibre démographique à venir) servent à surseoir à tout effort de participation réelle de la population, alors que ce devrait être le contraire, étant donné l'urgence, qui soit de mise.[15]

13. Hanberger, p. 37.

14. Hanberger, p. 37.

15. Le Premier Ministre avait utilisé l'analogie des trois portes lors d'une conférence de presse le 11 mars 2004 dans le cadre de la présentation du document d'orientation « Briller parmi les meilleurs » ; il avait aussi utilisé cette analogie lors d'une entrevue au *Point* lors de la campagne électorale de 2003. Selon le Premier Ministre : « … on est placés devant trois portes, on ne peut pas taxer davantage, ça on le sait. La deuxième porte, c'est la porte de l'endettement, on est encore là parmi les plus endettés en Amérique du Nord, on ne peut pas s'endetter davantage : le deuxième choix, il est fermé. Ça nous amène à la troisième et dernière porte, c'est de faire les choses différemment. » (Robert Dutrisac, « Une seule porte reste ouverte », *Le Devoir*, 12 mars 2004). Cela laisse bien peu de place à toute forme de changement négocié.

Alors qu'on définit le modèle québécois (tant pour ce qui est de la gouvernance que du développement économique) comme étant caractérisé par l'importance qu'il accorde aux logiques consensuelles et de concertation, le plaçant quelque part entre le modèle participatif et le modèle délibératif de Hanberger, l'approche défendue par le gouvernement Charest se pose en porte-à-faux face à ces façons de faire. Se coupant des différents acteurs du corps social et préférant clamer l'urgence d'agir, les actions du gouvernement menacent la paix sociale. À défaut d'une réelle délibération, le gouvernement s'en remet à des firmes d'experts-conseils issues du secteur privé (modèle élitiste qui a tendance à recourir aux experts). Certes, il y a eu l'annonce des 19 forums régionaux où des citoyens triés sur le volet ont pu et pourront, le temps d'une journée, débattre des thèmes que sont la santé et les services sociaux, l'éducation et la formation, le développement économique et la famille, le développement social. Le programme est chargé, et les différents points de friction et d'inquiétude, au cœur du projet de modernisation de l'État, ont été négligés. Qui plus est, plusieurs des acteurs clés (CSN, CSD et Syndicat de la fonction publique du Québec) ont dénoncé, boudé même, l'exercice « … qu'ils qualifient de cosmétique ».[16] De son côté, le président de la CSQ Réjean Parent affirmait, en avril dernier : « Ils pourraient presque déjà publier le communiqué »[17], cachant mal sa résignation et laissant poindre un certain cynisme face à toute l'opération.

Il est tout de même paradoxal d'entendre la présidente du Conseil du trésor clamer que ce projet de modernisation sera mené à bien au nom des valeurs libérales, et ce, en toute transparence, quand, dans les faits, beaucoup de choses ont été faites en catimini

16. Clairandrée Cauchy, « La liste des absents aux forums régionaux s'allonge », *Le Devoir*, 24 avril 2004, p. A4.

17. Clairandrée Cauchy, *op. cit.*, p. A4.

et au nom d'une logique comptable et économique. Pour Benoît Lévesque, « … le gouvernement du PLQ qui a été élu en avril 2003 est le premier gouvernement québécois à mettre en avant un programme néo-libéral visant à transformer en profondeur le modèle québécois et à rompre ainsi non seulement avec le modèle de la Révolution tranquille mais aussi avec celui expérimenté depuis les années 1980 à travers le partenariat et la concertation ».[18]

Il y a d'ailleurs un parallèle à tracer entre les visées du gouvernement en place et celles du gouvernement libéral porté au pouvoir en 1985. Peut-on espérer voir la force des arrangements institutionnels en place dans la société québécoise mettre un frein à cette quête dite d'efficience comme ce fut le cas en 1985 selon Gilles L. Bourque,[19] ou encore devons-nous espérer que Jean Charest, à l'instar de l'un de ses prédécesseurs, Robert Bourassa, comprenne que « l'État n'est pas une business »?[20]

L'efficience comme définition du bien commun

Pour la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, « L'opération de modernisation n'est pas une opération comptable, mais une opération d'architecte ».[21] Ce désir de prendre ses distances par rapport à ce que les critiques ont montré du doigt comme étant un exercice de rationalisation[22] s'inscrit dans la foulée des révolutions langagières auxquelles le

18. Benoît Lévesque, « Les enjeux de la démocratie et du développement dans les sociétés du Nord : l'expérience du Québec », *op. cit.*, p. 15.

19. Gilles L. Bourque, *Le modèle québécois de développement : de l'émergence au renouvellement*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, p. 96-97.

20. Tommy Chouinard, « La réingénierie du PLQ : De la parole aux actes » *Le Devoir*, 1er mai 2004, p. B1.

21. Conférence de presse de Monique Jérôme-Forget pour de la présentation du « Plan de modernisation 2004-2007 », 5 mai 2004. Disponible à l'adresse suivante : http://www.tresor.gouv.qc.ca/fr/modernisation/mc/interventions/activites.html

22. Pour un traitement approfondi de cette question, voir Christian Rouillard, Éric Montpetit, Isabelle Fortier et Alain-G. Gagnon, *La réingénierie de l'État. Vers un appauvrissement de la gouvernance québécoise*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2004.

gouvernement Charest nous a habitués depuis le début de son mandat. Ces révolutions ont transformé la réingénierie en démarche de modernisation, le processus comptable visant la rationalisation et le désengagement de l'État en opération d'architecte et, finalement, le référendum sur les défusions municipales en référendum sur le démembrement municipal et sur la montée d'un phénomène nouveau, celui de la microdémocratie.[23]

Malgré toutes ces précautions langagières et ces appels aux valeurs libérales de justice sociale, d'équité et de compassion[24], il n'en demeure pas moins que le projet de modernisation porte en son sein non seulement un préjugé anti-étatique, mais aussi l'empreinte d'une philosophie de gestion inspirée du secteur privé qui se conjugue peu ou pas à la réalité du service public. Il est tout de même intéressant de constater que, malgré ces références aux valeurs libérales, faisant écho au petit livre de l'ancien chef Claude Ryan portant sur ces dernières et largement diffusé durant la campagne[25], le principal intéressé avait quitté le parti en 1982, se sentant mal à l'aise face au glissement affairiste du PLQ mû par la mouvance néolibérale qui battait son plein à l'époque.[26] Par l'accent mis sur le modèle de marché (partenariat public-privé), la dérive vers le service clientèle (Services-Québec et le gouvernement en ligne) de même que par un désir avoué

23. Pierre Drouilly et Alain-G. Gagnon, « Démocratie à la carte », *La Presse,* 17 juin 2004, p. A25.

24. Conférence de presse de Monique Jérôme-Forget pour la présentation du « Plan de modernisation 2004-2007 », *op. cit.*

25. Claude Ryan, « Les valeurs libérales et le Québec moderne : une perspective historique sur l'apport du Parti libéral du Québec à l'édification du Québec d'hier et d'aujourd'hui », disponible au : http://www.plq.org/tousDocuments/ryan.pdf.

26. La tendance affairiste s'organisa plus librement à la suite du départ de Claude Ryan comme chef du PLQ en août 1982. Parmi les deux principales raisons invoquées pour expliquer son départ, Claude Ryan souligna la défaite électorale de 1981 aux mains de René Lévesque et le déplacement du PLQ vers la droite de l'échiquier politique, suivant le mouvement néolibéral battant son plein. Voir Pierre Vennat, « Ryan quitte sur un désaccord "sérieux" », *La Presse,* 11 août 1982.

de développer chez les employés de l'État une culture du changement, le gouvernement libéral s'inscrit parfaitement dans ce que l'on désigne aujourd'hui comme le « reinventing movement »[27] dont le corollaire, le nouveau management public (NMP), s'impose en tant que plan d'action.[28]

Aux valeurs traditionnellement associées à la fonction publique que sont l'intégrité, la compétence, la transparence, l'équité, la prudence, l'impartialité, le gouvernement Charest entend substituer celles de la logique administrative que sont l'efficacité, l'efficience, l'économie et la compétition. Pareil changement paradigmatique tend, selon Claus Offe, à faire émerger de nouvelles contradictions. Il fait aussi le constat que « ... the tendency inherent within a specific mode of production to destroy those very pre-condition on which its survival depends ».[29] Dans le cas du gouvernement Charest, cette contradiction divise le couple légitimité-efficience.

Il est cependant important de distinguer le type de légitimité que l'on oppose ici à la quête d'efficience. Il ne s'agit pas de mettre en doute la légitimité légale et rationnelle au sens webérien du terme[30], mais plutôt la légitimité liée à la confiance qu'a la société civile dans le gouvernement libéral en fonction des

27. Frank J. Thompson, Norma Riccuci, « Reinventing Government », *Annual Reviews in Political Science,* 1998, vol. 1, p. 231-257. Voir aussi Linda deLeon, Robert B. Denhardt, « The political theory of Reinvention », *Public Administration Review,* vol. 60, n° 2, 2000, p. 89-97; Michael Spicer, « Public administration, the history of ideas, and the Reinventing Movement », *Public Administration Review,* vol. 64, n° 3, 2004, p. 353-362.

28. En d'autres mots, le NMP s'impose comme un modèle normatif pour les administrations publiques et le management public. Pour plus de détails, voir : Robert B. Denhardt et Janet Vinzant Denhardt, « The New Public Service : Serving rather than steering », *Public Administration Review,* vol. 60, n° 6, 2000, p. 549-559.

29. Claus Offe, *Contradictions of the Welfare State,* Cambridge, MIT Press, 1984, p. 132.

30. Pour Claus Offe, « The only thing that decides the legitimacy of political authority is whether or not it has been achieved in accordance with general formal principle for example, election rules » (p. 135).

finalités qu'il poursuit. Un article, paru dans *Choix* en 2003, affirme, en se basant sur les travaux de Putnam *et al.* (2000), qu'il existe deux dimensions à la crise de confiance à l'endroit de l'État. La première renvoie à une déception « … face à la fidélité de l'État, qui exprime une inadéquation entre les finalités de l'État et les valeurs collectives… »[31], alors que la seconde concerne le manque de confiance relatif à « …la capacité de l'État, liée à l'inefficience organisationnelle dans la prestation des services publics ».[32] Cette distinction prend tout son sens lorsque l'on se penche sur le projet de modernisation actuel, ou encore sur ceux ayant été mis en place en Nouvelle-Zélande, en Angleterre et ceux qui touchent les façons de faire du gouvernement fédéral du Canada. Dans les faits, toutes les transformations opérées dans ces pays visaient « … la capacité de l'État plutôt que sa fidélité […] les réponses que l'on fournit sont structurelles et managériales, alors que les problèmes sont peut-être d'une tout autre nature ».[33]

À la lumière de cette distinction, on peut voir que l'actuel gouvernement libéral souhaite s'attaquer à la façon dont les services gouvernementaux sont dispensés. Pareille manœuvre devrait en principe relever d'une perte de confiance en la compétence des fonctionnaires, ou encore d'une critique de l'administration publique et de sa gestion.[34] Or, des études ont montré que bien que la majorité des citoyens perçoivent le gouvernement, dans son ensemble, comme inefficace et corrompu et ses employés, comme

31. Isabelle Fortier, « Du scepticisme au cynisme : paradoxes des réformes administratives », *Choix,* Montréal, Institut de recherche en politiques publiques (IRPP), vol. 9, n° 6, août 2003, p. 7.

32. Fortier, *idem,* p. 7.

33. Fortier, *idem,* p. 7.

34. Christian Rouillard, « Du cynisme au désabusement organisationnel : le nouveau management public en tant que facteur de confusion », *Choix,* Montréal, IRPP, vol. 9, n° 6, 2003, p. 22.

incompétents et malhonnêtes, il appert que les perceptions changent lorsque ces citoyens sont appelés à juger la qualité des services qu'ils ont reçus. Bref, les citoyens ont de façon générale une mauvaise opinion de leur gouvernement, alors que les services de proximité procurent, au contraire, à leurs usagers, un haut niveau de satisfaction.[35] Et si, bien que ce soit plus difficile à saisir parce que plus complexe, c'était à une crise relevant de la fidélité de l'État aggravée par la quête d'efficience et d'efficacité des libéraux de Jean Charest que nous sommes en train d'assister? La grogne généralisée des différents groupes sociaux de même que l'insatisfaction croissante de la population pointe plutôt dans cette direction.

En somme, le projet de modernisation de l'appareil gouvernemental tel que le proposent les libéraux de Jean Charest menace l'équilibre de la relation dynamique qui unit le couple légitimité-efficience. En termes concrets, on peut avancer que la légitimité nous renvoie à l'administration publique dite traditionnelle, alors que l'efficience se rapporte aux préceptes du nouveau management public (NPM). Ces deux façons d'appréhender les finalités d'une fonction publique renvoient à deux types rationalités soit : la rationalité juridique en ce qui a trait à l'approche traditionnelle, et la rationalité managériale en ce qui concerne le NPM. Au demeurant, ces deux rationalités ne font sens que lorsqu'elles sont mises en relation dans le temps et l'espace.[36]

En considérant la façon dont le projet de modernisation a été mené jusqu'à présent, il semble bien que l'actuel gouvernement

35. Pour plus de détails sur ce que l'on nomme le paradoxe de la distance, voir : George H. Frederickson et David G. Frederickson, « Public perception of ethics in Government », *The Annals of the Academy of Political and Social Science*, n° 537, 1995, p. 163-172.

36. Ainsi l'actuel intérêt pour la rationalité managériale « ... doit plutôt être compris comme une manifestation dynamique des tensions entre ces deux rationalités ». Pour plus de détails, voir Christian Rouillard, *op. cit.*, p. 22.

libéral soit en voie de saper sa propre légitimité politique au nom d'une quête d'efficience et d'efficacité. On peut donc prévoir l'apparition d'une nouvelle contradiction dans la mesure où les libéraux de Jean Charest, par leur obstination à aller de l'avant, et ce, avec peu ou pas d'égard pour les questions et protestations soulevées par le projet, détruisent les bases sur lesquelles se fonde la légitimité de l'action politique au Québec. Cette légitimité, souvent reconnue au modèle québécois, est liée à la façon dont les changements sont négociés et appliqués en contexte québécois.

Quel avenir attend le Québec ?

Tous ces désirs de changement institutionnels s'accompagnent évidemment d'un discours sur la nécessaire transformation de la culture en place dans la fonction publique québécoise. Ce projet d'instauration d'une culture du changement et de l'apprentissage, ou du goût du changement, pour reprendre les mots employés par M^me^ Jérôme-Forget lors de la conférence de presse annonçant le lancement du Plan de modernisation 2004-2007, est porteur d'un nombre impressionnant de contradictions sémantiques : le discours faisant des jeunes des acteurs de ces changements, le discours d'inclusion alors qu'en elle-même la démarche de changement promeut l'exclusion et finalement l'instrumentalisation du concept de culture vers la finalité que représente le projet de modernisation dans son ensemble.

Selon le Plan de gestion des ressources humaines 2004-2007, le groupe des moins de 35 ans constitue 16 % de l'effectif de la fonction publique québécoise en 2004.[37] Cette statistique ne nous renseigne cependant pas sur la proportion de jeunes occupant un emploi régulier et qui s'établissait en mars 2002

37. Secrétariat du Conseil du trésor, « Plan de gestion des ressources humaines 2004-2007 : prendre en main l'avenir de notre fonction publique », p. 16, disponible au : http://www.tresor.gouv.qc.ca/publications/modernisation/plangest-rh_04-07.pdf

légèrement sous la barre des 10 %.[38] À maintes reprises, la présidente du Conseil du trésor a affirmé souhaiter que les jeunes appelés à exercer un rôle dans la fonction publique se posent comme vecteurs de changement :

> Soyez ceux par qui l'innovation arrivera dans l'appareil public. Soyez ceux qui seront non seulement les cadres qui feront l'acquisition des nouvelles technologies… mais ceux qui trouveront la façon de repenser les tâches, les flux d'information et les séances de formation pour en tirer le plein profit. Soyez ceux qui sauront se comparer, sans complaisance, et ceux qui seront à l'affût des meilleures pratiques. J'ai besoin de champions, et je nourris l'espoir de bientôt en trouver dans vos rangs.[39]

Comment alors expliquer à ces derniers, d'une part, le gel des embauches, du 10 février au 30 avril dernier, décrété par la présidente du Conseil du trésor, et, d'autre part, le recours ponctuel à d'anciens fonctionnaires à la retraite afin d'assurer la passation des savoirs ?

C'est par l'utilisation d'une rhétorique similaire, au demeurant tout aussi contradictoire relativement à son discours et à ses fins, que le gouvernement entend mobiliser ses employés pour réaliser son projet de modernisation. En posant les jeunes et les nouveaux employés comme vecteurs de changement, et par des appels répétés à l'urgence de faire mieux, à moindre coût, et donc autrement, on fait porter l'odieux de la réforme aux employés les plus aguerris de la fonction publique. En d'autres mots,

38. Gilbert Leduc, « Fonction publique québécoise : un grand coup de jeunesse », *Le Soleil*, 26 septembre 2002, p. A3.

39. Allocution de Monique Jérôme-Forget, présidente du Conseil du trésor, à l'occasion de la collation des grades de l'École nationale d'administration publique, Québec, 7 novembre 2003.

ces derniers en sont venus à incarner implicitement les travers, dénoncés par la ministre, de la bureaucratie québécoise, soit la lourdeur, la lenteur et la désuétude des façons de faire.

Pour les employés plus expérimentés, le discours sur le projet de modernisation tend, en partie, à les exclure, puisqu'ils ne représentent plus la direction nouvelle à laquelle l'État québécois aspire (service public), à moins évidemment de se faire chantres de ces changements. Quant aux jeunes et aux futurs employés, dont le rôle est défini par opposition à la vieille garde, on s'attend à ce que leur maîtrise des nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC) fera d'eux des innovateurs et des porteurs de nouvelles initiatives (des « intrapreneurs »). Cette brève digression fait émerger une des faiblesses graves présentes au cœur du discours et du projet de modernisation. En fait, on tente de mobiliser en créant des clivages générationnels sur la base d'une supposée propension à la maîtrise des NTIC par les plus jeunes. C'est ignorer, d'une part, l'absence de lien causal entre les NTIC, l'innovation et les gains en productivité. À ce chapitre, Manuel Castells et André Kuzminski ont su montrer que pareil lien n'existe pas dans la mesure où c'est l'inscription sociale et culturelle dans un temps et un lieu définis qui déterminent, au contraire, ces gains potentiels.[40] Mais c'est aussi, d'autre part, croire en la capacité d'une organisation d'opérer un changement radical de sa culture en ignorant le phénomène de résistance au changement et la cohérence entre les nouvelles valeurs, habitudes et pratiques véhiculées par le changement et l'ancien mode de fonctionnement.

40. Pour plus de détails, voir Manuel Castells, *La société en réseaux : l'ère de l'information*, Paris, Fayard, 1998 ; André Kuzminski, « Nouvelles technologies : entre utopie et tyrannie », dans Jean-Pierre Dupuis et André Kuzminski, dir., *Sociologie de l'économie du travail et de l'entreprise*, Montréal, Gaëtan Morin éditeur, 1998, p. 107-130.

Cette façon éminemment instrumentale de concevoir la culture organisationnelle relève d'une conception monolithique qui se refuse à apprécier la diversité des cultures organisationnelles. En appeler à l'instauration d'une culture du changement, de l'apprentissage et de l'innovation par des mesures telles la gestion par résultats et l'habilitation revient à nier la nature même du travail dans la fonction publique orienté vers les processus. En fait, ce désir de transformer radicalement la culture organisationnelle en place dans l'administration publique québécoise prend tout son sens quand il est mis en relation avec le projet de réingénierie et la gestion, non plus par processus mais par résultats, que ce dernier impose.

Les jeunes, la culture politique et l'éducation

PAR NATHALIE PRUD'HOMME

D'entrée de jeu, je dois vous dire qu'il ne s'agit pas d'un texte à visées théoriques. Lors du remue-méninges préalable à ce numéro de *POSSIBLES* portant sur la conjoncture politique, je me suis inquiétée de la perception qu'ont les jeunes de la politique et j'ai émis des réserves sur la réforme du système d'éducation, que le gouvernement semble vouloir leur concocter. Selon moi, ces deux questions sont inévitablement liées. Mon ton était sans doute un peu passionné, ce qui m'arrive lorsqu'un sujet me tient à cœur, alors mes collègues, probablement amusés par mon idéalisme naïf, m'ont suggéré d'écrire ce texte d'humeur. En effet, si vous lisez jusqu'au bout cet article sans trop vous ennuyer, vous vous direz que je vous ai fait part d'angoisses et de questions concernant des enjeux sociaux, mais de bien peu de réponses, et vous aurez raison ! Je n'ai pas de solutions aux problèmes que je vais aborder dans ce texte ; mais je souhaite susciter une réflexion, qui pourrait se poursuivre, par exemple, dans le cadre d'un numéro ultérieur de *POSSIBLES* ayant pour thème l'éducation.

Je suis professeure de français au collégial, je travaille donc avec de jeunes adultes, âgés de 17 à environ 25 ans, auxquels s'ajoutent souvent des gens plus âgés, qui font un retour aux études. Certes, j'ai peu d'années d'enseignement à mon actif — je suis au début de ma carrière — mais je peux tout de même tracer un portrait d'ensemble de l'attitude politique des jeunes gens que j'ai côtoyés. Bien sûr, il ne s'agit que de ma perception au fil des sessions. Je n'ai pas la prétention d'avoir mené un sondage exhaustif, sur le terrain, avec un échantillon représentatif de cette population. Cependant, dans les différents cégeps où j'ai enseigné, des similitudes d'opinions semblent souligner les grandes lignes d'un tableau d'ensemble de la situation. Je vous donne en vrac mes constats.

Engagement ponctuel plutôt qu'apolitisme

Les jeunes adultes, qui ont été mes élèves, ne sont pas des gens apolitiques, mais ils sont plus ou moins politisés; ce qui ne veut pas dire qu'ils sont nombrilistes, loin de là. Pour être plus précise, je dirais que leur engagement social se traduit de façon plutôt ponctuelle et ciblée : certains sont impliqués dans des mouvements écologiques, pacifistes, des organismes contre la pauvreté, etc. Cependant, très peu d'entre eux croient qu'une structure politique globale peut régler les différents problèmes sociaux, qui les préoccupent, et peu d'entre eux sont impliqués au sein d'un parti politique.

Méfiance face aux structures politiques

En fait, ils n'ont pas confiance aux structures politiques présentes et je dois dire que l'éthique élastique de certains politiciens n'aide pas à changer cette image. Tout récemment, je disais à mes élèves que la politique ne peut être rejetée en bloc, que si les structures politiques modernes des démocraties sont loin d'être parfaites, nous en avons tout de même besoin pour coordonner l'ensemble des activités qui permettent aux individus de vivre en société. De plus,

j'ajoutais que, face aux structures gouvernementales, les individus ne doivent pas être méfiants, ils ne doivent pas se sentir isolés, ils doivent revendiquer leur place, celle de citoyens impliqués. Certains de mes élèves ont objecté[1], en faisant référence à l'affaire des commandites, qu'il est bien difficile de faire confiance aux politiciens. D'autres m'ont dit, prenant pour exemple les nombreuses manifestations contre la guerre en Irak, que même lorsque les individus se réunissent pour défendre une cause, ils sont peu écoutés. Force m'a été de reconnaître qu'ils avaient raison : les structures démocratiques ne mettent pas à l'abri des fraudes et des manigances partisanes et les luttes sociales peuvent prendre parfois des années, des décennies et même des siècles avant d'être tout à fait victorieuses.

Conscience sociale et civique

D'ailleurs, cet été, mes élèves ont pu mesurer l'ampleur de ce phénomène en étudiant le combat de Victor Hugo contre la peine de mort. En conclusion de leur analyse littéraire de *Claude Gueux* (le plus court roman d'Hugo, mais non le moins engagé), plusieurs de mes élèves ont souligné que ce texte, encore d'une grande actualité, devrait être lu par les politiciens des pays où la peine de mort est encore en vigueur. Du coup, ils ont compris l'importance sociale de la littérature et ils ont pris conscience du fait que l'amélioration d'une

1. J'aime bien qu'ils remettent en question mes propos, c'est signe que mon enseignement porte ses fruits. Pour ceux qui ne seraient pas familiers avec l'enseignement du français au collégial, j'en résume très sommairement les grandes lignes. Dans le cadre de la formation générale, il y a quatre cours obligatoires de français, qui permettent à l'élève de comprendre des textes (non littéraires et littéraires), d'en reconnaître la teneur (informative, expressive, argumentative, etc.) et de produire lui-même un écrit à partir de ces textes. Au terme de ces quatre cours, l'élève se sera familiarisé avec les littératures française et québécoise et, à partir de celles-ci, il aura produit des analyses littéraires, des dissertations explicatives et des dissertations critiques. Ces cours ont pour but d'améliorer la compréhension des élèves, de développer leur esprit de synthèse et de critique, ainsi que leur capacité d'argumentation, tout en leur donnant un minimum de culture littéraire. Ces cours ont une visée humaniste qui tend à faire de chaque élève un citoyen plus conscient de lui-même et du monde qui l'entoure, car toute littérature reflète et remet en question la société qu'elle met en scène. Il faut espérer que ces cours ne seront pas réduits à une peau de chagrin dans la tourmente de la réforme du collégial, mais rien n'est moins certain.

société est un très lent processus. Ils ont été impressionnés par l'implication sociale et politique de cet écrivain et par l'hommage que le peuple français lui a rendu lors de son enterrement. Un débat s'en est suivi, lorsqu'une élève m'a demandé s'il y avait aujourd'hui un écrivain ou un artiste québécois qui pouvait susciter un tel engouement populaire. J'ai répondu que l'époque est bien sûr différente et que, les médias sollicitant de toute part la population, les messages des artistes sont parfois bien faibles dans le concert de la consommation. J'ai tout de même souligné que des intellectuels de différentes allégeances politiques, qui s'étaient impliqués socialement, comme Félix Leclerc, René Lévesque, Pierre Bourgault, Claude Ryan, etc., avaient reçu des témoignages de la population lors de leurs obsèques. Certains m'ont alors dit ne pas connaître certains des noms que j'avais nommés et ils m'ont demandé si ces hommages avaient l'ampleur des foules qui s'étaient amassées sur le parvis de l'église Notre-Dame lors du mariage de Céline Dion ou du baptême de son fils. N'appréciant guère cette chanteuse, j'hésitais à m'aventurer sur ce terrain. J'aime susciter la réflexion chez mes élèves, mais je ne tiens pas à leur imposer mes goûts. Je concédai tout de même qu'elle était sans doute plus populaire que les gens que j'avais nommés. Je n'eus pas à répondre davantage, une élève le fit à ma place. Elle dit que la popularité de Céline Dion n'avait pas le même impact social que celle de Victor Hugo. Tous approuvèrent et le débat se poursuivit sur la question de savoir si nous avions perdu la capacité de reconnaître les grands enjeux sociaux et la volonté d'en débattre. Je dois dire qu'à ce moment-là j'étais particulièrement fière de mes élèves. Ces élèves, inscrits à différents programmes professionnels, réfléchissaient sur leur société et se sentaient partie prenante d'une réflexion collective. Devant ces individus qui exprimaient leur désarroi, mais également leur enthousiasme, la formation générale prenait tout son sens du point de vue humaniste. J'avoue que je me suis dit que c'était peut-être aussi ce que les politiciens et même certains administrateurs du réseau de l'éducation cherchaient à réduire

au silence. Un peuple qui pense est toujours plus difficile à berner, comme le chante Ferrat : « c'est toujours le peuple que l'on craint. » Ne vous inquiétez pas, je ne conçois pas l'enseignement comme un endoctrinement révolutionnaire ; en ce domaine, mon credo est celui de Brassens : « mourrons pour des idées, d'accord, mais de mort lente. » L'enseignement doit permettre aux élèves de développer leur réflexion, mais il ne doit pas servir à leur dire quoi penser. L'enseignement conçu dans une optique humaniste et non simplement utilitariste permet aux élèves de devenir des citoyens mieux informés et donc, plus libres. Mais est-ce ce que veulent nos dirigeants ou préfèrent-ils le « pouding soporifique » des Zapartistes[2] ? Des politiques rétrogrades à la vacuité de la télé-réalité, le nivellement par le bas semble nous guetter de tous côtés. Pourtant la curiosité intellectuelle est communicative et les professeurs, qui sont enthousiastes de partager un savoir, s'aperçoivent rapidement que les jeunes ont soif de connaissances.

Volonté d'implication sociale

Contrairement aux discours de certains politiciens, ceux de mes élèves ne me déçoivent pas. Ils n'expriment peut-être pas toujours leurs idées de façon adroite, mais ils tentent de profiter au maximum des ressources que je mets à leur disposition. Malgré leur désenchantement concernant les politiciens, j'ai été agréablement surprise de constater qu'ils considéraient le vote comme un devoir civique. Le 28 juin dernier, je donnais des cours. Plusieurs de mes élèves se sont inquiétés de ne pas avoir le temps d'aller voter entre la fin de leur travail et le début du cours, je leur suggérai donc de faire comme moi et de voter par anticipation. Aucun ne me dit qu'il s'agissait d'un acte inutile. Si s'abstenir de voter est

2. Il s'agit d'une parodie de la chanson « Le pouding à l'arsenic » du dessin animé *Astérix et Cléopâtre*, où les Zapartistes dénoncent la télé-réalité, la concentration des médias et le néolibéralisme comme somnifères de la population, qui est prête ensuite à gober toutes les politiques réactionnaires.

contestataire lors d'élections européennes parce que l'abstention peut être comptabilisée (il y a une case d'abstention sur les bulletins de vote dans plusieurs pays européens), dans notre système électoral, comme le taux d'abstention n'est pas compilé, s'abstenir équivaut à se réduire au silence et mes élèves en étaient bien conscients. Plusieurs d'entre eux me dirent : « C'est le seul temps où ils [les politiciens] nous écoutent, lorsqu'ils veulent notre vote, après... ». Ces propos démontrent bien sûr un certain cynisme politique, mais qui pourrait les en blâmer? Mes élèves ne sont pas apolitiques au point de ne pas voter, mais de toute évidence la démocratie participative leur semble peu réelle. Et sur ce point également, je suis prête à leur donner raison. En fait, la démocratie participative est bien jolie en théorie dans la bouche des politiciens, mais, en pratique, plusieurs d'entre eux préfèrent une démocratie représentative où la consultation est, le plus souvent, une parure et où le seul rôle concédé au citoyen est celui d'électeur. À cet égard, le slogan présenté par le Directeur général des élections du Québec, pour les élections partielles du 20 septembre — « Je pense. Je vote. » — est bien révélateur de cette fonction réduite du citoyen. Il semble dire : « Après, vos élus penseront pour vous! » Il y manque tout le côté participatif qu'aurait un slogan du genre : « Je pense, je vote, je m'exprime et je m'implique! »; évidemment cela demanderait une plus grande écoute de la part de nos politiciens et une véritable volonté de travailler en concertation. Si vous croyez que j'exagère, jetez un coup d'œil du côté de la réforme du réseau de la santé et des services sociaux du ministre Couillard[3] ou du côté

3. Jacques Fournier souligne dans un texte très intéressant — « Réseau de la santé et des services sociaux. Des outils de résistance active au lieu de la grève », *Le Devoir*, jeudi 12 août 2004, p. A7 — qu'en consultation, le gouvernement est souvent loin de tenir compte des opinions de la société civile (syndicats, groupes communautaires, etc.) : « Parfois, au terme de la consultation, il a même empiré le projet initial, comme ce fut le cas du projet de loi 30, qui fusionne les accréditations syndicales dans le réseau de la santé et des services sociaux; alors que les syndicats trouvaient que les cinq regroupements proposés par le gouvernement étaient insuffisants, le projet de loi a finalement réduit ce nombre à quatre. »

de la réforme du ministre Reid en éducation[4], vous vous apercevrez assez rapidement que la consultation ne joue pas un grand rôle si les opinions émises s'écartent des vues des politiciens et du patronat.

Donc, règle générale, mes élèves n'ont pas l'impression qu'ils ont réellement droit au chapitre lorsqu'il est question de politiques concernant leur avenir. Pourtant, depuis quelque temps, dans le milieu intellectuel québécois on tente de donner la parole aux jeunes de 15 à 30 ans. L'Université du Nouveau Monde, forum de discussion créé par l'Institut du Nouveau Monde, a permis, pendant quelques jours, à 400 jeunes de débattre de leur conception de la société québécoise de demain. L'entreprise était fort louable. J'ai été heureuse de constater que ces jeunes ne partagent pas nécessairement les vues de Sabine Hérold, cette jeune Française néolibérale, surnommée Mademoiselle Thatcher, qui ne jure que par la libre entreprise et la privatisation des soins de santé; elle veut montrer la lumière aux jeunes de gauche « qui n'ont pas la culture économique qu'il faut » pour résoudre les problèmes de nos sociétés modernes, car, comme elle le dit sans rire, « ce n'est pas

4. La Commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités, au printemps, comme le Forum sur l'avenir du réseau collégial, en juin, paraissent des exercices de réflexion factices, pour la forme, parce que les opinions du MEQ, bien que nébuleuses pour l'instant, semblent arrêtées d'avance. Il n'y a qu'à voir comment le MEQ traite l'opinion de ses organismes de consultation (la Commission de l'éducation et le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, le CCAFE) en matière de dégel des droits de scolarité, pour comprendre que ce qui est en jeu ce n'est pas le souci d'un meilleur enseignement accessible à tous, mais des questions de rentabilité et des luttes de pouvoir entre patronat et syndicats, puis entre paliers d'enseignement (secondaire, collégial et universitaire) en ce qui a trait à la formation professionnelle. Si vous en doutez encore, voyez qui obtient davantage l'attention du ministre Reid lorsqu'il est question du réseau collégial : la Coalition-cégeps (qui regroupe des organisations étudiantes, syndicales et parentales) ou la Fédération des commissions scolaires, la Fédération des cégeps et la Conférence des recteurs des universités? Lire à ce sujet Réginald Harvey, « Les syndicats et l'avenir des cégeps. L'autonomie des institutions mettrait en péril l'existence du réseau », *Le Devoir*, samedi 14 et dimanche 15 août 2004, p. F5.

parce qu'on est jeune qu'on doit être à côté de la réalité[5] ». Eh bien! les jeunes qui ont participé à l'Université du Nouveau Monde ne sont pas en marge de la réalité, mais ils tentent de concevoir une réalité plus humaine où la productivité et la rentabilité ne seraient pas les dieux tout-puissants et où le partenariat public-privé, la solution miracle à tous les maux. Ils ont présenté 50 propositions[6] qui ne sont certes pas des priorités de tendance néolibérale : en ce qui concerne la mondialisation, il a été question de renforcer les droits humains et de responsabiliser davantage les consommateurs (création d'un ministère de la consommation) ; en ce qui a trait à l'éducation, les participants ont demandé au gouvernement de réaffirmer l'universalité du droit à l'éducation ; les discussions sur l'environnement ont permis de demander que l'eau ait un statut de patrimoine collectif essentiel à la vie et que les nouvelles solutions énergétiques moins polluantes soient davantage encouragées ; puis, au sujet du commerce international, ces jeunes suggèrent que l'identité des citoyens soit préservée face aux traités commerciaux internationaux et, dans cette même optique de protection, que les biens et les services culturels soient exclus des traités de libre-échange. De quoi réjouir la gauche au Québec et faire frémir la nouvelle Thatcher de la droite européenne! Qu'a dit le ministre Reid à ces jeunes citoyens enthousiastes ? Évidemment, que toutes ces propositions ne sont pas réalisables, mais qu'elles suscitent l'intérêt et que « les jeunes sont vivants. » Notre ministre de l'Éducation brille par sa langue de bois et ses lapalissades. Il est sans doute plus facile pour certains politiciens de composer avec de jeunes néolibéraux qui emploient le même jargon qu'eux…

5. Fabien Deglise, « Mademoiselle Thatcher », *Le Devoir*, 4 mai 2004, p. A1 et A10.

6. Ces propositions peuvent être lues sur le site Internet www.unm.qc.ca

Lacune en histoire politique québécoise ou manque d'intérêt ?

Il y a tout de même de l'espoir puisque mes élèves et les jeunes qui ont participé à l'Université du Nouveau Monde semblent s'intéresser à leur rôle civique, mais sont-ils représentatifs de leur génération ? Ce n'est pas certain. Récemment un jeune diplômé en Études françaises de l'Université de Montréal écrivait ceci : « Parmi mes ex-camarades d'études, j'en sais beaucoup qui n'ont jamais voté et même pour qui les combats menés par Aquin, Miron et Vadeboncœur ne sont aujourd'hui que difficilement intelligibles, comme s'ils avaient eu lieu il y a des centaines d'années[7]. » Au sein du milieu universitaire, ce constat me semble un peu inquiétant. S'agit-il d'un manque de connaissances de l'histoire politique du Québec ou d'un manque d'intérêt de la part de jeunes étudiants, qui croient naïvement (comme certains professeurs d'ailleurs) que l'autonomie totale du champ littéraire est possible et, qu'à cette fin, la politique et le champ du pouvoir doivent être tenus en respect comme des agents contaminateurs de l'art ? Je ne saurai le dire, mais, en revanche, je tiens à souligner que j'ai remarqué ce même phénomène d'incompréhension de ces auteurs au collégial. Mais dans ce cas précis, je puis vous dire qu'il s'agit d'un manque de connaissances historiques, auquel il est possible de remédier. L'automne dernier, dans le cadre du cours 103, *Littérature québécoise,* j'ai proposé à mes élèves de lire *Les confitures de coings* de Jacques Ferron. Il s'agit d'un très beau roman, qui n'est pas toujours facile d'accès à la première lecture, j'en suis bien consciente. Il demande notamment une certaine connaissance des événements politiques des années 1960 et 1970, au Québec. J'ai compris rapidement que, si mes élèves connaissaient de nom la Crise d'octobre de 1970, ils n'en connaissaient pas la cause et la teneur. Je leur ai donc donné un petit cours d'histoire au sujet de cette période et je leur ai fait visionner des

7. Jean-François Cloutier, « Des jeunes à la clef », *Le Devoir,* 25 août 2004, p. C5.

extraits du très beau film de Jacques Brault, *Les ordres*. Cela a été, pour eux, une révélation que les politiciens aient pu suspendre les libertés civiles au Québec. Cela leur semblait impossible. Ailleurs, oui, dans des dictatures, en Amérique latine, par exemple, mais jamais dans notre société démocratique… Cet enseignement leur a permis de mieux comprendre l'évolution du personnage de François Ménard et cette attitude de haine/amitié qui le lie à Frank Archibald Campbell. Je sais cependant que certains intellectuels, comme Marc Angenot, qui considèrent Ferron comme un écrivain mineur, pourraient dire qu'une telle démarche d'enseignement ne peut engendrer que mépris et ressentiment chez de jeunes gens qui n'ont pas vécu cette époque. Mais il n'en est rien, car Ferron n'était pas un écrivain du ressentiment, il était un écrivain ouvert à sa culture et à celles des autres, ce que mes élèves ont bien compris en voyant sa grande connaissance de la poésie canadienne-anglaise, de ceux que l'on nommait « les poètes de la Confédération ». Je mentirais si je vous disais qu'ils ont trouvé cette lecture facile. Toutefois, ils ont reconnu son importance et « l'appendice aux *Confitures de coings* ou le congédiement de Frank Archibald Campbell » leur est apparu non comme un plaidoyer en faveur de la rancœur historique mais comme une volonté de relativiser l'histoire, afin que les mémoires des différentes communautés qui forment le Québec ne soient pas occultées[8]. Dans un tel contexte, ce cours de littérature fait preuve d'une volonté de contribuer à former des citoyens responsables, ouverts à l'altérité, conscients du visage plurinational et multiculturel du Québec et essayant d'éviter les pièges du relativisme culturel et des clichés historiques, rôle que peuvent jouer tous les cours de sciences humaines au collégial. Avant de se demander si les jeunes sont moins conscients de leurs devoirs de citoyen que les générations qui les ont précédés, il

8. *Possibles* présentera bientôt un numéro consacré à la pensée politique de Ferron.

faudrait se demander si nous leur présentons les connaissances nécessaires à cette prise de conscience. Récemment, l'ancien recteur de l'Université du Québec à Montréal, Claude Corbo, se demandait s'il ne fallait pas revenir à un enseignement semblable au cours classique pour donner une base plus solide en histoire aux étudiants. Commençons donc par ne pas miner le réseau collégial pour les élèves inscrits à des programmes de technique, car n'oublions pas que le cours classique était surtout réservé à une élite économique, et que le collégial a permis une démocratisation de l'enseignement, un accès pour tous au savoir et à la culture. Espérons que nous saurons préserver pour les générations à venir cette vision humaniste de l'éducation.

Je sais que mes élèves, qu'ils soient inscrits à des programmes de techniques ou à des programmes préuniversitaires, ont un formidable potentiel d'apprentissage ; il suffit de les encourager et ils seront ces citoyens responsables et à l'esprit ouvert dont le Québec de demain a besoin. Ma vision de professeure est bien sûr idéaliste, mais c'est le pari que je fais, quitte, à la fin de ma carrière, à réciter ces beaux vers d'Aragon : « J'aurais tant aimé cependant / Gagner pour vous pour moi perdant / Avoir été peut-être utile / C'est un rêve modeste et fou / il aurait mieux valu le taire / Vous me mettrez avec en terre / Comme une étoile au fond d'un trou ».

Les principes contre la réalité
(ou pourquoi les jeunes ne vont pas voter)

PAR JEAN-FRANÇOIS LEPAGE

Ces deux dernières années, les Québécois ont participé à deux élections qui ont passablement modifié le paysage politique tant provincial que fédéral. Ils ont assisté à un premier changement réel de gouvernement par suite de près de dix ans de règne péquiste, et ils ont contribué à l'élection d'un gouvernement minoritaire à Ottawa. Si les élections se suivent et ne se ressemblent pas, il y a tout de même certaines constantes qui ont tout lieu d'inquiéter les observateurs. En effet, au cours de ces deux élections, le taux d'abstention a atteint, au Québec, de nouveaux sommets. Pourtant, le phénomène n'est pas inconnu et des mesures sont mises en œuvre pour favoriser la participation électorale. Aux multiples interventions citoyennes dans les journaux et les tribunes téléphoniques s'ajoutent désormais des publicités non partisanes qui, dans plusieurs cas, s'adressent directement aux jeunes.

C'est la jeune génération qui inquiète particulièrement les politiciens et les observateurs puisqu'elle affiche un taux

d'abstention particulièrement élevé. Loin de détenir le monopole du cynisme et de la défection, les jeunes n'en affichent pas moins des taux de participation politique qui n'augurent rien de bon quant à la santé de nos institutions politiques pour les décennies à venir. On voit poindre à grand pas un important déficit de légitimité. Les mesures préconisées jusqu'ici pour tenter d'inverser la tendance ne laissent place qu'à des perspectives pessimistes : malgré les efforts investis dans des campagnes, qu'elles soient morales, électorales ou publicitaires, le taux de participation électorale ne cesse de chuter. Doit-on se résigner à n'y voir qu'une tendance cyclique et à attendre le retour du balancier, ou ne doit-on pas au contraire tenter de comprendre cette culture de la non-participation politique qui risque de devenir la norme ?

Quand on examine les raisons qui incitent les citoyens à exercer ou non leur droit de vote, on constate une importante différence : les motifs qui poussent les citoyens à voter sont d'abord et avant tout de l'ordre des principes, alors que ceux qui inspirent l'abstentionnisme sont radicalement factuels, matériels, empiriques. Dans la décision d'aller voter ou non s'exprime le combat entre, d'une part, le sens du devoir et la revendication de ses droits et, d'autre part, la déception marquée qui rappelle cruellement l'insignifiance du geste. À long terme, les principes ne peuvent tenir le coup contre l'évidence qui s'acharne à les contredire. Est-ce à dire que notre culture politique est dans un cul-de-sac ?

Voter par principe

Que ce soit grâce à des lettres ouvertes dans les journaux ou en s'exprimant dans les tribunes téléphoniques qui abondent à la radio comme à la télévision, ceux qui tentent de raviver l'intérêt de leurs concitoyens pour la participation électorale recourent essentiellement, pour convaincre, à des principes moraux et abstraits. Pour les uns, le vote est une responsabilité, et on mise sur

le sens du devoir envers la collectivité. Nous sommes nécessairement concernés par les enjeux collectifs et, parce que nous vivons en société, nous avons la responsabilité de participer au bien commun. On peut prétendre que la politique ne nous intéresse pas, que nous n'entendons rien à tous ces débats dont les tenants et aboutissants nous échappent, ou tout simplement que nous n'avons pas envie d'y être mêlés. Néanmoins, un système politique est nécessaire pour arbitrer l'expression d'intérêts souvent contradictoires, et nous en bénéficions tous. Exprimer son choix électoral le jour d'un scrutin est une responsabilité simple qui semble bien modeste en contrepartie de tous les avantages que procure le système politique. Ne pas voter, c'est agir de façon égoïste, c'est profiter des avantages de la vie en société sans en subir les conséquences. Pour d'autres intervenants, le vote est un droit : participer à une élection n'est pas une tâche mais un privilège, que nous possédons collectivement, de participer à la vie politique de notre société. Le droit de vote est un acquis historique pour lequel nos ancêtres se sont battus, et que beaucoup d'êtres humains ne possèdent toujours pas. Si on n'exerce pas son droit de vote, on se le fait usurper : on laisse les autres décider à sa place en abandonnant sa prérogative de citoyen de sanctionner le travail des dirigeants. Le vote *oblige* les dirigeants à tenir compte des citoyens et de ce qu'ils ont à dire. Le droit de vote n'est pas simplement un canal de communication, c'est une garantie d'être écouté.

Que ce soit un devoir ou un droit, ces principes impliquent non seulement que le vote assure une communication entre les électeurs et les décideurs, mais aussi que les électeurs aient quelque chose à dire, et que les décideurs soient disposés à les écouter. On suppose également que cette communication dépasse une simple fonction de sanction ou de légitimation, et qu'elle joue un rôle effectif dans le système politique. Malheureusement,

il est très difficile de voir comment ces grands principes s'incarnent concrètement dans une élection ou dans la vie politique en général.

Une responsabilité difficile à prendre au sérieux

Notre système politique décourage les citoyens qui prennent leur rôle d'électeur au sérieux et qui cherchent à faire un choix éclairé. Il n'est pas nécessaire d'avoir quelque compétence que ce soit pour pouvoir voter. Il n'est pas nécessaire de connaître la politique, ni même de s'y intéresser. Il n'est pas obligatoire non plus d'avoir quelque chose de pertinent à dire sur la gestion des affaires publiques : on sollicite votre opinion, que vous ayez quelque chose à dire ou non. Enfin, on n'a pas à faire d'efforts, ni même à prendre la chose au sérieux. Le vote de celui qui s'informe, lit les journaux, consulte les programmes, écoute les débats et interroge les candidats vaut autant que le vote de celui qui n'a rien fait de tout ça, qui fait son choix dans l'isoloir sans connaître les grands enjeux et qui choisit un candidat seulement parce qu'il est jeune ou qu'il paraît bien. Que vous fassiez ou non des efforts pour accomplir votre devoir de citoyen, votre vote aura le même poids dans la balance.

En fait, nous ne sommes aucunement responsables du geste politique que nous posons quand nous votons. Alors que nos opinions politiques peuvent être remises en question et discutées, dans la mesure où elles sont objet de connaissance, le vote est secret et n'est donc soumis à aucune contrainte. En général, il est fortement souhaitable qu'il en soit ainsi, mais cela génère des effets pervers qu'on ne doit pas ignorer. Nous n'avons pas à être cohérents ni conséquents dans l'acte de voter. On peut très bien tenir un discours de gauche en public pour bien paraître aux yeux de la communauté et voter, sous le couvert du secret, pour un parti de droite qui favorise ses intérêts personnels. On

observe ce phénomène au Québec alors que les sondeurs distribuent inégalement les répondants indécis ou discrets entre les partis : on en attribue toujours davantage au Parti libéral parce qu'on sait que les électeurs qui ont l'intention de voter pour ce parti sont moins enclins à révéler leur intention de vote. Autrement dit, ces électeurs prennent en secret une position qu'ils ne sont pas prêts à assumer publiquement. Favorise-t-on vraiment la recherche du bien commun et la responsabilisation citoyenne par de tels agissements ?

L'électeur qui veut faire un choix éclairé sera également en butte à la logique partisane. Au lieu de choisir un candidat ou un parti en fonction des idées, des propositions et du programme politique selon la conjoncture du moment, les électeurs partisans votent systématiquement pour le même parti peu importe les circonstances, même si le programme est faible et les candidats, incompétents. Sous une rhétorique de conviction idéologique et de loyauté, on dissimule un fanatisme analogue à celui des partisans d'un club de hockey. Pour le citoyen qui préconise un vote informé et éclairé, le partisan ressemble étrangement aux fous du dicton, ceux qui ne changent jamais d'avis. Il est pourtant bien peu probable que les membres d'un parti donné aient toujours raison à propos de tout, et que ceux du parti adverse aient systématiquement tort. Notre système politique repose pourtant sur une telle allégeance partisane.

Pendant ce temps, notre système électoral ramène la pluralité des opinions politiques à deux ou trois options raisonnablement viables, et ce, dans le meilleur des cas. Ainsi, non seulement le bulletin du citoyen qui réfléchit pour voter de façon éclairée a-t-il le même poids que celui du citoyen qui vote impulsivement sans bien connaître les enjeux et que celui du citoyen partisan qui vote machinalement pour un même parti sans se

poser trop de questions, mais le résultat est fortement susceptible d'être identique dans ces trois cas. Dans les suffrages exprimés en faveur de chacun des principaux partis, on retrouve ces trois types d'électeurs. Quelle conclusion logique le citoyen doit-il tirer de ce constat ? Quel message implicite lui est-il transmis par un tel système ? La réponse est simple : quels que soient les efforts que vous investirez pour bien remplir votre devoir de citoyen, votre vote aura le même poids et la même signification. Autrement dit, ne vous forcez pas pour lire, comprendre et encore moins participer, cela ne changera rien au résultat final. Il n'y a pas de quoi prendre cette responsabilité au sérieux !

La communication entre les partis politiques et les électeurs est plutôt unidirectionnelle. Les candidats misent sur les plus récentes stratégies de marketing et de communication non pas pour écouter, mais bien pour convaincre l'électorat. Le message des électeurs, quant à lui, passe par des canaux beaucoup plus aléatoires. Outre le fait de savoir qui a été élu et qui a été défait, les politiciens interprètent les résultats électoraux comme ils le veulent bien. Réduit à sa plus simple expression et épuré de ses nuances, le message est travesti par les interprétations intéressées des différents partis. Si le vote est un moyen de communication des électeurs vers les élus, il reste largement primaire et incertain.

Si, par principe, certains affirment que le vote est un devoir, l'expérience électorale nous invite à ne pas trop prendre cette responsabilité au sérieux, sous peine de grande déception. Bien sûr, il ne s'agit pas de remettre en question le caractère secret du vote ni le suffrage universel, connaissant les dérives auxquelles leur absence peut mener. Il faut tout de même reconnaître qu'ils génèrent des effets pervers, notamment un certain nivellement par le bas, puisque rien ne permet de justifier les efforts de l'électeur consciencieux (à part peut-être sa conscience).

Un droit trop souvent inutile

De nos jours, les techniques de sondage et les méthodes statistiques ont largement gagné en efficacité et en précision, donnant grandement l'impression, dans bien des cas, que le vote individuel est pratiquement inutile. Prenons l'exemple de la dernière élection fédérale. Au Québec, trois à quatre semaines avant la date du scrutin, on annonçait déjà que sur les 75 comtés, 56 étaient pratiquement acquis à l'un ou à l'autre des partis, le Parti libéral ou le Bloc québécois. Selon les experts, seulement 19 comtés étaient susceptibles de basculer d'un côté ou de l'autre. C'est donc dire que dans près de 75 % des cas, on était pratiquement certains de l'issue du scrutin trois semaines avant que celui-ci n'ait lieu. Bien sûr, il y a toujours quelques surprises, mais dans la grande majorité des cas, le résultat attendu est obtenu. Dans ces circonstances, comment peut-on convaincre l'électeur que son rôle est important ? Il ne vient que confirmer ce que l'on sait déjà.

La formule d'annonce des résultats d'une élection contribue également au sentiment d'inutilité qu'on peut ressentir à l'égard du vote. Le soir d'une élection, lorsque commence le dépouillement des boîtes de scrutin, les premiers députés élus sont proclamés dans les médias au moyen d'une infime partie des suffrages, comme si on n'avait pas vraiment besoin de connaître le contenu de toutes les boîtes pour déterminer le gagnant. Il en va de même pour les résultats généraux de l'élection : même s'il faut plusieurs heures pour compter tous les votes, les résultats sont habituellement connus moins d'une heure après la fermeture des bureaux de scrutin. Cette annonce se fait évidemment sous réserve — « si la tendance se maintient » —, mais les erreurs sont rarissimes.

Un autre facteur qui affecte le sentiment d'être utile qu'a l'électeur est le nombre d'options qui s'offrent à lui. Plus ce nombre est restreint, comme dans le cas d'un référendum, plus

le vote individuel est dilué dans la masse. Les options qui s'offrent aux électeurs lors d'un scrutin provincial ou fédéral sont officiellement plus nombreuses, mais elles se limitent en fait à deux ou trois choix principaux. De plus, malgré les efforts soutenus des grands partis pour se distinguer les uns des autres, on sait très bien qu'ils doivent opter pour des positions centristes et modérées pour racoler la masse et avoir des chances d'être élus. De cette façon, « l'offre politique » réelle subit l'effet d'une force centripète qui aplanit les différences et donne l'impression de choisir entre bonnet blanc et blanc bonnet.

Donc, « l'utilité » du vote individuel est plutôt un sentiment ou une impression qu'une réalité. Plus le nombre de votants est grand, plus l'incidence du vote individuel est diffuse et moins l'impression d'utilité est importante. Il ne serait pas normal qu'un seul vote puisse tout faire basculer, et il ne faudrait pas aller jusque-là pour donner aux électeurs un sentiment d'utilité. Mais à l'inverse, l'évolution rapide des moyens de communication et des techniques d'analyse statistique, jumelée à la stagnation du système politique — qui repose davantage sur la tradition que sur l'innovation —, crée un important décalage qui rend le vote presque caduc. Outre la taille de l'échantillon et les méthodes de collecte de données, la différence entre un sondage et une élection est le caractère officiel de cette dernière. Techniquement, on pourrait remplacer un scrutin par un important sondage officiel et obtenir pratiquement le même résultat. Évidemment, une telle opération souffrirait d'un grave déficit de légitimité.

Une nouvelle culture politique ?

Les grands principes qu'on évoque afin d'inciter les jeunes à exercer leur droit de vote sont systématiquement battus en brèche par l'expérience concrète d'un scrutin. À l'instar du scientifique qui modifie sa théorie à mesure qu'il découvre des preuves empiriques

qui la contredisent, le citoyen compare les principes qui le motivent à déposer son bulletin dans l'urne à ses observations qui lui suggèrent le manque de sérieux et d'utilité du geste. Ainsi, pour continuer à voter, on doit lutter contre l'évidence de l'expérience en s'accrochant à des principes de plus en plus distants de la réalité. Il faut être en mesure d'accepter une certaine dissonance cognitive. Non seulement les principaux partis n'offrent-ils que des clones d'un projet politique édulcoré par les fins électoralistes, mais on renouvelle sans cesse l'image d'un système qui pourrait très bien se passer complètement des électeurs, si ce n'était de la délicate question de la légitimité. Et encore, on semble de moins en moins s'embarrasser de telles considérations.

Pourquoi ce constat entraîne-t-il l'abstentionnisme particulièrement chez les jeunes ? Les autres générations ne sont-elles pas elles aussi aux prises avec les mêmes contraintes ? Ne sont-elles pas en butte à la même réalité ? Les jeunes ne possèdent pas la culture politique de leurs aînés. Ces derniers l'ont acquise à une époque où les effets pervers du système électoral qui se manifestent actuellement n'apparaissaient pas de façon aussi flagrante. Aujourd'hui, ils sont conscients des contradictions inhérentes à l'exercice du droit de vote, mais cette pratique est ancrée de façon tellement viscérale dans leur culture que, de leur point de vue, l'abstentionnisme relève pratiquement de l'hérésie. Les jeunes, quant à eux, n'ont pas la Foi. Après les valeurs de la religion, ce sont celles des valeurs politiques qui n'ont pas résisté à la succession des générations. Les aînés n'ont pas réussi à transmettre la croyance fondamentale qu'ils entretiennent à l'égard du système politique.

Dans ce contexte, quel avenir peut-on envisager pour nos institutions politiques ? Seront-elles abandonnées et désertées par de nouvelles générations qui n'auront jamais connu l'importance

de la vie politique ? Si les scénarios les plus alarmistes semblent irréalistes, il faut envisager une transformation de nos institutions politiques pour contrecarrer cette tendance inquiétante. Aujourd'hui, le seul vrai message qu'on peut envoyer par son vote est celui de la défection. En votant, même pour le candidat d'un tiers parti, on cautionne le système politique actuel dans tous ses excès et ses effets pervers. On conforte et on encourage un système qui ne voit pas la nécessité de se renouveler. Il est plutôt temps de se sortir la tête du sable, de regarder la nouvelle réalité politique telle qu'elle est, et d'agir en conséquence pour provoquer les changements nécessaires.

Les débats entourant l'introduction d'éléments de représentation proportionnelle dans notre système électoral sont le fruit d'un déficit de légitimité. Ce n'est qu'en s'abstenant de voter qu'on peut provoquer un malaise, qu'on peut déranger la classe politique au point qu'elle comprenne la nécessité de se soucier de l'opinion de la population. Nos structures politiques sont des archaïsmes hérités d'une époque radicalement différente dans laquelle nous vivons sur bien des plans. Alors que la science, la technologie, les moyens de communication, etc., ont évolué de façon fulgurante, le domaine politique stagne et peine à intégrer les innovations qui lui permettraient de s'ajuster au contexte actuel. Pour bien des jeunes, la politique est le jeu d'une époque révolue, d'un autre monde. Il est temps de recommencer à réfléchir, de cesser de voir la démocratie telle que nous la connaissons comme un système achevé et immuable. Si on veut vraiment inclure les jeunes dans la vie politique, il est temps de réconcilier les principes avec la réalité, il est temps d'imaginer la politique du XXIe siècle.

Votons-nous en citoyens... ou en consommateurs ?

PAR DANIEL BRETON

Connaissez-vous Laure Waridel ? Fondatrice d'Équiterre, elle est impliquée dans la conscientisation écologique et l'économie équitable comme peu de gens le sont. Elle a toujours fait la preuve qu'elle a le courage de ses convictions et ceux qui la connaissent ont beaucoup de respect pour elle, qu'ils soient ou non d'accord avec ses idées. Une de ses affirmations les plus connues est la suivante : « Acheter, c'est voter ».

Que veut-elle dire par là ? Je vais essayer d'interpréter cette petite phrase de la façon la plus fidèle possible. Selon Laure Waridel, être conscients de nos choix en tant que consommateurs est primordial si nous voulons nous comporter en citoyens responsables. Ainsi, une fois connues les conditions sociales et écologiques dans lesquelles les produits de consommation dont nous avons besoin sont fabriqués, agissons de telle sorte que notre demande (dans une logique d'offre et de demande) se porte sur les

produits les plus respectueux des gens et de l'environnement et, si possible, provenant du domaine de l'économie équitable.

Ainsi, selon elle, la demande, augmentant pour ces produits, fera en sorte qu'en toute logique, les grandes industries s'y ajusteront et commenceront à fabriquer ce genre de produits, cela sans oublier le fait qu'ainsi de petites entreprises locales pourront elles aussi s'épanouir en créant des emplois de qualité.

Sera-ce alors vraiment le cas ? À mon avis, oui et non.

À l'heure actuelle, un des principaux problèmes auquel font face les gens qui veulent en informer d'autres est l'ampleur des moyens de communication (ce mot est en fait un euphémisme qui veut de plus en plus dire désinformation) dont disposent les grandes entreprises et les gouvernements. Ainsi, si comme Richard Desjardins vous dénoncez la déforestation, comme Michel Gauthier, les minicentrales hydroélectriques ou comme Hugo Latulippe, les mégaporcheries afin d'interpeller les citoyens, la première riposte des compagnies et des gouvernements sera de démentir les faits, de discréditer les personnnes ayant soulevé le problème et ensuite, si les mesures précédentes n'ont pas eu l'effet voulu, d'organiser une campagne de publicité afin de démontrer le sens des responsabilités et la probité des compagnies et des administrations.

Donc, dans un tel contexte, que penser de la phrase de Laure Waridel ? Sommes-nous des consommateurs plus responsables lorsque nous votons par notre consommation ?

Dernièrement, la vérificatrice générale du Québec a sévèrement blâmé le ministère des Ressources naturelles pour son « laxisme » dans la gestion de l'exploitation forestière. Mais...

n'était-ce pas réglé, avec les interventions de Richard Desjardins, le nouveau projet de loi, l'engagement renouvelé du ministre envers l'environnement, les pubs télé des compagnies forestières?

Quoi? Nous aurait-on... menti?

Ainsi donc, Waridel aurait-elle tort? Est-ce donc impossible de voter par nos achats? Je ne crois pas. Je crois plutôt qu'il est possible d'influencer l'offre de manière à rendre les entreprises plus responsables, mais il faut aussi être conscient que cette influence a ses limites : d'abord, parce que certaines compagnies vont déployer le maximum d'efforts pour faire plus de profits, et que la responsabilisation n'est pas souvent payante dans notre système actuel; ensuite, parce qu'il y a nombre de produits ou de services sur lesquels nous ne pouvons pas agir à travers notre consommation. Que pouvons-nous exiger, en tant que consommateurs d'électricité, de voyages en avion, de services chirugicaux, et même en matière de recyclage, de déneigement, de gestion de l'eau, etc.?

Alors, si nous ne pouvons pas influencer certains domaines ou entreprises par nos achats, comment le faire? Quelques-uns prétendent que la privatisation de certains services permettra à la compétition — comme dans tout secteur déréglementé — de s'effectuer de façon naturelle, selon les lois du marché. Or, la réalité s'est avérée tout autre dans nombre de cas. Ainsi, la privatisation de l'électricité, de l'eau et des services de santé ne s'est pas révélée bénéfique, dans la majorité des cas où on l'a appliquée, pour une majorité de gens.

Après ce bref aperçu sur les obstacles à la consommation responsable, revenons un instant sur la phrase « Acheter, c'est voter ».

Lorsque Laure Waridel la prononce, elle sous-entend que nous pouvons nous responsabiliser à travers notre consommation. Et pour cela, nous devons prendre la peine de nous informer, car nous n'en avons pas, apparemment, toujours le temps, débordés que nous sommes de nos jours.

Ensuite, elle nous propose d'acheter nos produits dans des endroits où se pratique le commerce équitable. Malheureusement, ce commerce est absent des grands marchés dont l'intérêt n'est pas de nous responsabiliser, et il existe encore trop rarement en dehors des centres-villes.

Finalement, il faut souvent faire un effort monétaire pour obtenir ces produits et services qui sont souvent plus chers, car leurs prix tiennent compte des frais environnementaux et sociaux qui devraient être inclus dans le prix de vente des produits et services des grandes entreprises, mais qui ne le sont pas. Enfin, pas tout de suite... Nous les payerons tout simplement plus tard, collectivement.

Bref, Laure Waridel nous demande de ne pas tomber dans la facilité. N'est-ce pas là un message qui va à l'encontre de l'air du temps ? N'entendons-nous pas que tout doit être facile, sans effort, « Ne payez pas avant »... et toutes offres du même acabit ? Oui, c'est un message difficile à faire passer dans le tourbillon consumériste actuel, mais néanmoins un message essentiel, car nous ne sommes pas des moutons qui vont gober tout ce qu'on leur propose, mais des êtres humains qui agissons en fonction de notre jugement et de nos valeurs.

Est-ce que voter, c'est acheter ?

Mon premier réflexe serait de répondre oui. De nos jours, les partis politiques traditionnels ont des moyens de communication du

calibre et du même type que ceux d'une entreprise. Toutes les semaines, on entend parler de ces grandes entreprises et de leurs produits (leur plate-forme). Simples, faciles à comprendre, accrocheuses, les campagnes de publicité des grands partis sont pensées comme si nous étions en train de négocier une automobile ou un condo : un peu moins de taxes, un peu plus de services, un peu moins de crimes, pas d'effort, ne payez pas avant…

Je blague… à peine. Parce que nous pensons de plus en plus en fonction de nos intérêts à court terme, nous voulons savoir combien un vote pour tel ou tel parti nous rapportera tout de suite. Vais-je épargner 500 $, 1 000 $ l'an prochain avec eux? Il semble qu'on a oublié l'importance de l'investissement pour l'avenir. Laissez-moi vous mentionner un exemple.

Dernièrement, David Suzuki a fait état d'un dossier très révélateur de la façon dont les politiciens gouvernent. À l'époque du gouvernement Mulroney, une étude avait été commandée par le ministère de l'Environnement (sous la gouverne de Lucien Bouchard) afin d'évaluer les coûts d'une réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre. Or, on a découvert qu'on obtiendrait plutôt des gains de 15 milliards de dollars sur 20 ans! Le hic était qu'on devait faire un investissement de 5 milliards auparavant. L'étude a donc été oubliée, car c'aurait été un gouvernement subséquent qui en aurait profité. Et on n'allait pas expliquer cela aux citoyens. Comment leur dire que de bâtir pour l'avenir exigeait que tous se serrent la ceinture aujourd'hui? D'ailleurs, ils refuseraient sûrement! Les citoyens, on le sait, ne sont pas assez responsables ou intelligents pour comprendre cela. On a pourtant eu la preuve du contraire lorsqu'on leur a demandé la même chose afin de se débarrasser collectivement du déficit : ils ont été d'accord. Ils avaient compris la différence entre une dépense et un investissement. Serait-ce parce qu'on les a respectés et informés?

Pourquoi sommes-nous informés sur certains sujets et pas sur d'autres ? Poser la question, c'est y répondre. Parce qu'on a intérêt à nous cacher certains dossiers et d'autres pas. Et c'est dans le premier cas qu'on nous approche comme une compagnie approche ses clients : avec des slogans et des phrases accrocheuses. C'est alors que nous réagissons en consommateur. On nous donne du « fast-food thinking », ce qui fait que nous exigeons en retour des avantages tout aussi rapides, quitte à souffrir de brûlures d'estomac plus tard.

Donc, si nous voulons être responsables quand viendra le temps de voter, comme Laure Waridel nous invite à l'être quand vient le temps de consommer, il faudrait peut-être cesser d'agir en gens qui exigent tout, tout de suite pour pas cher (à la Wal-Mart), en consommateurs, et faire l'effort de nous informer, ensuite d'aller rencontrer des gens qui sont moins nombreux et plus difficiles à trouver que ceux des grands partis, et finalement de voter pour des gens qui ne vont peut-être pas nous être utiles tout de suite mais plus tard, comme ce que Laure suggère.

Un autre dossier dans lequel je suis impliqué à fond est celui d'Hydro-Québec et de ses projets de développement énergétique débridés. Bien qu'une élection ait eu lieu en 1962 sur la nationalisation de l'hydro-électricité afin de faire en sorte que nous, Québécois, puissions nous doter d'un outil d'émancipation démocratique et économique, cette société d'État nous traite aujourd'hui comme de simples consommateurs. Non seulement cette société ne donne-t-elle plus l'impression de nous appartenir, mais en plus ses dirigeants semblent vouloir se passer de nous ! Alors que la majorité des citoyens sont contre les centrales thermiques comme le Suroît ou Bécancour, des gens comme André Caillé, Thierry Vandal ou Sam Hammad nous mentent, nous traitent avec condescendance et cherchent à nous faire passer pour des illuminés parce que

nous n'avons pas une vision consumériste et productiviste comme la leur. Car notre mal est là : nous nous comportons comme des citoyens, ce qui est intolérable pour les gens d'affaires qu'ils sont.

Le message qui sous-tend tout cela est : « Que c'est détestable, la démocratie, quand les gens s'en servent… Ça irait tellement mieux et plus vite s'il n'y avait plus de citoyens ; que des clients ! » Quant aux dirigeants, ils vivent le paradoxe d'apprécier les gens éduqués, mais éduqués seulement à ce qui fait leur affaire et qui ne remet pas la société en question. C'est là que les libéraux veulent nous emmener.

Je constate un déficit démocratique croissant. Et il faudra, à mon avis, renverser cette tendance si nous ne voulons pas perdre tout contrôle sur notre avenir collectif. Que cela se fasse dans la rue ou par les urnes, nous y avons tous une part de responsabilité. Je m'implique au deux niveaux et je suis à la fois atterré par l'ampleur du travail et encouragé par l'éveil que je perçois.

Permettez-moi une petite parenthèse sur l'avenir de la politique au Québec. De nouveaux acteurs sont apparus dans le paysage politique :

- L'Union des forces progressistes (UFP) ;
- Option citoyenne, avec qui nous allons entrer en discussion sous peu afin de voir leur réelles intentions ;
- et nous, les Verts, qui tentons de faire de notre mieux malgré notre inexpérience. Mais une chose est sûre pour nous, l'essor d'un nouveau parti passera par trois critères : 1) Les idées, pertinentes et cohérentes ; 2) l'intégrité, denrée rarissime ; 3) la citoyenneté que nous devrons contribuer à développer chez nous comme ailleurs.

Quant aux trois autres partis, je les trouve pitoyables. Spécialement le PQ. Il fallait être à l'Université du Nouveau Monde pour se rendre compte à quel point il est déconnecté des nouvelles réalités.

* * *

Dès maintenant, agissons en gens responsables aussi bien dans la consommation que dans la politique si nous voulons que notre situation et celle de nos descendants s'améliorent. Il est plus que temps de cesser de nous penser simplement en consommateurs ; nous valons bien plus que cela.

Nombre de gens pensent encore que leur bonheur passe par la consommation et que les politiciens sont là pour agir et nous servir sans que nous ayons à faire d'efforts. Nous nous sommes déresponsabilisés ; il est temps de nous reprendre en main.

Soyons donc à la fois des consommateurs et des citoyens responsables, sinon c'est notre avenir à tous que nous hypothéquerons.

D'abord solidaires, un réseau d'éducation populaire et de repolitisation

PAR JACQUES FOURNIER

Le destin, il faut le prendre à la gorge.

BEETHOVEN

Cet article se propose d'analyser l'évolution du collectif D'abord solidaires (DS) depuis sa création, de le situer dans le mouvement des changements sociaux et de présenter ses perspectives d'avenir. Le texte prendra parfois une couleur locale, concrète, pour vous parler du fonctionnement du collectif longueuillois DS et pour situer mon cheminement politique personnel. Enfin, on y présentera sommairement quelques organismes qui agissent de façon non partisane dans le même sens : d'une part, le Réseau de vigilance, qui regroupe des syndicats et des organismes — tandis que DS réunit des individus —, et d'autre part, l'Institut du Nouveau Monde lancé par Michel Venne.

DS, c'était au départ, en janvier 2003, un collectif non partisan d'éducation populaire et de repolitisation créé à l'initiative de Françoise David et d'autres personnes, dont Lorraine Guay, François Saillant et Manon Massé, pour contrer la montée de la droite, et en particulier celle de l'Action démocratique du Québec (ADQ), parti qui avait le vent dans les voiles à la fin de l'année 2002.

DS, à l'automne 2004, c'est toujours un collectif non partisan d'éducation populaire et de repolitisation, dont la porte-parole principale est actuellement Lorraine Guay, depuis que Françoise David et la majeure partie du groupe initiateur ont choisi de consacrer leurs énergies au groupe Option citoyenne qui vise la création d'un parti politique, possiblement en union avec les partis progressistes existants. Le collectif DS continue sa mission initiale et a maintenant dans sa mire principalement le gouvernement libéral-conservateur de Jean Charest.

La naissance de D'abord solidaires

Janvier 2003 : la montée de l'ADQ, qui a atteint jusqu'à 40 % des intentions de vote dans les sondages, inquiète les progressistes. Une vingtaine de personnes, à l'instigation de l'ancienne présidente de la Fédération des femmes du Québec, Françoise David, se constituent en collectif et publient un Appel cosigné par une soixantaine de personnes[1]. Le mot-clé : il faut travailler au bien commun[2]. Il faut œuvrer à repolitiser[3] la société. On doit faire en sorte de redonner aux citoyens et citoyennes le goût de suivre l'actualité politique, d'en discuter ensemble et de ne pas y voir que des magouilles. On doit convier de nouveau les gens à s'impliquer en politique, que ce soit de façon

1. www.dabordsolidaires.ca
2. Riccardo Petrella, *Le bien commun, éloge de la solidarité*, Bruxelles, Labor, 1996.
3. Les mouvements sociaux ont toujours manifesté un niveau de politisation important. Mais une dépolitisation a été observée chez de nombreux électeurs au cours des dernières années.

partisane ou autrement, dans les mouvements citoyens. Il faut contrer le discours de la droite, qui prétend que nous payons trop d'impôts, que les services publics doivent être diminués et que les citoyens et citoyennes seront capables de se payer individuellement les services que le secteur public ne rendrait plus. Enfin, on doit développer l'imaginaire politique et chercher à « faire de la politique autrement ».

Comment DS définit-il le bien commun? « Le bien commun, c'est la terre, patrimoine commun de l'humanité. C'est le respect des droits fondamentaux, individuels et collectifs, inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, les diverses conventions et protocoles internationaux et nos chartes québécoise et canadienne. C'est l'ensemble des valeurs, règles et institutions qu'une société se donne pour assurer le bien-être de toutes et tous. Le bien commun, c'est le phare qui permet de débusquer les exclusions et l'outil qui permet de retisser les liens sociaux brisés. C'est la richesse commune d'une société. Il nous appelle à avoir le sens de l'autre, il nous convie à l'action et à l'engagement pour la justice, l'égalité en droit et en fait, la solidarité et la liberté » (texte de l'Appel).

Lors de sa création, pour s'enraciner davantage et augmenter la diffusion de ses idées, DS lance un projet de mise sur pied de collectifs locaux ou régionaux. Des militants et militantes dans une vingtaine de villes ou régions répondent à l'invitation. DS crée un site Internet sur lequel sont présentés des textes, entre autres une substantielle analyse des programmes des partis politiques en vue des élections québécoises d'avril 2003.

Le collectif longueuillois DS

Mon implication personnelle dans DS s'est réalisée particulièrement au sein du Collectif longueuillois. Ce collectif réunit quinze à vingt personnes, tous les mois depuis 18 mois, lors d'un 5 à 7, au deuxième étage d'une taverne du Vieux-Longueuil. On y retrouve

des personnes actives dans des groupes communautaires, des syndicalistes, des retraités, des jeunes, ainsi que des citoyens et citoyennes non engagés dans une organisation. L'atmosphère est très conviviale. Il ne s'agit pas de se convaincre les uns les autres de quoi que ce soit. On y trouve des personnes qui appuient le Parti québécois, l'Union des forces progressistes (UFP), Option citoyenne, le Bloc québécois, le NPD, etc. On y discute de la conjoncture, on y échange des analyses, on y élabore des moyens d'appuyer telle lutte locale ou nationale, on s'y remobilise, on examine ensemble comment appuyer l'un ou l'autre des membres du Collectif dans ses pratiques d'éducation populaire, comment chacun peut, dans son milieu, pousser la réflexion politique, etc.

C'est une formule peu onéreuse de rencontre, qui contribue à soutenir et à stimuler les militants et militantes, fortement impliqués dans leur travail communautaire et souvent à bout de souffle, dispersés dans plusieurs luttes.

Dans *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent,* Jean Ziegler décrit ainsi le style des mouvements de la nouvelle société civile : « Toute hiérarchie entre eux est bannie. Ils détestent la standardisation — du langage, des méthodes de lutte ou d'analyse — et l'uniformité. Leurs militants sont des passionnés de l'échange d'idées, du dialogue constant. Leur ennemi commun : le monolithisme »[4]. Cela décrit bien, je crois, l'atmosphère de DS Longueuil.

Trois options

Le collectif initiateur national avait prévu qu'après les élections d'avril 2003, se poserait la question de l'avenir de DS :

4. Fayard, 2000, p. 310. Ziegler reconnaît six fronts de la nouvelle société civile : les organisations ouvrières et syndicales, les mouvements paysans, celui des femmes, les peuples autochtones, les écologistes et les mouvements multisectoriels (comme ATTAC et d'autres) (p. 300).

doit-il demeurer un collectif non partisan ? Doit-il se transformer en parti politique ? Y a-t-il d'autres voies d'action pour l'avenir ?

Pour en décider, un grand rassemblement a été organisé à la fin de novembre, à l'intention de toutes les personnes qui s'étaient impliquées, localement ou nationalement dans les mois précédents, au sein de DS. Les 28, 29 et 30 novembre, environ 275 personnes se sont réunies à l'Université de Montréal pour examiner trois propositions, qui ont finalement été retenues toutes les trois, parce qu'on recherchait une approche gagnant-gagnant : on avait convenu de respecter les façons différentes de s'engager sur le plan politique et même, de favoriser la diversité des lieux et des modalités d'implication. Parmi les trois options, deux sont non partisanes et une est partisane :

1. **L'option mouvement/réseau.** DS continue comme réseau non partisan. Il y a place pour un réseau de personnes qui veulent analyser ensemble la conjoncture politique d'un point de vue progressiste, débattre des orientations possibles et appuyer ou lancer des actions locales ou nationales en vue d'un changement social. Une soixantaine de personnes ont participé à l'atelier mettant cette option en avant. L'option non partisane, c'est le pari qu'il y a *d'autres façons de faire de la politique* que celle que pratique la politique partisane, en particulier au sein des mouvements sociaux. Un mouvement citoyen fort est important pour mettre la pression sur les partis politiques, aussi progressistes soient-ils.

   Voici un extrait des bases politiques sur lesquelles les partisans de cette option se sont entendus : « Nous voulons retrouver le sens du politique, le revaloriser,

le légitimer et en faire l'axe principal de notre action. Il existe un impérieux besoin de pluraliser les lieux du politique et du pouvoir. La prise de pouvoir ne constitue pas le seul mode d'action politique. DS veut être un lieu où l'on peut réfléchir, débattre, échanger, délibérer librement, en toute indépendance d'esprit sur ce qui constitue l'intérêt public. DS veut contribuer à revaloriser la délibération politique comme un des outils essentiels de la démocratie ».

2. **L'option dite libertaire.** Cette option favorise l'action locale et l'autogestion et s'inscrit dans la tendance anarchiste. Pour les tenants de cette approche, il ne faut pas perdre son temps à vouloir conquérir le pouvoir au niveau national mais plutôt travailler à changer les choses et les mentalités à la base, localement, dans de petites unités. Sa porte-parole principale est Anna Kruzynski, titulaire d'un doctorat conjoint Université McGill-Université de Montréal, professeure et engagée dans le quartier Pointe-Saint-Charles à Montréal. Environ 25 personnes ont participé à l'atelier sur l'option libertaire.

3. **L'option partisane.** Son objectif est de créer un parti féministe, de gauche, écologiste, altermondialiste et pacifiste, de préférence en faisant une démarche commune avec l'UFP et les Verts. Cette option promeut l'idée que la prise du pouvoir politique, par un parti, permet réellement de changer un certain nombre de choses et qu'il ne faut pas avoir peur de « se salir les mains », au sens positif de cette expression. Une centaine de personnes se sont impliquées dans cet atelier, à l'invitation de Françoise David. Au printemps 2004, Option citoyenne a vu le jour pour concrétiser cette perspective.

« On vit quelque chose d'extraordinaire », a dit Manon Massé, une des responsables du grand rassemblement, lors de la plénière du dimanche. En effet, au lieu de se déchirer pendant trois jours, conformément à la tradition qui a souvent marqué la gauche québécoise au cours des trente dernières années, les participants et participantes ont échangé entre eux, dans le respect et l'écoute, sur les tenants et aboutissants des trois options. L'ouverture d'esprit régnait.

Pour ma part, j'ai décidé de continuer à militer dans l'option mouvement/réseau, principalement pour deux raisons :

1) Tant que le mode de scrutin proportionnel n'est pas implanté au Québec, il est très difficile pour les tiers partis de faire élire des candidats ou candidates. C'est ce qu'illustrent, par exemple, les échecs antérieurs qu'ont connus des partis comme le Mouvement socialiste (MS), dirigé par Marcel Pépin, au début des années 1980 (l'échec du MS n'est cependant pas dû principalement au mode de scrutin : cela peut en être une des causes, mais peut-être pas la plus importante). Le gouvernement libéral de Jean Charest a fait savoir qu'il n'entendait pas mettre en vigueur un système proportionnel lors des élections de 2007, ce qui reporte les changements à 2011. De plus, le modèle actuellement mis en avant par le ministre Jacques Dupuis, chargé de la réforme électorale, est un avorton législatif qui ne s'attaque pas en profondeur au déficit démocratique[5].

2) Au moment du grand rassemblement de novembre 2003, l'option partisane n'a pas encore fait son lit concernant la nécessité de la souveraineté du Québec. Françoise David s'en

5. Cela dit, même lorsqu'il y aura un vrai mode de scrutin proportionnel et un parti politique de gauche crédible et bien enraciné, il restera beaucoup de place pour les organismes comme D'abord solidaires.

explique dans son ouvrage *Bien commun recherché*[6] : elle propose que le groupe Option citoyenne fasse le débat à ce sujet de façon à préconiser une position claire aux élections de 2007. Pour ma part, l'objectif de la souveraineté est une composante incontournable du programme d'un parti progressiste au Québec dans la conjoncture actuelle.

Le collectif longueuillois DS est demeuré actif après le grand rassemblement. La plupart de ses membres ont choisi l'option non partisane. Mais certains, qui ont adhéré à Option citoyenne, continuent tout de même à participer activement et dans la bonne humeur au Collectif longueuillois. Il est essentiel de garder le maximum de ponts entre les diverses composantes de la mouvance progressiste.

Des actions publiques de DS

DS a survécu à la perte de sa fondatrice et leader charismatique, Françoise David. Les leaders jouent un rôle important dans la mise en route et la diffusion de mouvements ou réseaux. Lorsque Françoise David a annoncé au noyau initial de DS qu'elle voulait, à l'automne 2003, faire le saut vers l'option partisane, certains membres qui favorisaient un réseau non partisan ont craint que ce ne soit la mort de DS. Mais le grand rassemblement de novembre 2003 a préservé l'avenir des deux (et même des trois, comme on l'a vu plus haut) options. Pour assurer de bonnes chances de continuité à l'option non partisane, il a été convenu que le nom de DS, le logo, le local, le numéro de téléphone, le site Internet, la liste des sympathisant(e)s demeureraient aux mains de l'option non partisane. Quelques mois plus tard, pour éviter toute confusion, les tenants et tenantes de la création d'un parti unifié ont pris le nom d'Option citoyenne.

6. Éditions Écosociété, 2004, 109 p.

Depuis le grand rassemblement de novembre 2003, le collectif national DS n'a pas chômé. Il a tenu une assemblée de « refondation » le 31 janvier 2004. Il a participé à la pseudo-consultation prébudgétaire du ministre Séguin, en y présentant un mémoire dénonciateur des politiques néolibérales. Le 14 avril 2004, il a pris l'initiative de publier une annonce d'une pleine page dans *Le Devoir,* avec plus de 700 signatures, pour dénoncer les reculs sociaux élaborés par le gouvernement Charest. Sur son site Internet, il a publié une analyse comparative des programmes des partis politiques en vue des élections fédérales de juin 2004 (un autre travail de moine). Divers textes d'analyse y sont également proposés de façon régulière. Plusieurs chantiers de réflexion (comités de travail) y sont à l'œuvre : sur la participation politique, le contrat social et sur l'État. DS fonctionne de façon modeste au niveau national et s'appuie, comme nombre de groupes communautaires, sur l'implication de ses membres. Une double « permanence militante » à temps partiel y œuvre depuis l'été 2004[7] (de janvier à novembre 2003, DS avait deux personnes à temps complet à la « permanence », soit Françoise David et Manon Massé). Sans bénévolat militant, DS ne fonctionnerait tout simplement pas. La porte-parole principale, Lorraine Guay, est une militante féministe expérimentée, bien enracinée dans le milieu, chaleureuse, qui a également l'art de faire comprendre les enjeux et de proposer des perspectives d'action stimulantes.

D'abord solidaires : un mouvement ? un réseau ?

DS est-il un mouvement ? Je dirais plutôt que DS et *un réseau de personnes qui s'inscrivent dans un mouvement social visant des changements progressistes.* Il me semble que l'on devrait réserver l'appellation « mouvement » à des composantes plus larges : le mouvement ouvrier, le mouvement étudiant, le mouvement

7. DS a reçu une petite subvention d'une fondation, qui permet en gros l'embauche de ressources humaines pour l'équivalent de quatre jours par semaine.

pacifiste, celui des femmes, celui des écologistes, etc.

Le défaut, si l'on peut dire, d'un modeste réseau comme DS est de courir plusieurs lièvres à la fois : la lutte contre l'oppression des femmes, la place de l'État et des services publics, le respect de l'environnement, etc., DS n'est pas spécialisé. Rien de ce qui est progressiste ne lui est étranger. Il veut s'approprier toutes les causes : la santé accessible, l'éducation pour toutes et tous, le développement international solidaire, la paix dans le monde, etc. En même temps, ce défaut n'en est pas un vrai, car il est important de faire des liens entre les changements visés dans tous les secteurs de la société, parce que ces secteurs sont reliés. Les gains dans une lutte aident souvent à l'avancement des autres luttes. Dans ce contexte, DS risque de susciter de l'intérêt chez des militants et militantes qui sont déjà engagés dans un dossier plus sectoriel et qui désirent faire des liens entre les divers champs d'action de la transformation sociale.

De quelles classes sociales les militants de DS proviennent-ils et quels intérêts de classe veulent-ils promouvoir? Claus Offe et Alberto Melucci distinguent les anciens des nouveaux mouvements sociaux par le fait que ces derniers se fondent principalement sur les nouvelles couches moyennes. « Celles-ci travaillent dans les secteurs des technologies de pointe axées sur l'information, dans les services à la population et dans le secteur public; elles bénéficient d'un niveau d'instruction élevé et d'une sécurité économique relative. Elles ont une *connaissance de classe* mais pas de *conscience de classe.* Ainsi, leurs revendications, plus universalistes, sont largement détachées des spécificités de classe »[8].

8. Isabelle Talbot-Fournier, « DS : cheminement et perspectives d'avenir d'un mouvement social québécois », travail présenté en science politique à l'UQAM, janvier 2004, section résumant, entre autres, la pensée de Claus Offe, *Les démocraties modernes à l'épreuve*, Paris/Montréal, L'Harmattan, 1997. Texte déposé en tribune libre sur le site de DS.

Cette analyse rejoint celle du militant Jacques B. Gélinas qui, lors d'un débat à Longueuil le 26 janvier 2004, faisait le constat que la nouvelle gauche est peut-être plus proche de la classe moyenne que du prolétariat, comme c'était le cas des mouvements de gauche il y a de nombreuses années[9]. Il n'y a pas de modèle prêt-à-porter pour cette nouvelle gauche.

Les nouveaux mouvements sociaux dessinent une nouvelle configuration : « En réponse à la gestion autoritaire du social et à l'intervention des politiques sociales, les mouvements défendent leur autonomie en favorisant l'émergence de nouveaux espaces publics. Par conséquent, les rapports entre les mouvements sociaux et le politique représentent une nouvelle tendance : les mouvements ne veulent pas conquérir le pouvoir d'État et en arriver à une transformation radicale de la société ; ils veulent plutôt ouvrir le débat sur les enjeux et les processus de décision qui élargissent les voies de la démocratie »[10].

Les mouvements sociaux sont aussi des laboratoires de nouvelles pratiques sociales qui influencent le politique en ce qu'ils forcent les décideurs à modifier les orientations des politiques et des programmes ou même à légiférer en faveur d'une société plus égalitaire et inclusive (par exemple : la coalition pour la reconnaissance des conjoints de même sexe, la politique de la santé mentale, les orientations en matière de violence domestique, etc.).

Qui est donc le membre typique de DS ? C'est une personne qui veut réfléchir, échanger avec d'autres et agir, sans grille politique partisane commune, grille qui force parfois à utiliser la langue de bois et oblige à l'occasion à laisser son esprit critique

9. « Améliorer l'ancien ou faire éclore le nouveau ? », Journal communautaire *Point Sud*, Longueuil, 17 février 2004.

10. Isabelle Talbot-Fournier, *op. cit.* citant Louis Maheu et David Descent, « Les mouvements sociaux : un terrain mouvant », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 3 n° 1, printemps 1990, p. 21-28.

au vestiaire (pour ne pas nuire à la Cause, bien sûr), surtout lorsque le discours ne se renouvelle pas et ne se rafraîchit pas. (Cette remarque ne vise pas à dévaloriser le choix des personnes qui font de la politique partisane ; elle veut seulement illustrer la diversité des modes d'engagement et leurs motivations). Il n'est pas facile de recruter cette personne, car elle consacre déjà une partie de son temps libre à des engagements sociaux.

Michel Venne, chroniqueur au *Devoir* et directeur du récent Institut du Nouveau Monde (INM), lors d'une intervention au Centre Saint-Pierre le 4 février, nous entretenait des moyens d'élargir l'engagement citoyen. Pour lui, il faut « réunir les gens non encore engagés, qui n'ont pas la fibre contestataire, mais qui ont une conscience sociale ». Il y a là un argument pour recruter tant à DS qu'au nouvel INM qu'il vient de lancer.

Une explosion d'initiatives rassembleuses

Ce n'est pas sans raison que plusieurs initiatives citoyennes sont nées presque simultanément, au cours de la dernière année, pour dynamiser le mouvement social progressiste au Québec. La montée de la droite et les avancées du néolibéralisme ont secoué une certaine léthargie et favorisé, dans certains cas, une radicalisation. Je mentionne deux exemples : le Réseau de vigilance et l'Institut du Nouveau Monde.

Le Réseau de vigilance[11] a vu le jour au début de l'automne 2003 pour contrer les politiques désastreuses du gouvernement Charest. Il réunit plus de 60 grands regroupements tant syndicaux que communautaires à l'échelle du Québec. Les mouvements étudiant, féministe et écologiste y sont fortement présents. Le Réseau de vigilance a pris l'initiative d'une importante manifestation le 21 octobre 2003 à Québec, lors de la rentrée parlementaire, pour

11. www.vigilance.cam.org

« sonner l'alarme », et d'une autre le 14 avril 2004, pour marquer le triste premier anniversaire de l'élection du gouvernement libéral-conservateur. Ses nombreuses manifestations, en conjonction avec le mouvement syndical et les groupes communautaires, ont harcelé le gouvernement à l'hiver 2004, dans le but d'empêcher l'adoption de projets de loi socialement rétrogrades. Il a produit plusieurs analyses costaudes de la conjoncture. DS a été l'un des principaux organismes initiateurs du Réseau de vigilance. L'une des porte-parole actuelle du Réseau (l'autre étant Serge Roy) est incidemment la porte-parole principale de DS, Lorraine Guay.

L'Institut du Nouveau Monde[12] est « un institut indépendant, non partisan, voué au renouvellement des idées et à l'animation des débats publics au Québec. L'INM veut inspirer l'émergence de solutions novatrices aux problèmes du Québec contemporain, société de petite taille, pluraliste mais de langue française, profondément enracinée dans les Amériques, qui souhaite continuer à se développer dans un contexte de mondialisation marqué par l'incertitude et le changement. L'INM œuvre dans une perspective de justice sociale, de respect des valeurs démocratiques, et dans un esprit d'ouverture et d'innovation. Retrouver le goût de l'avenir, relancer l'imaginaire, aider les décideurs à décider mieux, dessiner les contours du Québec dans lequel nous voulons vivre demain, déterminer ce qui doit être fait pour répondre aux aspirations d'une société progressiste, juste, démocratique et pluraliste : voilà l'essence de la mission de l'INM ». C'est ainsi que Michel Venne présente l'INM.

Cet organisme propose, entre autres, des débats-rencontres et une université d'été, l'Université du Nouveau Monde, ayant les 15-30 ans comme clientèle cible.

12. www.inm.qc.ca

Il y a des parentés idéologiques intéressantes entre DS, le Réseau de vigilance et l'INM. Il y a une convergence dans la volonté de démocratisation, de repolitisation et d'éducation populaire. Ce sont toutes des initiatives non partisanes et elles partagent des valeurs. DS et l'INM veulent rejoindre particulièrement les jeunes.

Comment repolitiser la société ?

Comment redonner aux citoyens et citoyennes le goût de s'intéresser à la politique, voire de s'y impliquer ? Le politologue Henry Milner propose des réflexions pertinentes à ce sujet[13]. Il compare certains indices au Québec, au Canada et en Europe, particulièrement en Scandinavie.

Il constate que les Québécois lisent moins de quotidiens (54 %) que les Canadiens (66 %), qu'ils lisent moins de livres (40 % contre 56 %) et qu'ils fréquentent moins la bibliothèque (18 % contre 28 %). Les pays européens, particulièrement ceux du Nord, présentent des pourcentages supérieurs à ces chapitres. Il observe que moins les citoyens s'intéressent aux affaires publiques et à la politique, plus l'État s'affaiblit au profit des autres pouvoirs au sein de la société. Enfin, il note que pour renforcer la « compétence civique », il faut agir simultanément sur plusieurs fronts : contrer le décrochage scolaire, combattre l'analphabétisme, travailler à renforcer l'école et l'éducation civique, etc.

Pour approfondir un peu cette question, on peut s'inspirer des réflexions de Jeremy Rifkin, dont le livre *L'âge de l'accès — survivre à l'hypercapitalisme* comporte une section qui traite

13. *La compétence civique — Comment les citoyens informés contribuent au bon fonctionnent de la démocratie*, Presses de l'Université Laval, 2004.

de l'éducation démocratique, aussi appelée éducation citoyenne ou civique : « Elle repose sur l'idée que les enfants et les adolescents apprennent mieux et plus si leur éducation n'est pas coupée de l'expérience quotidienne et s'inscrit dans les quartiers et les communautés au sein desquels ils vivent. [...] L'éducation civique est un mélange sophistiqué d'apprentissage traditionnel, de savoir théorique, de formation à la résolution des problèmes pratiques et d'initiation à la pensée conceptuelle systématique. [...] Les partisans de l'éducation civique estiment que l'accès au savoir disponible dans le cyberespace et les univers virtuels, s'il est incontournable et nécessaire, ne saurait remplacer l'accès au savoir et à la sagesse collectifs portés par les communautés territoriales »[14].

Perspectives

DS est un réseau citoyen à la fois en gestation et en processus d'expérimentation. En ce sens, les perspectives d'avenir de DS sont modestes tout en étant stimulantes. Elles sont modestes parce que ce n'est pas ce petit réseau de quelques centaines de personnes qui va, à lui seul, créer une nouvelle dynamique de repolitisation et de démocratisation au Québec. Mais DS peut apporter une contribution intéressante, en appui à d'autres acteurs. Les perspectives d'avenir de DS sont stimulantes parce que la présence des libéraux-conservateurs au pouvoir au Québec favorise et entretient la mobilisation. Au début de l'été 2004, le taux d'insatisfaction à l'égard du gouvernement Charest se maintenait autour de 65 %, ce qui est énorme après seulement 14 mois de pouvoir. Comme le disait Michel Venne lors de la soirée du 4 février 2004 au Centre Saint-Pierre dont on a parlé précédemment : « Il faut répandre la mauvaise humeur. Il faut exacerber l'agacement des gens à l'égard du gouvernement libéral ». L'organisateur

14. La Découverte-Boréal, 2000, p. 326.

communautaire américain Saul Alinsky disait qu'il faut frotter jusqu'au cœur la blessure du mécontentement. Bref, il faut entretenir la flamme du changement nécessaire, au niveaux fédéral, national et même municipal éventuellement.

Voici les défis de DS :

- recruter un plus grand nombre de personnes prêtes à s'impliquer dans un collectif local ou régional et, en corollaire, à bénéficier du soutien du collectif local, comme lieu de ressourcement ;
- structurer davantage le Collectif national, bien qu'il existe une tendance en faveur d'une structure légère ;
- continuer à lancer diverses initiatives mobilisatrices pour les membres, de concert avec les autres forces progressistes de changement.

Si la tendance se maintient, et en l'absence d'un mode de scrutin proportionnel, je serai de ceux et celles qui travailleront à bouter dehors le gouvernement libéral-conservateur de Jean Charest en 2007 et qui souhaiteront, sans enthousiasme débridé, la reprise du pouvoir par le Parti québécois. Mais même dans ce nouveau contexte, les motifs d'insatisfaction et de revendication des progressistes continueront à être nombreux, à en juger par le piètre bilan du gouvernement péquiste, particulièrement au cours du mandat de 1998 à 2003. L'action de DS demeurera alors très pertinente parce que le travail d'éducation populaire et de repolitisation, c'est une affaire de longue haleine et de souffle. Un marathon sans fin.[15,16]

15. Pour plus d'informations et pour vous impliquer, voir : http://www.dabordsolidaires.ca

16. Merci aux nombreuses personnes qui m'ont aidé à enrichir ce texte, notamment Nancy Guberman, Lorraine Guay, Jean Panet-Raymond, Yves Laneuville et Isabelle Talbot-Fournier.

Taupe ou caribou : la gauche et le Parti québécois

PAR GABRIEL GAGNON

Au moment où le Parti québécois, secoué par une course souterraine au leadership, tente de donner un contenu concret aux trois rapports issus de sa « saison des idées », il faut s'interroger sur son avenir et sur la pertinence des autres options politiques ouvertes à la gauche québécoise.

La saison des idées

La présentation à la fin d'août des rapports des chantiers de modernisation au Conseil national du PQ est passée plutôt inaperçue à cause des débats sur le processus d'accession à la souveraineté relancés par Jacques Parizeau et de l'ouverture par Pauline Marois d'une course au leadership marquée jusqu'alors par les hésitations feintes de Bernard Landry.

C'est à partir des délibérations suscitées par « la saison des idées » qu'aurait pu s'amorcer le renouvellement nécessaire

du programme du PQ. Pourtant, à lire les trois rapports proposés à la réflexion des membres en vue du congrès de juin 2005, on ne peut que ressentir une certaine déception.

« Pour un parti refondé »

Après un intéressant rappel de l'histoire du Parti québécois et une analyse claire du nouvel environnement national, fédéral et international où il devra dorénavant situer son action, les propositions du chantier ne semblent pas toujours aller dans le sens d'une plus grande démocratisation.

Créer au niveau national une commission politique forte risquerait de la mettre en conflit potentiel avec le conseil exécutif du parti dont la présence s'est peu fait sentir ces dernières années alors qu'au temps de René Lévesque, il constituait avec Sylvain Simard, Louise Harel ou Gilbert Paquet un contrepoids utile aux initiatives souvent improvisées du président. D'ailleurs, dans le rapport, il n'est nullement question, suivant l'exemple de la plupart des partis politiques, de distinguer les postes de leader et de président du parti, ce qui renforcerait l'autonomie de ce dernier.

Il serait intéressant, comme il est suggéré, de donner plus de contenu thématique aux conseils nationaux, beaucoup moins cependant de remplacer les organes décisionnels que sont les conseils régionaux actuels par de simples tables de concertation. Soumettre le choix d'un candidat aux élections à un comité où deux membres de l'exécutif local seraient contrôlés par un représentant régional et un délégué de l'exécutif national remettrait fondamentalement en cause le processus plus démocratique en vigueur jusqu'à maintenant.

Un autre sujet important n'est pas abordé : faut-il absolument que l'ensemble des membres participent directement au

choix du chef du parti? La procédure trop lourde et trop coûteuse en vigueur jusqu'à maintenant n'a-t-elle pas, sous des apparences de démocratie, empêché que la désignation de Lucien Bouchard et de Bernard Landry donne lieu à une véritable course conférant une plus grande légitimité à la personne élue?

« Se mobiliser pour le pays »

La suite à donner à ce rapport est particulièrement délicate au moment où les « purs et durs » du PQ, les « caribous », pensent pouvoir, par la vigueur de leurs convictions, trouver l'astuce nécessaire pour faire advenir le pays malgré les réticences de la majorité de la population.

Qu'il s'agisse d'une élection référendaire ou d'un référendum à date fixe pour approuver la constitution déjà élaborée d'un Québec indépendant, nous sommes plus près de l'astucieuse « cage à homards » jadis évoquée par Jacques Parizeau que de la transparence et de la démocratie véritables.

Quelles que soient nos convictions souverainistes, il faut bien admettre en effet que, gagné à 50 % des voix et des poussières, le référendum de 1995 aurait laissé bien peu de marge de manœuvre au premier ministre.

Plus susceptible de sauvegarder la démocratie tout en satisfaisant les souverainistes pressés, la proposition centrale du chantier sur le pays, l'engagement de tenir un troisième référendum dans la première partie d'un nouveau mandat éventuel du PQ, risque, en l'absence de « conditions gagnantes », de nous conduire à une nouvelle défaite, nous éloignant encore plus de la « victoire finale ». Si la tendance se maintient, il y a de bonnes chances qu'au prochain congrès les membres impatients imposent au parti cette démarche bien peu réaliste.

« Se donner un programme de pays »

Contrairement aux deux autres, ce rapport ne contient pas de recommandations formelles.

Sa principale préoccupation est de simplifier le programme du parti, trop lourd selon lui, et de le faire précéder d'une déclaration de principe claire et complète dont le contenu nous est soumis.

En souhaitant proposer à la délibération des membres, en vue du prochain congrès, un nouveau programme axé sur huit grands enjeux accompagnés de priorités d'action très générales, laissant aux futurs conseils nationaux l'élaboration d'une plateforme électorale plus précise, le rapport enlève aux membres de la base leur seul privilège important, celui de participer pleinement à la construction du programme de leur parti. Lorsqu'il est rigoureusement organisé dans les comtés, le processus de préparation d'un congrès constitue pour les membres, plus que les campagnes de financement, un excellent instrument de formation et de mobilisation.

Par ailleurs, même si le rapport du comité était accepté, on voit mal comment il pourrait être transformé rapidement en un projet de programme cohérent à soumettre dès maintenant aux assemblées de comtés, de régions et finalement au congrès national de juin.

Les enjeux dégagés, inégalement développés, distinguent de façon réaliste ce qui concernera la gestion gouvernementale courante de ce que pourrait permettre une éventuelle souveraineté. Les priorités en matière d'environnement et de mondialisation sont bien définies alors que sur la culture, la démographie et la démocratie de participation, le rapport présente peu d'idées

nouvelles. Assez curieusement, en matière de services publics, à la suite d'une très légère critique du manque de cohérence des derniers gouvernements péquistes en ce domaine, le rapport, laissant de côté les immenses problèmes du secteur de la santé, se contente de faire de l'éducation la priorité de l'avenir.

Les auteurs ont très peu à dire sur le rôle de l'État dans le développement économique : ils se préoccupent très peu, sauf en ce qui concerne les travailleurs atypiques, des nombreux reculs du syndicalisme et de la détériorisation de la condition ouvrière. Des politiques novatrices proposées lors du grand colloque du PQ sur la social-démocatie en 1997, le partage du travail, le revenu annuel garanti et l'économie sociale, sont à peine esquissées.

À la lecture de ce rapport, on voit bien mal comment il pourrait susciter ces idées nouvelles susceptibles de moderniser le programme du parti en lui conservant son orientation social-démocrate.

La course au leadership

L'excellent volume de Jacques B. Gélinas, *Le virage à droite des élites politiques québécoises* (Écosociété, 2003), montre bien comment, depuis sa campagne pour le libre-échange en 1987, bien rémunérée par le patronat, Bernard Landry s'est toujours fait le défenseur des multinationales et de l'économie de marché, faisant effectuer au PQ, comme ministre des Finances et premier ministre, le virage néolibéral des dernières années. On voit donc mal quelles idées nouvelles, quelle ouverture vers une véritable social-démocratie on pourrait attendre du prolongement de son leadership. Pourtant, paradoxalement, Landry semble le seul à pouvoir empêcher le congrès de 2005 de sombrer dans l'irréalisme et la fuite en avant de l'élection référendaire ou du référendum

anticipé. Par opportunisme, François Legault semble prêt à suivre toute majorité appréhendée sur cette question. Pauline Marois, dont le programme est le plus réaliste et le plus progressiste jusqu'à maintenant, aurait de la difficulté à résister à la vague de contestation des « caribous » qui faillit emporter René Lévesque au congrès de 1981 et mina le leadership de Pierre Marc Johnson et de Lucien Bouchard. Si le prochain congrès est dominé par la course au leadership et la question de l'accès à la souveraineté, on voit mal aussi comment le nouveau club politique associé au PQ, Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre (SPQ libre), qui semble pour le moment regrouper plus de chefs que d'Indiens, pourra y avoir une influence déterminante. L'expérience vaut sans doute la peine d'être tentée mais, sans changement de leadership, pourra-t-elle produire autre chose qu'une réparation des pires dégâts du gouvernement Charest ?

Préparer l'avenir quand même

Même si le manque d'intérêt réel des libéraux et le peu d'enthousiasme des représentants du PQ renvoient aux calendes grecques l'instauration de toute forme de représentation proportionnelle, il est extrêmement important qu'une véritable gauche demeure présente sur l'échiquier politique. Il faut continuer non seulement à rêver un « projet de pays », mais encore inventer un nouveau « projet de société ».

Option citoyenne, le mouvement politique fondé par Françoise David, présente dans son manifeste, *Bien commun recherché* (Écosociété, 2004), d'une façon beaucoup plus vivante et imagée que les rapports de « la saison des idées », les éléments d'une véritable politique de gauche, féministe et écologique : cette initiative pourra-t-elle favoriser la convergence des forces de gauche dispersées dans les partis, les organisations communautaires et les syndicats ? En s'alliant à l'Union des forces progressistes (UFP), le

mouvement de Françoise David pourrait ancrer un leadership incontestable dans des structures démocratiques susceptibles de mieux l'encadrer. Encore ici la question nationale risque d'être un obstacle difficile à surmonter. Faut-il absolument, pour être de gauche, soumettre toute action politique au combat pour une éventuelle souveraineté? Faudrait-il plutôt, comme l'ont suggéré des gens comme Judy Rebick et Pierre Beaudet, envisager d'autres options pour élargir l'adhésion à notre projet social? Comme le RAP (Rassemblement pour une alternative politique), précurseur de l'UFP, a dû y faire face à ses débuts, Option citoyenne devra bientôt s'attaquer à ce problème.

Le Parti vert, encouragé par le succès de son homologue canadien, devrait poursuivre sa route : loin des problèmes constitutionnels, il offre sans doute la meilleure vision de notre avenir à moyen et à long terme. Rien n'empêche cependant une future coalition, mieux réussie que lors des élections de 2003, entre le Parti vert et le nouveau parti de gauche en émergence.

La politique étant devenue l'art des possibles plutôt que le champ d'idéologies réductrices et suicidaires, les progressistes, comme la taupe légendaire, devront s'infiltrer partout, au PQ, dans les syndicats, dans les organismes communautaires, dans les nouveaux partis, dans les revues et les groupes de réflexion comme ATTAC, D'abord solidaires, l'Institut du Nouveau Monde ou les Amis du *Monde diplomatique*. C'est de cette façon que nous pourrons modestement mieux conjuguer identité, égalité, solidarité et démocratie.

LE 7 SEPTEMBRE 2004

2005 : naissance d'une véritable alternative politique, à gauche ?

PAR JACQUES PELLETIER

Souhaitée et parfois même annoncée à plusieurs reprises, sans doute de manière imprudente et prématurée, l'émergence d'une force politique de gauche articulée et crédible, capable de peser lourd dans le débat public, est demeurée jusqu'à maintenant une promesse vaine. En sera-t-il de même encore une fois aujourd'hui, au moment où cette espérance renaît, ravivée par quelques événements significatifs qui ont ponctué l'actualité politique au cours des derniers mois ?

Parmi ces événements, on notera plus particulièrement : la consolidation de l'Union des forces progressistes (UFP), issue elle-même de l'expérience du Rassemblement pour une alternative politique (RAP), créé en 1997, mouvement qui commence donc à s'inscrire dans la longue durée, ce qui représente en soi un progrès dans l'histoire d'une gauche sans véritable tradition, toujours renaissante et par cela même éphémère ; la fondation

récente d'Option citoyenne, animée notamment par Françoise David, personnalité connue et respectée, qui incarne une nouvelle sensibilité, imprégnée par les perspectives et les méthodes de travail des féministes ; l'affirmation des Verts exprimant, à travers une organisation proprement politique, les préoccupations citoyennes pour le développement durable et l'écologie ; la constitution, enfin, d'une « tendance » ou d'une « fraction », si l'on préfère, se définissant comme progressiste à l'intérieur du Parti québécois (PQ) et prétendant l'infléchir à gauche.

L'effervescence idéologique et politique liée à ces événements trouvera-t-elle au cours des prochains mois un aboutissement concret dans la mise sur pied d'un grand parti de gauche capable de fédérer ces diverses sensibilités et de créer un effet d'entraînement et de ralliement auprès des groupes sociaux agissant sur le terrain et des grandes centrales syndicales qui hésitent à s'engager dans le champ politique institutionnel déterminé et dominé par les partis ?

Avant d'aborder directement cette question dans la dernière partie de cet article, j'aimerais rappeler, fût-ce schématiquement et à très larges traits, l'histoire des tentatives effectuées naguère par la gauche québécoise pour constituer une telle alternative[1]. Cette évocation ne vise pas à produire une connaissance livresque, encore qu'elle serait défendable à ce seul titre sur le plan historiographique, mais à fournir des éléments pouvant aider à mieux comprendre les enjeux de la présente conjoncture. Ce qui permettra éventuellement d'y intervenir de manière conséquente si l'on désire vraiment contribuer à la naissance d'une authentique alternative, débordant l'espace clos délimité par les

1. Pour un aperçu davantage détaillé, on pourra se reporter au premier chapitre de mon essai, *La gauche a-t-elle un avenir ?*, Québec, Éditions *Nota bene*, 2000, p. 17-41.

excitations groupusculaires et irradiant largement dans l'ensemble du tissu social.

Les années 1960 : l'émergence d'une « nouvelle gauche »

Avant les années 1960, la gauche « politique » québécoise se retrouve pour une part au Parti communiste (PC) canadien, dont elle constitue une section provinciale. Présente dans certains secteurs syndicaux et dans divers milieux de l'immigration en provenance d'Europe où elle trouve en partie son membership, elle occupe une place très modeste sur l'échiquier politique institutionnel. On la rencontre aussi dans la section provinciale du Parti social démocrate (PSD) qui deviendra plus tard le Nouveau parti démocratique (NPD), organisation qui ne réussira pas non plus à s'imposer de manière vraiment significative dans le champ proprement politique. On la retrouve enfin dans l'aile réformiste du Parti libéral du Québec où elle défend une orientation s'apparentant sous certains aspects à la social-démocratie prônée par le PSD.

La gauche « sociale », elle, milite dans les syndicats, en particulier à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), ancêtre de la CSN, qui anime de dures luttes (dans les industries de l'amiante et du textile, en particulier) contre les patrons et le gouvernement qui les appuie, contrôlé par l'Union Nationale (UN) dirigée par Maurice Duplessis. Elle est aussi active dans certains secteurs militants de la FTQ, plus particulièrement dans les sections syndicales dites internationales présentes entre autres dans les mines, les ports et les chantiers de construction.

Entre ces deux gauches, il n'y a guère de relations. La gauche « sociale » intervient essentiellement sur le terrain des luttes syndicales et populaires, ses actions se situant rarement sur

le plan immédiatement politique, sauf à l'occasion de certains conflits qui, par les enjeux globaux qu'ils soulèvent, prennent une dimension sociale majeure qui interpelle les partis constitués, comme ce sera le cas lors de la grève de l'amiante en 1949. La gauche « politique », pour sa part, reprend les revendications traditionnelles du mouvement ouvrier — transformation révolutionnaire de la société pour le PC, réformes sociales et économiques pour le PSD — sans parvenir à opérer une réelle jonction, et encore moins une fusion, avec les militants des organisations syndicales et des groupes populaires.

Cette situation va évoluer et se transformer au tournant des années 1960 avec la montée d'une « nouvelle gauche » qui va émerger et se développer sur des bases différentes, en partie étrangères à la vieille tradition du mouvement ouvrier organisé. Celle-ci naît en effet dans le contexte inédit de la décolonisation, phénomène généralisé dans les pays sous le contrôle de l'impérialisme européen, puis américain, et qui trouve un prolongement singulier en sol québécois. C'est ainsi qu'un nouveau nationalisme s'affirme bruyamment avec, parmi d'autres manifestations, la création du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) en 1960. D'abord mouvement, le RIN se transforme en parti en 1963 et il se présente aux élections en 1966, ses candidats obtenant environ 10 % du vote. En 1968, enfin, le RIN procédera à son autodissolution au profit du Parti québécois créé cette année-là par René Lévesque.

Dans l'histoire de la gauche québécoise, l'expérience du RIN représente une étape importante. Ce parti réussit en effet à faire la conjonction, de manière convaincante, des revendications sociales propres aux mouvements progressistes et des aspirations nationalistes de larges secteurs de la société québécoise dans le cadre d'une problématique d'ensemble inspirée par les thèmes de

la décolonisation et d'un programme global de transformation politique et sociale. Le PQ, qui prend le relais en 1968, édulcorera la variable indépendantiste de ce projet, en la réduisant à la souveraineté-association, et en amoindrira le volet social en privilégiant les réformes d'orientation libérale davantage acceptables et acceptées par les forces politiques dominantes dont ses principaux fondateurs proviennent. Ce qui n'empêchera pas ce parti d'être perçu par plusieurs, au cours de ses premières années d'existence surtout, comme un parti de gauche, représentation lourde d'effets de brouillage qui auront tendance à se perpétuer jusqu'à et y compris la période actuelle.

Le RIN n'innove pas seulement sur le plan idéologique et programmatique. Il agit comme un parti « des urnes et de la rue », pour reprendre la qualification que l'UFP, aujourd'hui, aime bien s'attribuer. Il publie un journal d'information, *L'indépendance,* qui appelle également à l'action directe. Il organise des manifestations bruyantes, vigoureuses et violentes à l'occasion. Il participe aux élections, les considérant comme un moment important d'une vie politique qui déborde toutefois largement le champ institutionnel et parlementaire. Bref, à travers lui, la gauche politique connaît une première expérience prometteuse qui se termine cependant par un sabordement qui représente un incontestable échec.

En parallèle, et dans le sillage du RIN, la revue *Parti pris* est créée à l'automne 1963 par de jeunes intellectuels militants et des écrivains contestataires. Paul Chamberland, Pierre Maheu, Jean-Marc Piotte seront les principaux animateurs de ce nouveau courant qui trouve son inspiration d'une part chez les théoriciens de la décolonisation (Fanon, Memmi), d'autre part chez certains philosophes marxistes hétérodoxes (H. Lefebvre) et existentialistes (Sartre). La revue propose une analyse globale de la condition

québécoise, cette société souffrant selon elle d'une triple aliénation : économique, politique et idéologique, ancrée dans une triple dépendance à l'endroit des puissances financières, du pouvoir fédéral et du clergé local, et elle formule un programme politique révolutionnaire et totalisant que synthétise le mot d'ordre : indépendance, socialisme, laïcisme.

Parti pris va donner naissance l'année suivante à un éphémère Mouvement de libération populaire (MLP) animé notamment par Pierre Vallières, créateur de la revue *Révolution québécoise* deux ans plus tôt et qui rejoint alors le mouvement lancé par *Parti pris*. Les militants, influencés par celle-ci, vont se retrouver par ailleurs soit dans la tendance de gauche du RIN, animée notamment par Andrée Ferretti et Luc Racine, soit au Parti socialiste du Québec (PSD) animé par des militants syndicaux et dont Michel Chartrand est un dirigeant, soit dans le Front de libération du Québec (FLQ) pour les plus impatients d'entre eux, soit encore à la fin des années 1960 dans le Front de libération populaire (FLP). Durant deux ans, de 1968 à 1970, ce groupe, né dans le sillage de la tendance radicale du RIN, se livrera à une activité d'agitation intense, publiant un journal de propagande, *La masse,* et organisant de nombreuses manifestations, souvent violentes, au cours des années qui précèdent immédiatement la Crise d'octobre 1970, préfigurant d'une certaine manière les mouvements marxistes-léninistes qui vont émerger au cours de la décennie suivante.

Toutes ces organisations poursuivent, dans des proportions variables et chacune à leur manière, un double objectif : l'indépendance et le socialisme, associant de façon étroite lutte de libération nationale et révolution sociale. Elles pratiquent toutes des formes d'intervention directe : manifestations, lignes de piquetage en appui aux grévistes, sit-in, etc., et, à l'exception du

RIN, elles se méfient de l'action électorale. Elles ont toutes une existence éphémère, sauf le RIN, qui dure huit ans, connaissant, après un début fulgurant et une période d'agitation frénétique, une fin prématurée et assez mystérieuse.

Si l'on peut expliquer sans trop de mal par des motifs historiques et politiques la disparition du RIN, s'éclipsant au profit du PQ au nom de l'intérêt supérieur de la « Cause », on arrive plus difficilement à comprendre par des motifs du même ordre l'évaporation soudaine et impromptue des autres mouvements, et notamment du MLP et du FLP. Il faut sans doute faire intervenir ici des facteurs comme la composition sociale de ces mouvements (constitués essentiellement de jeunes provenant de la petite bourgeoisie intellectuelle), le choix de stratégies axées sur l'action immédiate et spontanéiste, ne permettant pas l'inscription dans la durée, et aussi sans doute la manipulation effectuée par les forces occultes de la répression, fort actives durant cette période troublée, facteur sans doute non négligeable également dans les autodissolutions ultérieures des groupes marxistes-léninistes qui imposeront leur hégémonie sur la gauche de la décennie suivante.

Les années 1970 : déplacement et radicalisation

La Crise d'octobre 1970 met fin d'une certaine manière à la période d'ébullition néonationaliste des années 1960 et interpelle la nouvelle gauche radicale sur un double plan : celui du programme politique et celui de l'organisation.

Sur le plan programmatique, la liaison de la question nationale et du projet socialiste, indissociable jusque-là, est remise en question. Pour les nouveaux groupes qui font leur apparition en critiquant et en rejetant les objectifs et les stratégies de leurs prédécesseurs, la révolution prolétarienne doit devenir le but final

à poursuivre et la lutte contre l'oppression nationale lui est désormais subordonnée. Sur le plan organisationnel, le spontanéisme de naguère est progressivement remplacé par un dirigisme d'inspiration léniniste tel qu'on le comprend et l'applique dans les régimes staliniens.

Cette mouvance nouvelle émerge dans des petits groupes d'étude et va trouver une première forme organisationnelle dans les Comités d'action politique (CAP) qui donneront ensuite naissance au Front d'action politique (FRAP) de Montréal pour une part et aux groupes marxistes-léninistes d'autre part, ceux-ci étendant bientôt leur domination sur l'ensemble de l'extrême gauche qui n'aura d'autre choix que de les rallier ou de s'opposer vivement à eux dans des luttes fratricides.

Cette nouvelle extrême gauche hégémonique, incarnée principalement par le groupe *En lutte!* mis sur pied au cours de l'année 1972-1973 et par la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada (LCMLC), fondée à l'automne 1975, se signale rapidement par son orientation néofédéraliste et par une action qui emprunte les méthodes classiques du léninisme : propagande organisée autour de la diffusion des journaux que ces micropartis publient, *En lutte!* et *La forge*; intervention, établissement et « entrisme » dans les syndicats et les organismes populaires dont ils tentent de prendre le contrôle, en les déstabilisant si nécessaire et en les « liquidant » lorsque l'entreprise ne réussit pas.

Assez curieusement, c'est ce courant particulièrement dogmatique et sectaire, version agressive, bête et méchante, du communisme, qui parviendra à établir rapidement son hégémonie sur l'ensemble de la gauche durant une bonne dizaine d'années. Phénomène étrange, singulier, propre au Québec, pour lequel on ne dispose pas encore d'explication pleinement

satisfaisante si ce n'est la piste religieuse, la croyance ayant migré, dans cette optique, de l'Église catholique instituée à des sectes laïcisées portées par une même foi du même type et d'égale intensité, interprétation que confirmerait le passage effectif de plusieurs militants chrétiens dans ces organisations[2].

Quoi qu'il en soit, les autres courants ne font pas alors le poids face à ces groupes. Les trotskystes, pourtant très présents et actifs dans d'autres pays, et en France notamment, ne parviennent pas à s'imposer. Ils sont dispersés dans des organisations concurrentes, dotées d'objectifs différents et de stratégies divergentes, le Groupe marxiste révolutionnaire (GMR) travaillant à la construction d'un parti ouvrier indépendant, le Groupe socialiste des travailleurs du Québec (GSTQ) appelant pour sa part à la création d'un parti des travailleurs par les grandes centrales syndicales dont il aurait été en quelque sorte le bras politique. Mais ni l'une ni l'autre de ces perspectives ne trouvèrent d'écoute significative, étant disqualifiées au profit de l'agitation marxiste-léniniste d'un côté, du réformisme social-démocrate porté par le PQ et ses alliés de l'autre.

Durant toute cette période de fébrilité activiste, la « gauche sociale » connaît également une radicalisation sensible. De longues et dures luttes sont menées sur le terrain syndical, donnant lieu à de nouvelles formes d'action, tant dans le secteur privé comme l'illustreront certains conflits majeurs (Canadian Gypsum et Firestone à Joliette, United Aircraft sur la rive sud de Montréal, Québec-Téléphone dans le Bas-Saint-Laurent) que dans le secteur public à l'intérieur des grands « fronts communs »

2. C'est l'explication principale à laquelle Jean-Marc Piotte fait appel dans *La communauté perdue*, en évoquant les récits de vie d'anciens militants de ces groupes à l'appui de sa démonstration qui est effectivement plutôt convaincante. Réf. : Jean-Marc Piotte, *La communauté perdue*, Montréal, VLB éditeur, 1987 (Coll. Études québécoises).

des centrales syndicales contre l'État en 1972 et 1976. Ces luttes, souvent spectaculaires, scandées par des manifestations bruyantes, sont inspirées par ce que l'on a appelé le « syndicalisme de combat » et trouvent leur expression idéologique dans les célèbres manifestes publiés par les grandes centrales syndicales : « L'école au service de la classe dominante » de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), « Ne comptons que sur nos propres moyens » de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et « L'État, rouage de notre exploitation » de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). Cette rhétorique militante caractérise le discours et certaines pratiques syndicales jusqu'au début des années 1980 où elle sera progressivement remplacée par le langage de la « concertation », puis du « partenariat », qui qualifie depuis lors l'action du mouvement ouvrier organisé.

Certains éléments de cette « gauche sociale » vont par ailleurs se regrouper sur une base politique dans un nouveau courant qui se dessine en parallèle avec des groupes gauchistes durant la deuxième moitié des années 1970 et qui se développe dans une large mesure contre eux. Ce courant émergent, qui prône un socialisme se voulant à la fois démocratique et révolutionnaire, s'incarne d'abord dans le Regroupement pour le socialisme (RPS), réseau de militants syndicaux et politiques ayant pour objectif le « pouvoir populaire », puis dans le Mouvement socialiste (MS), fondé notamment par les anciens présidents de la CEQ et de la CSN, Yvon Charbonneau et Marcel Pépin, qui défend un programme social-démocrate radical.

La création de MS représentera, au tournant des années 1980, un immense espoir chez eux qui souhaitent l'apparition d'une alternative politique crédible, responsable, capable non seulement de rejoindre un grand nombre de militants et d'entraîner leur adhésion, mais de s'imposer comme une force électorale,

et éventuellement parlementaire, avec laquelle il faudrait compter. Cette attente sera déçue, le nouveau mouvement, ne parvenant pas à gérer les conflits internes entre ses diverses tendances, finira par imploser en dépit de l'expérience et de l'habileté acquises par ses principaux animateurs dans le mouvement syndical, leur compétence s'avérant difficilement transposable sur le terrain proprement politique.

De cet échec, il serait sûrement abusif de conclure que les syndicalistes doivent s'en tenir à des interventions directement liées aux revendications professionnelles et sociales de leurs membres et rester à distance de l'engagement immédiatement politique. Mais il est clair que leur implication sur ce terrain n'est pas aussi déterminante que l'on serait spontanément porté à le penser et que la politique relève d'une autre logique que l'action syndicale. Elle concerne d'autres enjeux et elle est soumise à des rapports de force d'un autre ordre. À ce point de vue, l'expérience du MS et du RPS, qui faisait partie du même courant, gagnerait à être mieux connue, étant de nature à éclairer les débats de la période actuelle.

Les années fin de siècle : du grand reflux à la renaissance de l'espoir

Au tournant des années 1980, une nouvelle conjoncture s'amorce avec la défaite du projet péquiste de souveraineté-association lors du référendum tenu en mai. La question nationale connaît une mise en veilleuse qui durera une quinzaine d'années sous un PQ devenu essentiellement un parti de « bon gouvernement ». L'effervescence nationaliste s'est envolée, reléguée au second plan au profit de préoccupations et de priorités gestionnaires.

Les organisations maoïstes-léninistes disparaissent sous le poids de leurs contradictions explicites et sans doute de motifs

plus obscurs. Le nouveau courant porté par le RPS et le MS ne parvient pas à s'édifier sur les ruines des organisations marxistes et s'évapore à son tour au cours des années qui suivent.

Le mouvement syndical connaît une réorientation réformiste, renonçant dans la pratique mais aussi dans le discours au « syndicalisme de combat » et il s'engage dans une politique de concertation et de partenariat avec l'État et les entreprises. Celle-ci trouvera son point culminant dans la participation des grandes centrales aux fameux « sommets » d'inspiration corporatiste privilégiés par le gouvernement de Lucien Bouchard durant la deuxième moitié des années 1990.

Sur le plan idéologique, les intellectuels engagés, ébranlés par les échecs successifs de la gauche aussi bien à l'échelle locale qu'internationale, prennent leurs distances à l'égard de la politique. Plusieurs d'entre eux se professionnalisent pour mieux répondre aux nouvelles contraintes du milieu universitaire et se transforment en experts soi-disant indépendants. Ils cessent pratiquement de militer. Cette reconversion accompagne, par ailleurs, la « crise du marxisme » qui se manifeste à la fois sur le plan politique — à travers l'échec des pays de l'Est, la chute du mur de Berlin, les métamorphoses étonnantes du maoïsme, etc. — et sur le plan théorique : cette extraordinaire pensée synthétique, dont Sartre disait qu'elle était l'horizon philosophique indépassable du XX^e siècle, est-elle toujours apte à rendre compte des contradictions nouvelles qui surgissent au début du présent millénaire?

Le reflux est donc généralisé au cours des années 1980, accompagné par une profonde morosité qu'on retrouve partout. Sur le plan politique, toute perspective de changement global apparaît bloquée, vouée à l'utopie. Sur le plan social, une certaine accalmie somnolente a remplacé l'agitation antérieure. Sur le plan

idéologique, la « pensée unique » des économistes néolibéraux est devenue hégémonique, condamnant aux oubliettes non seulement le marxisme mais toute pensée sociale progressiste.

En somme, la gauche dans son ensemble, tant sociale que politique, se retrouve pour ainsi dire en veilleuse au cours de ces années de plomb. Elle est en proie à une longue léthargie qui la paralysera jusqu'au tournant du siècle et à laquelle elle s'efforce d'échapper depuis quelques années.

Cette renaissance s'exprime de diverses manières. Elle est liée dans une large mesure à la montée des mouvements altermondialistes, forme principale d'intervention de la jeunesse politisée d'aujourd'hui. Ce mouvement est lui-même le produit de l'extension du marché mondial et des nouvelles formes que prend la domination capitaliste. Dans ses luttes, cette jeunesse rebelle expérimente de nouveaux modes d'intervention. Elle n'hésite pas à recourir à l'action directe et à la désobéissance civile, se méfiant des méthodes plus classiques de combat politique. Elle recourt volontiers aux nouvelles technologies informatiques qui jouent un rôle majeur dans les manifestations qu'elle organise contre la mondialisation marchande.

Paradoxalement, tout en pratiquant la politique à sa manière, cette jeunesse se méfie des partis, non seulement des organisations instituées, ce que l'on peut aisément concevoir, mais aussi des partis de gauche avec lesquels elle a pourtant des affinités programmatiques[3]. Cette réserve pose à ceux-ci un défi dans

3. Cette méfiance n'est pas propre aux altermondialistes québécois. On la rencontre également dans le mouvement français, si l'on en croit les collaborateurs d'un numéro récent de la revue *Contretemps* (n° 11, septembre 2004), « Penser radicalement à gauche » ; elle apparaît comme une caractéristique centrale avec laquelle les partis sont appelés à composer.

la mesure où ils comptent eux-mêmes sur ces militants pour se développer et devenir de véritables forces politiques.

Cette renaissance se traduit également par une certaine radicalisation du mouvement syndical et populaire. Le mouvement syndical a en effet repris l'offensive depuis quelques années, cédant moins facilement aux sirènes de la concertation et assumant plus volontiers ses distances à l'endroit du PQ comme l'a illustré entre autres la lutte de la CEQ pour l'équité salariale. Les initiatives du Conseil central de Montréal de la CSN visant la construction d'une alternative politique, à travers des appuis au RAP puis à l'UFP, participent d'un état d'esprit analogue. Le mouvement populaire, pour sa part, à travers notamment les interventions du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), des comités de sans-emploi et des groupes luttant pour la cause des réfugiés, a engagé des actions vigoureuses qui témoignent d'une dynamique portée par une ferme volonté de se démarquer de l'État et de ses politiques.

Cette effervescence nouvelle connaît aussi un prolongement dans le milieu intellectuel. L'engagement d'un Pierre Bourdieu en France au cours de la deuxième moitié des années 1990, abandonnant sa position de neutralité scientifique et décidant de mettre ses recherches au service des groupes sociaux dominés, en constitue une illustration aussi forte qu'étonnante. Le regain de vitalité du marxisme sur le plan philosophique et théorique, qui s'exprime à travers la création de mouvements et de revues, l'organisation de colloques et d'événements socioculturels, la publication d'ouvrages stimulants, et qui retrouve une partie de son influence perdue au cours des années 1980, en est une autre manifestation. L'engagement ici même de certains universitaires progressistes, tels que Normand Baillargeon défendant sur toutes les tribunes des positions libertaires ou encore Dorval Brunelle

s'impliquant activement dans les luttes altermondialistes, témoigne également de cette reprise et de cette relance des perspectives de gauche dans le milieu intellectuel[4].

C'est dans ce contexte très général de résurgence des luttes sociales et intellectuelles que va renaître la préoccupation de créer une alternative proprement politique.

La mise sur pied du RAP, en 1997, témoigne de l'urgence, ressentie par plusieurs, d'intervenir aussi et enfin sur le terrain politique et électoral, encore que certains de ses membres voudront limiter son action à l'éducation populaire et aux revendications économiques et sociales dans le cadre d'un mouvement non partisan. Ce débat occupera largement les premières années d'existence du RAP, retardant du coup son expansion. La création de l'UFP, cinq ans plus tard, y mettra fin au profit de l'option partisane. Une nouvelle conjoncture s'ouvre, alors, dominée par des questions stratégiques et tactiques : quelle forme organisationnelle donner à l'alternative politique pour qu'elle puisse s'affirmer et s'imposer de manière efficace sur le plan électoral et parlementaire ? C'est dans ces termes que s'exprime aujourd'hui le débat qui traverse la gauche politique québécoise résolue à se faire entendre aussi bien « dans les urnes » que « dans la rue » où elle a depuis longtemps démontré son savoir-faire.

Prochain épisode : les rendez-vous du printemps 2005

Sous quelle forme, comment et où agir ? À cette question décisive, trois groupes formellement constitués tentent actuellement de répondre de même que de nombreux militants syndicaux et de groupes populaires non intégrés pour le moment dans ces

4. Nous en avons fait état longuement dans un numéro de *POSSIBLES*, « Sortir de la pensée unique », publié à l'aube du nouveau millénaire (vol. 24, numéro 2-3, printemps-été 2000).

organisations. Elle est au cœur des interrogations et des réflexions des militants de l'UFP, qui fait figure d'ancêtre dans cette mouvance nouvelle, des membres d'Option citoyenne, le mouvement créé tout récemment par Françoise David, enfin de la tendance que certains militants syndicaux et progressistes s'efforcent de créer depuis peu à l'intérieur du PQ.

À travers l'UFP et Option citoyenne, c'est le vieux courant « indépendance et socialisme » qui refait surface, reprenant dans des termes contemporains une problématique et un projet d'abord élaborés par la gauche du mouvement national, au RIN puis dans des groupes comme le MLP et le FLP. Éclipsé par la montée des organisations marxistes-léninistes, ce courant trouvera un premier prolongement significatif au tournant des années 1980 dans le RPS et le MS. Il connaîtra alors une seconde mise au rancart au profit du PQ, cette fois, qui impose son hégémonie sur le mouvement national qu'il rallie à son projet de souveraineté-association et sur le mouvement social qu'il réussit à associer à ses initiatives fondées sur la concertation et le partenariat. La création du RAP témoigne, avec d'autres événements, de la fin de cette hégémonie, de la double domination du PQ sur la question nationale, bien sûr, mais aussi sur la question sociale.

Ce courant est actuellement partagé, sinon divisé, entre deux regroupements correspondant à deux « sensibilités ». Ce partage s'apparente étrangement à celui qui opposait naguère le MS et le RPS et que ces deux organisations ne réussirent pas alors à surmonter, accordant plus d'importance à ce qui les distinguait qu'à ce qui les réunissait avec le résultat que l'on connaît. Pour qui a participé à cette expérience, comme c'est le cas de l'auteur de ces lignes, membre du RPS à l'époque mais partisan d'une fusion avec le MS, le clivage actuel est préoccupant dans la mesure où il pourrait éventuellement retarder, sinon compromettre, la

consolidation d'une véritable alternative de gauche efficace, responsable et puissante.

Il faut souhaiter que les convergences programmatiques, fort nombreuses, sauront cette fois l'emporter sur les divergences, réelles mais secondaires. Il faut souhaiter également que les objectifs poursuivis obtiennent priorité, passent avant les différences de sensibilité et de style, les idiosyncrasies et les ambitions personnelles des uns et des autres. Les rapprochements auxquels on assiste présentement sur le terrain des luttes sociales et sur celui des élections permettent d'espérer une fusion rapide des deux organisations qui pourrait donner une impulsion décisive à une initiative pour laquelle certains travaillent depuis maintenant une bonne quarantaine d'années : il est donc plus que temps qu'elle trouve enfin son accomplissement !

La tendance incarnée par le SPQ libre ne s'inscrit pas dans cette perspective. Elle fait le pari qu'il est possible pour la gauche de transformer le PQ et d'en faire une organisation progressiste. Cela aurait été le cas durant les années 1970, prétendon, et aurait pu l'être davantage encore si la gauche radicale de l'époque avait rejoint ce parti en se ralliant au point de vue exprimé par Pierre Vallières dans l'*Urgence de choisir*[5].

C'est la thèse que défend maintenant Pierre Dubuc, directeur de *l'aut'journal,* après avoir été l'un des initiateurs il y a quelques années de la tentative représentée par le RAP. Cette expérience s'étant avérée un échec, comme l'illustreraient les mauvais scores électoraux de la gauche au cours des élections de 1998

5. C'est l'argument central qui sous-tend la réinterprétation de la question nationale proposée dans *L'autre histoire de l'indépendance* qui vient de paraître récemment. Réf. : Pierre Dubuc, *L'autre histoire de l'indépendance,* Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles, 2003.

et de 2003, il conviendrait aujourd'hui d'en tirer les leçons et de renoncer à construire une alternative devenue fantasmatique au profit du choix plus réaliste que représenterait l'adhésion au PQ pour y constituer une tendance.

Dubuc fait ainsi intervenir deux ordres de considérations à l'appui de sa thèse : une analyse de la conjoncture présente et un rappel historique visant à légitimer son choix dans la longue durée.

L'analyse de la conjoncture le conduit à penser qu'il est impossible, du moins à court terme, de construire une alternative de gauche et qu'il en ira ainsi aussi longtemps que les règles de jeu électoral demeureront ce qu'elles sont et que la question nationale, à ses yeux centrale et déterminante, ne sera pas réglée. Les dernières avancées représentées par la fondation d'Option citoyenne et certains scores électoraux récents de candidats de l'UFP, dans cette optique, ne font évidemment pas le poids.

Le rappel historique lui inspire par ailleurs un récit largement formulé sur le mode conditionnel. Si Pierre Vallières, au lieu de faire le saut dans la contre-culture, s'était montré plus conséquent dans son engagement à l'endroit du PQ, donnant ainsi l'exemple aux militants sous son influence, si la gauche marxiste-léniniste, oubliant ses lûbies, avait rallié ce parti, les forces progressistes auraient pu s'y imposer et apporter une contribution déterminante dans la bataille référendaire de mai 1980. Elles auraient donc dû faire alors le choix d'investir le PQ et, à défaut de l'avoir effectué à l'époque, elles devraient le faire aujourd'hui au nom d'un réalisme politique bien compris. La narration de l'histoire ainsi reconstituée est rédigée de telle sorte que cette conclusion politique paraisse en constituer son aboutissement naturel et logique, enfermant ainsi son récit dans un cercle vicieux où la fin précède et appelle en quelque sorte les commencements.

Cette interprétation révisionniste accorde peu de place aux motivations proprement politiques de Vallières qui ne troque pas d'abord le PQ pour la contre-culture par frivolité mais parce qu'il comprend rapidement que la gauche dispose d'une marge de manœuvre fort étroite dans le parti dirigé par Lévesque. Ce dernier, on le sait, se montrait fort méfiant à l'endroit de ses nouveaux alliés du mouvement syndical et des groupes populaires de même qu'à l'égard des militants en provenance du RIN qui avaient rejoint son parti, et en particulier de ses anciens dirigeants dont Pierre Bourgault, ou encore des jeunes intellectuels voulant changer radicalement le monde. Cette gauche ne parviendra d'ailleurs jamais, ni dans les années 1970 ni par la suite, à prendre la direction effective de ce parti qui demeure contrôlé, aujourd'hui comme hier, par ce que Dubuc aurait appelé, en d'autres temps, la bourgeoisie nationale.

On peut donc se rallier à ce parti au nom d'une certaine conception du réalisme politique, cette rationalisation commode qui permet de confondre les principes et les objectifs de l'action avec ses instruments et ses moyens, mais on voit difficilement comment on pourrait le faire au nom d'une nécessité historique qui paraît plutôt mettre en lumière l'échec tout à fait prévisible de ce pari. Il s'agit donc d'un choix douteux, surtout dans une période où la gauche, pour la première fois depuis longtemps, semble réunir les conditions d'un décollage prometteur qui pourrait intervenir avec l'arrivée du prochain printemps.

POÉSIE ET FICTION

L'autre lumière

PAR MICHEL PLEAU

mains des morts je l'ordonne
si vous voulez jaillir de la terre
que ce soit désormais à la façon des fleurs

PIERRE CHATILLON

ô morts
votre pain sommeille sur la table
cette nuit je vous écris
avec la glaise de mon âme
et la ferraille des mots

un sang lointain travaille mon cœur
et voici que j'entends
le vent de vos pas qui s'éloigne

voyageurs sous les pierres
vous mâchez sans fin les mêmes rêves
mais moi je veille sur la levée des lampes
et refuse l'obscurité
qui dort tout près

écoutez
que je vous raconte la vie et ses gestes
la lumineuse beauté des femmes
la totale nudité des paysages
et l'enfance qui rit dans les flaques
quand c'est l'été
et qu'une pluie incertaine gonfle le ciel

entendez-vous cette forêt d'où je reviens
avec dans les mains vos peurs
qui ne sont plus
que des pierres éteintes

cette nuit je vous quitte
j'aborde les rives d'une soif absolue
dont le soleil est le fruit nouveau

vos cendres ne disent plus
tout bas mon nom

une lampe que vous ignorez
mûrit depuis le début du monde

le temps dépose son œuf sur le fleuve

le soleil semble lourd

je me penche sur les eaux de l'enfance
et touche à la mémoire de l'aube

bientôt le matin
se frotte aux fenêtres
et divise le monde en deux

je vois se lever la beauté
qui libère son cri
et trace un chemin devant moi

l'amour
est le premier mot extirpé de l'ombre
un château enfin revenu

soudain les choses avancent
dans l'eau de l'ailleurs
une autre lumière se déploie

Vêpres

PAR PIERRE CHARLAND

I

un oiseau bleu
à la fenêtre
siffle quelques notes
anciennes, sereines

sait-il
que mon âme
a cent ans ?

II

les litanies défilent
mots morts remords
insignifiante cacophonie
d'angoisse
qui tente d'apprivoiser
la peur de l'instant

mais où suis-je ?
quels démons m'habitent ?

attends patiemment
que brûlent
les déchets
d'un inconscient affolé
par l'évidence
de la sénescence
de la chair

III

quelques notes d'un piano
fluide
trouent un chemin
entre le cœur et le corps

je suis diaphane
tympan d'une troisième voix

j'acquiesce au vent léger
d'une prière
qui précède le souffle
de ma gorge
et anime le sang
de mes veines

IV

je m'éveille
aux premiers battements
de mon humanité

Réminiscences

PAR FRÉDÉRIC DESJARDINS

Parfois un voilier
montrait sa toge blanche
et je revoyais tes jupes
courtisées par la brise

le large devenait kaléidoscope

en morceaux épars
le passé nourrissait ton ombre.

* * *

Les matins de nappe d'huile
ramenaient le filet des pêcheurs
après la houle et le désespoir
le calme de la mer coulait dans mes veines

le soir venu
les chalutiers rentraient le ventre plein
en les regardant je sentais l'accalmie prendre fin

ton souffle chaud se levait dans mes entrailles.

Peu importe le temps

PAR VANESSA DUVAL-GAGNÉ

Moi à l'envers de toi
Sous le blanc morgue de nos dents
La lune est si claire pourtant
Sous les souffrances pulpes
Vois-tu ce que je vois ?
une petite fleur en son cœur d'enfant
moi à l'envers de toi
sous les océans malades de nos soi
Qui croit ces jours inflammatoires ?
Rien de nos corps restent sous les couleurs étincelles
de nos doigts

Mais tout ça
N'est rien que toi et moi

Insomnie

PAR JULIE TURCONI

Les yeux grands ouverts, fixés au plafond gris de la chambre, elle attendait, totalement immobile. Elle attendait le sommeil, ce compagnon nécessaire et indispensable mais qui la fuyait depuis quelque temps. Pourquoi ? Elle n'en savait rien. Et peu importait finalement. La fenêtre nue, sans rideaux ni stores, laissait passer la pâle lumière de la nuit. Car la nuit n'est pas noire lorsqu'on habite en ville. Il y a souvent ce halo jaunâtre né de la pollution. Les lumières de la ville ne s'éteignent jamais non plus. Elle était bien placée pour le savoir. Elle avait eu tout le temps de s'en apercevoir, récemment.

La forme sombre, blottie sous la couette à ses côtés bougea, se retourna. Elle lui jeta un coup d'œil, vérifiant qu'il ne s'était pas réveillé. Pas la peine de partager cette galère. Finalement, lasse d'attendre en vain, elle se leva. Avec précautions. Sans faire le moindre bruit. Non pas qu'elle risquât beaucoup de le réveiller… elle enviait sa capacité de s'endormir avec tant d'aisance, quel que soit l'endroit ! Elle s'emmitoufla dans son chandail, trop grand pour elle, et tout déformé. Elle passa à la salle de bain. Puis elle se rendit au salon. Elle alluma l'ordinateur, confident improvisé,

ouvrit une page blanche et attendit. Cette fois elle n'attendit pas longtemps. Elle se mit à écrire. Peut-être juste pour s'occuper, passer le temps. Se fatiguer? On peut toujours rêver.

Les minutes s'égrenèrent. Lentement. Elle perdit la notion du temps. Elle ferma les yeux. Lorsqu'elle les rouvrit, elle dut cligner des paupières pour se convaincre de ce qu'elle voyait. Était-elle en train de rêver? Avait-elle finalement succombé à l'appel des bras de Morphée? À ses côtés une petite fille était assise, droite sur sa chaise, silencieuse mais souriante. Qui était-elle? La gamine, qui ne devait guère avoir plus de six ou sept ans, se tourna vers elle, et sembla l'examiner attentivement. Un peu boulotte, des couettes blondes, mignonne avec son sourire coquin et ses taches de rousseur sur le nez, elle lui rappelait vaguement quelqu'un... Surtout cette flamme malicieuse qui dansait au fond d'yeux bleu-vert ouverts et francs. L'enfant lui prit doucement la main, et l'entraîna vers la grande baie vitrée du salon. Là, elle tendit le doigt et murmura : « Regarde ».

Juste ce mot : « regarde ». Elle secoua la tête, incrédule. Que lui arrivait-il? Elle devait rêver, pas d'autre explication possible. Mais la petite fille serra plus fort sa main. Elle décida alors d'y croire. De faire comme si, en tout cas. Elle se concentra. Dehors, devant elle, il y avait cet arbre qu'elle ne voyait presque plus tant elle pensait le connaître. Mais cette nuit-là il la surprit par sa beauté étrange. L'éclairage diffus fourni par le lampadaire du coin de la rue faisait briller chacune de ses branches, nues, qui se tordaient vers le ciel en une supplique terriblement... humaine. La neige qui le recouvrait la veille avait fondu, puis gelé, formant des milliers de petites stalactites qui reflétaient les moindres éclats de lumière. L'arbre paraissait doué d'une vie propre. Ou plutôt il semblait avoir une âme. Qui s'exhalait dans l'air froid du dehors. Comme si l'hiver le glaçait jusqu'à sa moelle.

Elle tourna la tête. La petite fille souriait. Elle regarda à nouveau par la fenêtre. La rue déserte, figée dans une immobilité blanche. Les maisons de briques rouges, les escaliers recouverts de givre. Les toits que le vent faisait fumer. De la fumée? Non, ce n'était que la neige, que le vent soulevait par rafales, et qui tourbillonnait au-dessus des tuiles. Les flocons semblaient ne pas vouloir toucher le sol, ils planaient, légers comme l'air, remontaient comme pour repartir vers les nuages sous l'effet des caprices d'Éole, avant de doucement entamer leur inéluctable chute. On aurait dit de minuscules plumes. Même les voitures, sagement alignées le long du trottoir, ou de ce qui avait été un trottoir avant que la poudreuse ne recouvre tout, ressemblaient à des créatures étranges venues d'un autre monde, des sortes de monstres amicaux, prêts à prendre vie sous ses yeux. Et puis il y avait, au-delà des toits, au-delà de la ville et de ses millions d'habitants, loin tout là-haut, les innombrables astres de la nuit. Qui brillaient de mille feux... Comme des brasiers lointains dont la chaleur se perdait avant d'atteindre l'atmosphère. Et au travers des branches de l'arbre, elle apercevait la silhouette floue de la lune, qui semblait veiller sur tout ce petit monde, comme une matriarche complice et bienveillante.

Elle resta longtemps derrière la vitre, fascinée par ce monde qu'elle découvrait. Un monde insoupçonné, et pourtant si près. Juste sous ses yeux. Des yeux qui avaient cessé de voir la poésie des choses. Qui avaient oublié la magie des formes, des lumières. Le froid la fit brutalement frissonner. Elle reprit conscience tout à coup. Elle était en culotte et chandail de laine, au milieu de la nuit, dans son salon, en plein hiver...

Elle tourna de nouveau la tête, cherchant le sourire de sa jeune amie. Mais celle-ci avait disparu. Si tant est qu'elle ait jamais été là. Folie! Tout cela ne devait être qu'un effet de la

fatigue extrême, songea-t-elle en adulte raisonnable qu'elle était devenue. Une sorte de distorsion des perceptions provoquée par l'épuisement. Pourtant quelque chose en elle voulait croire à ce qu'elle avait vu cette nuit. Malgré tout. Pour tout. Peut-être à cause de ce qu'elle avait été autrefois. Il y avait si longtemps. Où était donc passée l'enfant malicieuse et rêveuse qui croyait fermement au merveilleux? Mais qui pourrait la croire de toute façon? À qui pourrait-elle en parler? Prise de tremblements, elle retourna se coucher. Au matin elle y verrait plus clair.

De retour dans la chambre. Le corps qui l'attend, blotti sous les draps, ne bouge pas. Il dort toujours. D'un sommeil calme, imperturbable. Elle se glisse dans le lit à ses côtés. Sa chaleur l'enveloppe. Un cocon de douceur et de tendresse. La fatigue n'est toujours pas là. Elle pense. Trop sans doute. Mais ce qui vient de lui arriver est pour le moins étonnant. Inhabituel. Le sommeil la fuit. Encore. Alors elle se tourne et se remet à regarder le plafond. Comme d'habitude. Mais ce qu'elle y voit cette fois-ci amène une lueur gaie dans ses yeux rougis, fatigués. Des milliers d'étoiles scintillent tout là-haut, se détachant d'un ciel nocturne infini. Elle sourit.

Daniel Breton est porte-parole de la Coalition Québec-Vert-Kyoto.

Pierre Charland est franciscain et théologien. Il habite Lachute. Il a publié *Les ponts de joie* en 2002 et *Fleuves* en 2004.

Olivier De Champlain est associé de recherche au Groupe de recherche sur les réformes de l'État (GÉRÉ) de l'Université du Québec à Montréal et étudiant de deuxième cycle à HEC Montréal.

Frédéric Desjardins est étudiant à la maîtrise en Études littéraires à l'Université Laval.

Vanessa Duval-Gagné, née en 1985, s'implique dans l'écriture, les arts visuels et la musique. Elle a publié dans la revue *Baroque,* « Pour l'instant, improbable ».

Jacques Fournier est employé dans un CLSC et rédacteur en chef de la revue *Interaction communautaire.*

Alain-G. Gagnon est membre du Groupe de recherche sur les réformes de l'État, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en Études québécoises et canadiennes et professeur titulaire au Département de science politique à l'Université du Québec à Montréal.

Anna Kruzynski est docteure en travail social et commence une carrière de professeure à l'Université de Montréal. Elle est aussi militante féministe de la frange radicale du mouvement altermondialiste et chercheure à l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes à l'Université du Québec à Montréal.

Raymond Lemieux est l'un des membres d'un groupe de réflexion pluridisciplinaire sur les enjeux de l'humanisation, La Courtepointe.

Michel Pleau, né à Québec, est poète et essayiste. Il a reçu les prix Alphonse-Piché et Félix-Antoine-Savard du Festival international de la poésie de Trois-Rivières. Il anime des ateliers de création à l'Université Laval.

Marcel Sévigny est ex-conseiller municipal de la Ville de Montréal pour le district de Pointe-Saint-Charles et auteur de *Trente ans de politique municipale. Plaidoyer pour une citoyenneté active,* Éditions Écosociété, 2001.

Gilles Toupin est courriériste parlementaire à Ottawa pour *La Presse.*

Julie Turconi, née en France, est écrivaine-conteuse. Elle a publié dans diverses revues littéraires françaises et canadiennes.

En vous abonnant, vous épargnez sur le coût de quatre numéros en kiosque, vous contribuez à l'essor de la revue et vous recevez un numéro en prime.

Je souscris un abonnement à POSSIBLES.

Envoyez-moi le numéro suivant, en prime :

☐ vol. 21, n° 4 : Homo violens

☐ vol. 22, n° 2 : Un art qui s'engage

☐ vol. 16, n° 4 : Formations professionnelles

Je désire que mon abonnement commence avec le vol..., n°...

NOM

ADRESSE

VILLE CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

OCCUPATION

Ci-joint : ☐ chèque ☐ mandat-poste de ... $

abonnement d'un an (quatre numéros) : 25 $
abonnement institutionnel : 40 $
abonnement de soutien : 40 $
abonnement étranger : 50 $

Revue POSSIBLES
5070, rue de Lanaudière
Montréal (Québec) H2J 3R1

PROCHAIN NUMÉRO :
L'autogestion aujourd'hui

VOLUME 1 (1976-1977)

NUMÉRO 1 : 5 $ Tricofil ; sciences sociales et pouvoir
NUMÉRO 2 : 5 $ Santé ; question nationale
NUMÉRO 3/4 : 5 $ Les Amérindiens : politique et dépossession

VOLUME 2 (1977-1978)

NUMÉRO 1 : 5 $ Fer et titane : un mythe et des poussières
Nouvelles perspectives du roman québécois
NUMÉRO 2/3 : 5 $ Bas du fleuve/Gaspésie
NUMÉRO 4 : 5 $ Mouvements sociaux, coopératisme et autogestion

VOLUME 3 (1978-1979)

NUMÉRO 1 : 5 $ À qui appartient Montréal ?
NUMÉRO 2 : 5 $ La poésie, les poètes et les possibles
NUMÉRO 3/4 : 5 $ Éducation

VOLUME 4 (1979-1980)

NUMÉRO 1 : 5 $ Des femmes et des luttes
NUMÉRO 2 : 5 $ Projets du pays qui vient
NUMÉRO 3/4 : 5 $ Faire l'autogestion : réalités et défis
Poème de Gaston Miron

VOLUME 5 (1980-1981)

NUMÉRO 1 : 6 $ Qui a peur du peuple acadien ?
NUMÉRO 2 : 6 $ Élection 81 : question au P.Q.
NUMÉRO 3/4 : 5 $ Les nouvelles stratégies culturelles

VOLUME 6 (1981-1982)

NUMÉRO 1 : 6 $ Cinq ans déjà…
L'autogestion quotidienne
NUMÉRO 2 : 6 $ Abitibi : La voie du Nord
NUMÉRO 3/4 : 6 $ La crise… dit-on

VOLUME 7 (1982-1983)

NUMÉRO 1 : 6 $ Territoires de l'art
NUMÉRO 2 : 6 $ Québec, Québec : à l'ombre du G
NUMÉRO 3 : 6 $ Et pourquoi pas l'amour ?

VOLUME 8 (1983-1984)

NUMÉRO 1 : 6 $ Repenser l'indépendance
NUMÉRO 2 : 6 $ Des acteurs sans scène
Les jeunes
NUMÉRO 3 : 6 $ 1984 — Créer au Québec
NUMÉRO 4 : 6 $ L'Amérique inavouable

VOLUME 9 (1984-1985)

NUMÉRO 1 : 6 $ Le syndicalisme à l'épreuve du quotidien
NUMÉRO 2 : 6 $ … et les femmes
NUMÉRO 3 : 6 $ Québec vert… ou bleu ?
NUMÉRO 4 : 6 $ Mousser la culture

VOLUME 10 (1985-1986)

NUMÉRO 1 : 6 $ Le mal du siècle
NUMÉRO 2 : 6 $ Du côté des intellectuels
NUMÉRO 3/4 : 6 $ Autogestion, autonomie et démocratie

VOLUME 11 (1986-1987)

NUMÉRO 1 : 6 $ La paix à faire
NUMÉRO 2 : 6 $ Un emploi pour tous ?
NUMÉRO 3 : 6 $ Langue et culture
NUMÉRO 4 : 6 $ Quelle université ?

VOLUME 12 (1988)

NUMÉRO 1 : 6 $ Le quotidien : modes d'emploi
NUMÉRO 2 : 6 $ Saguenay/Lac Saint-Jean : les irréductibles
NUMÉRO 3 : 6 $ Le Québec des différences : culture d'ici
NUMÉRO 4 : 6 $ Artiste ou manager ?

VOLUME 13 (1989)

NUMÉRO 1/2 : 6 $ Il y a un futur
NUMÉRO 3 : 6 $ [Droits de] regards sur les médias
NUMÉRO 4 : 6 $ La mère ou l'enfant ?

VOLUME 14 (1990)

NUMÉRO 1 : 6 $ Art et politique
NUMÉRO 2 : 6 $ Québec en 2000
NUMÉRO 3 : 6 $ Culture et cultures
NUMÉRO 4 : 6 $ Vies de profs

VOLUME 15 (1991)

NUMÉRO 1 : 7 $ La souveraineté tranquille
NUMÉRO 2 : 7 $ Générations 91
NUMÉRO 3 : 7 $ Bulletins de santé
NUMÉRO 4 : 7 $ Les publics de la culture

VOLUME 16 (1992)

NUMÉRO 1 : 7 $ L'autre Montréal
NUMÉRO 2 : 7 $ What does Canada want ?
NUMÉRO 3 : 7 $ Les excentriques (les arts en régions)
NUMÉRO 4 : 7 $ Formations professionnelles

VOLUME 17 (1993)

NUMÉRO 1 : 7 $ À qui le droit ?
NUMÉRO 2 : 7 $ Parler d'ailleurs/d'ici (les communautés culturelles)
NUMÉRO 3/4 : 12 $ À gauche, autrement

VOLUME 18 (1994)

NUMÉRO 1 : 8 $ L'artiste (auto)portraits
NUMÉRO 2 : 8 $ Pensées pour un autre siècle (les inspirateurs de *POSSIBLES*)
NUMÉRO 3 : 8 $ L'État solidaire
NUMÉRO 4 : 8 $ L'Estrie

VOLUME 19 (1995)

NUMÉRO 1/2 : 10 $ Rendez-vous 1995 : mémoire et promesse
NUMÉRO 3 : 8 $ Créer à vif
NUMÉRO 4 : 8 $ Possibles@techno

VOLUME 20 (1996)

NUMÉRO 1 : 8 $ Modernité : élans et dérives
NUMÉRO 2 : 8 $ Éduquer quand même
NUMÉRO 3 : 8 $ Québec… On continue ?
NUMÉRO 4 : 8 $ L'art dehors (l'art public)

VOLUME 21 (1997)

NUMÉRO 1 : 8 $ Penser avec Giguère et Miron
NUMÉRO 2/3 : 10 $ Travailler autrement : vivre mieux ?
NUMÉRO 4 : 8 $ Homo violens

VOLUME 22 (1998)

NUMÉRO 1 : 8 $ Générations : des liens à réinventer
NUMÉRO 2 : 8 $ Un art qui s'engage
NUMÉRO 3/4 : 12 $ Québec 1998 : l'alternative

VOLUME 23 (1999)

NUMÉRO 1 : 8 $ L'affirmation régionale (les régions québécoises)
NUMÉRO 2 : 8 $ Ethnies, nations, sociétés
NUMÉRO 3 : 8 $ Avec ou sans Dieu
NUMÉRO 4 : 8 $ Nouvelles stratégies culturelles

VOLUME 24 (2000)

NUMÉRO 1 : 8 $ Québec : capitale ou succursale ?
NUMÉRO 2/3 : 10 $ Sortir de la pensée unique
NUMÉRO 4 : 8 $ Interculturalisme québécois

VOLUME 25 (2001)

NUMÉRO 1 : 8 $ Un monde vert
NUMÉRO 2 : 8 $ Femmes et hommes
NUMÉRO 3/4 : 10 $ Rêver / Résister

VOLUME 26 (2002)

NUMÉRO 1/2 : 12 $ Refonder la société québécoise
NUMÉRO 3 : 8 $ Une science citoyenne?
NUMÉRO 4 : 8 $ Les cultures face à la mondialisation

VOLUME 27 (2003)

NUMÉRO 1/2 : 10 $ Montréal 2003
NUMÉRO 3 : 8 $ Pouvoir(s) et mouvements sociaux
NUMÉRO 4 : 8 $ Une autre économie

VOLUME 28 (2004)

NUMÉRO 1 : 8 $ Littérature et citoyenneté
NUMÉRO 2 : 8 $ Roland Giguère, poète des possibles
NUMÉRO 3/4 : 10 $ La formation au travail, virage ou mirage?



DEVANT LA POLITIQUE, ENGAGEMENT ET DISTANCE

Élection d'un gouvernement minoritaire à Ottawa, affrontement permanent entre les orientations gestionnaires du gouvernement Charest et l'ensemble des mouvements sociaux, popularité du municipalisme libertaire, taux préoccupants d'abstention électorale notamment chez les jeunes... Jusqu'où les citoyens se reconnaissent-ils encore dans leurs institutions politiques ? Pendant que les élus se disputent sur des budgets (par exemple sur la santé), se développent des réflexions qui remettent en question les prémisses mêmes de nos orientations collectives. Est-il important de voter ? Privilégier l'autonomie des communautés ou la réforme de l'État ? l'éducation ou l'action électorale ? le réinvestissement du PQ ou la création de nouveaux lieux partisans ? Chacun de ces dilemmes mérite réflexion et respect.

8 $

ISSN 0703713-9

ÉDITORIAL

Quel parti prendre ?
ANDRÉ THIBAULT

ESSAIS ET ANALYSES

L'impénétrable avenir du gouvernement Martin et du Parti libéral du Canada
GILLES TOUPIN

Réhabiliter la politique : une option libertaire
ANNA KRUZYNSKI et MARCEL SÉVIGNY

Enjeux de sens et questions de santé
RAYMOND LEMIEUX

Un gouvernement : pour quoi faire ?
ALAIN-G. GAGNON ET OLIVIER DE CHAMPLAIN

Les jeunes, la culture politique et l'éducation
NATHALIE PRUD'HOMME

Les principes contre la réalité (ou pourquoi les jeunes ne vont pas voter)
JEAN-FRANÇOIS LEPAGE

Votons-nous en citoyens... ou en consommateurs ?
DANIEL BRETON

D'abord solidaires, un réseau d'éducation populaire et de repolitisation
JACQUES FOURNIER

Taupe ou caribou : la gauche et le Parti québécois
GABRIEL GAGNON

2005 : naissance d'une véritable alternative politique, à gauche ?
JACQUES PELLETIER

POÉSIE ET FICTION

L'autre lumière
MICHEL PLEAU

Vêpres
PIERRE CHARLAND

Réminiscences
FRÉDÉRIC DESJARDINS

Peu importe le temps
VANESSA DUVAL-GAGNÉ

Insomnie
JULIE TURCONI